



Government
of Canada

Gouvernement
du Canada

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens – octobre 2020

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Date d'octroi du contrat : 18 décembre 2020

Date de livraison : 5 décembre 2020

Numéro d'enregistrement : POR-005-19

Pour de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'écrire à por-rop@pco-bcp.ca

This report is also available in English.

Canada 

Collecte continue de données qualitatives sur les opinions des Canadiens

Rapport final

Rédigé pour le compte du Bureau du Conseil privé

Fournisseur : The Strategic Counsel

Octobre 2020

Le présent rapport de recherche sur l'opinion publique présente les résultats d'une série de groupes de discussion menés par The Strategic Counsel pour le Bureau du Conseil privé. Le premier cycle de la deuxième année de l'étude s'est déroulé entre le 1^{er} et le 29 octobre 2020 et comptait douze groupes de discussion composés d'adultes canadiens (âgés de 18 ans ou plus).

This publication is also available in English under the title: Final Report – Continuous Qualitative Data Collection of Canadians' Views – October 2020.

Cette publication peut être reproduite à des fins non commerciales. Toute autre utilisation exige l'autorisation écrite préalable du Bureau du Conseil privé. Pour obtenir de plus amples renseignements sur ce rapport, prière d'en faire la demande par courriel à <por-rop@pco-bcp.ca> ou par la poste à l'adresse suivante :

Bureau du Conseil privé
Édifice Blackburn
85, rue Sparks, bureau 228
Ottawa, Ontario K1A 0A3

Numéro de catalogue :

CP22-185/13-2020F-PDF

Numéro international normalisé du livre (ISBN) :

978-0-660-36984-6

Publications connexes (numéro d'enregistrement : POR-005-19) :


CP22-185/13-2020E-PDF (Rapport final, anglais)

978-0-660-36983-9

Attestation de neutralité politique

À titre de cadre supérieure du cabinet The Strategic Counsel, j'atteste par la présente que les documents remis sont entièrement conformes aux exigences en matière de neutralité politique du gouvernement du Canada énoncées dans la Politique sur les communications et l'image de marque et dans la Directive sur la gestion des communications – Annexe C – Procédure obligatoire relative à la recherche sur l'opinion publique.

Plus précisément, les documents remis ne contiennent pas d'information sur les intentions de vote électoral, les préférences quant aux partis politiques, les positions des partis ou l'évaluation de la performance d'un parti politique ou de ses dirigeants.

Signature :  _____

Date : 5 décembre 2020

Donna Nixon, associée
The Strategic Counsel

Table des matières

Résumé	1
Introduction	1
Méthodologie.....	2
Principales constatations	4
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)	4
Gestion de la COVID-19 par le gouvernement du Canada (villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)	5
Changements de comportement (Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM, Canadiens racialisés de la RGTH, Autochtones du Canada atlantique, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec, Yellowknife, villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)	6
Soutiens financiers (Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)	8
Évaluation de concepts publicitaires (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)	9
Soutien pour les jeunes (villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)	10
Application Alerte COVID (ville de Québec, Manitoba)	11
Le discours du Trône (Nouvelle-Écosse).....	11
La pêche en Nouvelle-Écosse (Nouvelle-Écosse, villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)	12
Le racisme (Canadiens racialisés de la GRM, Canadiens racialisés de la RGTH)	13
Questions autochtones (Autochtones du Canada atlantique)	14
Aliénation de l'Ouest (nord de l'Alberta, Manitoba).....	15
Enjeux locaux (nord de l'Alberta, Yellowknife)	16
Véhicules zéro émission (VZE) (nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife, grandes villes de l'Ontario, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)	17
 Résultats détaillés – Partie I : COVID-19	 19
Chronologie des annonces en octobre.....	19
Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux).....	21
La COVID-19 dans l'actualité	21
Autres actualités et enjeux du gouvernement fédéral.....	23

Gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada (villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)	24
Effets sur la santé.....	24
Information	25
Soutien financier	26
Changements de comportement (Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM, Canadiens racialisés de la RGTH, Autochtones du Canada atlantique, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec, Yellowknife, villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)	28
Habitudes de dépenses	29
Points de vue sur une deuxième vague	30
Impacts de la COVID-19	32
Soutiens financiers (Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)	34
Connaissance de la PCU et de l'assurance-emploi.....	35
Opinions sur la série de prestations de relance.....	35
Évaluation de concepts publicitaires (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)	39
Scénarimage d'animation sur les prestations de relance (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)	39
Publicité pour les médias sociaux portant sur la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (ville de Québec).....	41
Soutien pour les jeunes (villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)	43
Application Alerte COVID-19 (ville de Québec, Manitoba).....	45
Le discours du Trône (Nouvelle-Écosse).....	48
Le rappel du discours du Trône.....	48
Les piliers du gouvernement du Canada.....	48
Le déficit budgétaire du gouvernement du Canada.....	49
La pêche en Nouvelle-Écosse (Nouvelle-Écosse, villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario).....	50
Connaissance du différend entourant la pêche en Nouvelle-Écosse	50
Le rôle du gouvernement du Canada	51
Le racisme (Canadiens racialisés de la GRM, Canadiens racialisés de la RGTH)	52
Portée et nature du racisme au Canada	52

La lutte contre le racisme systémique	53
Questions autochtones (Autochtones du Canada atlantique).....	56
Les principales priorités pour le gouvernement du Canada	56
La pêche en Nouvelle-Écosse.....	57
La DNUDPA (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones)	58
Le racisme systémique	59
L'eau potable.....	59
Aliénation de l'Ouest (nord de l'Alberta, Manitoba).....	61
Enjeux locaux (nord de l'Alberta, Yellowknife)	63
Nord de l'Alberta	63
Yellowknife	64
Véhicules zéro émission (VZE) (nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife, grandes villes de l'Ontario, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)	67
Annexe A – Questionnaires de recrutement.....	70
Questionnaire de recrutement, version anglaise	71
Questionnaire de recrutement, version française.....	80
Annexe B – Guides du modérateur.....	89
Guide du modérateur, version anglaise.....	90
Guide du modérateur, version française	111
Annexe C – Concepts publicitaires.....	135
Évaluation de concepts publicitaires (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)	136
Scénarimage d'animation sur les prestations de relance (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)	136
Publicité pour les médias sociaux portant sur la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (ville de Québec).....	137
Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones du Canada atlantique)	139

Résumé

Introduction

Le Secrétariat des communications et des consultations du Bureau du Conseil privé (BCP) a confié à The Strategic Counsel (TSC) le mandat de mener des cycles de recherche par groupe de discussion auprès de membres du public un peu partout au pays, portant sur des enjeux, des événements et des initiatives stratégiques de premier plan liés au gouvernement du Canada.

L'objectif général de ce programme de recherche qualitative se décline en trois volets : analyser les dimensions et les facteurs d'influence de l'opinion publique sur les plus importants enjeux auxquels le pays est confronté; évaluer les perceptions et les attentes relatives aux mesures et aux priorités du gouvernement fédéral; orienter l'élaboration des communications du gouvernement du Canada pour qu'elles continuent de s'harmoniser avec les points de vue des Canadiennes et des Canadiens et leurs besoins en matière d'information, tout en demeurant claires et à faciles comprendre.

La recherche vise à aider le Secrétariat des communications et des consultations du BCP à remplir son mandat, qui consiste à soutenir le bureau du premier ministre dans la coordination des communications du gouvernement. Plus particulièrement, la recherche permettra de s'assurer que le BCP reste au fait des tendances émergentes et de l'opinion des Canadiens sur les enjeux de macro-niveau qui intéressent le gouvernement.

Le présent rapport dévoile les conclusions qui ressortent de douze groupes de discussion en ligne organisés entre le 1^{er} et le 29 octobre 2020 dans de nombreuses localités du pays, au Canada atlantique, au Québec, en Ontario, au Manitoba, en Alberta et dans les Territoires du Nord-Ouest. Les détails concernant les lieux, le recrutement et la composition des groupes figurent ci-après.

Ce cycle de groupes de discussion, tenu alors que la pandémie se poursuivait au Canada, a surtout porté sur la COVID-19. La recherche a permis d'explorer à fond diverses questions interreliées, dont ce que les Canadiens entendent aux nouvelles sur le gouvernement du Canada, ce qu'ils pensent de la gestion fédérale de la pandémie et l'évolution de leurs comportements. Elle a également porté sur les points d'intersection entre la COVID-19 et l'économie, en particulier les soutiens financiers fédéraux et le passage de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) à l'assurance-emploi (AE) et à trois autres prestations de relance. Deux concepts créatifs visant à renseigner les Canadiens sur ces récentes prestations ont été évalués dans plusieurs groupes au milieu du mois. Plus tard en octobre, les participants ont eu à se prononcer sur l'application Alerte COVID et à discuter des noms possibles pour de nouveaux programmes d'emploi et de formation destinés aux jeunes.

Outre les questions liées à la pandémie, la discussion a englobé d'autres sujets tels que le discours du Trône, la pêche en Nouvelle-Écosse, le racisme, les questions autochtones, la désaffectation de l'Ouest, les questions d'intérêt local et les véhicules zéro émission (VZE).

Il convient de souligner que les résultats de la présente étude doivent être interprétés avec prudence, les conclusions d'une recherche qualitative étant de nature directionnelle et ne pouvant être attribuées à l'ensemble de la population à l'étude avec un quelconque degré de certitude.

Méthodologie

Aperçu des groupes

Public cible

- Résidents canadiens de 18 ans et plus.
- Les groupes ont été formés en fonction du lieu.
- Certains groupes se composaient de répondants appartenant à des sous-groupes de la population, par exemple des Canadiens racialisés, des personnes autochtones et des bénéficiaires de l'assurance-emploi ou d'autres prestations.

Approche détaillée

- Douze groupes de discussion ont eu lieu dans diverses régions du Canada.
- Sept groupes de discussion se composaient de membres de la population générale habitant : en Nouvelle-Écosse, dans la ville de Québec, dans le nord de l'Alberta, au Manitoba, à Yellowknife, dans les régions d'Ottawa-Carleton, Toronto et Peel en Ontario ainsi que dans des villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario.
- Les cinq autres groupes réunissaient des participants appartenant à des sous-groupes particuliers :
 - Des personnes racialisées habitant dans la Grande région de Montréal (GRM) et dans la Région du Grand Toronto et de Hamilton (GTHA);
 - Des Autochtones habitant dans la région de l'Atlantique;

- Des bénéficiaires de l'assurance-emploi (AE) ou de prestations de la relance habitant de grandes villes et des villes de taille moyenne de l'Ontario et des villes de taille moyenne du Québec.
- Les discussions de groupe du Québec se sont déroulées en français, alors que toutes les autres ont eu lieu en anglais.
- Pour ce cycle, toutes les rencontres ont eu lieu en ligne.
- Huit participants ont été recrutés dans chaque groupe, afin de pouvoir compter sur la présence de six à huit personnes.
- Dans l'ensemble des lieux, 80 personnes ont participé aux discussions. Les détails sur le nombre de participants par groupe sont donnés ci-dessous.
- Chaque participant a perçu des honoraires. Les incitatifs ont varié de 90 \$ à 125 \$ par personne en fonction du lieu et de la composition du groupe.

Emplacement et composition des groupes

LIEU	GROUPE	LANGUE	DATE	HEURE (HNE)	COMPOSITION DU GROUPE	NOMBRE DE PARTICIPANTS
Nouvelle-Écosse	1	Anglais	1 ^{er} oct.	17 h-19 h	Pop. gén.	8
Grande région de Montréal	2	Français	5 oct.	18 h-20 h	Canadiens racialisés	8
Région du Grand Toronto et de Hamilton	3	Anglais	7 oct.	18 h-20 h	Canadiens racialisés	8
Canada atlantique	4	Anglais	13 oct.	17 h-19 h	Autochtones	8
Ontario – Grandes villes et villes de taille moyenne	5	Anglais	14 oct.	18 h-20 h	AE et prestations de relance	7
Ville de Québec	6	Français	15 oct.	18 h-20 h	Pop. gén.	4
Alberta – Communautés du nord	7	Anglais	19 oct.	20 h-22 h	Pop. gén.	6
Manitoba	8	Anglais	20 oct.	19 h-21 h	Pop. gén.	7
Yellowknife	9	Anglais	21 oct.	20 h-22 h	Pop. gén.	6
Ontario – Ottawa-Carleton, Toronto, Peel	10	Anglais	26 oct.	18 h-20 h	Pop. gén.	6
Quebec – Villes de taille moyenne	11	Français	27 oct.	18 h-20 h	AE et prestations de relance	4
Ontario – Villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario	12	Anglais	29 oct.	18 h-20 h	Pop. gén.	8
Nombre total de participants						80

Principales constatations

Partie I : Conclusions relatives à la COVID-19

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

La COVID-19 dans l'actualité

Pendant tout le mois d'octobre, lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada dernièrement, ils ont cité avant tout des sujets liés à la COVID-19, en particulier la prolongation des soutiens financiers. Ils étaient au courant de la fin de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) et de la transition des bénéficiaires vers l'assurance-emploi et les trois prestations de relance récemment mises sur pied. Outre la question de la PCU, les participants ont mis l'accent sur la hausse des cas de COVID-19 au Canada. Lorsque nous leur avons demandé s'ils avaient entendu parler de nouvelles mesures prises par le gouvernement du Canada dans le contexte de la pandémie (hormis les soutiens financiers déjà cités), les participants ont mentionné la fermeture de la frontière canado-américaine, le financement d'essais cliniques pour les vaccins contre la COVID-19 et l'application Alerte COVID.

Les participants de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Ontario ont été questionnés sur les capacités et les procédures de dépistage de la COVID-19 dans leur collectivité. Bon nombre avaient eu vent des nouvelles directives de dépistage, des longs délais d'attente et du potentiel offert par les tests rapides. Au cours de la discussion, ils ont souligné la nécessité d'accroître le nombre de points de services, de recruter plus de personnel pour les analyses en laboratoire et de trouver des solutions, comme les tests rapides, qui accélèrent le processus de dépistage.

Dans le groupe tenu à Yellowknife, le Fonds de soutien aux entreprises du Nord (FSEN) n'était guère connu des participants. Après avoir reçu un complément d'information sur le fonds, beaucoup ont émis des réserves à son égard, liées au caractère non remboursable des subventions et aux répercussions qu'elles auraient sur le déficit budgétaire fédéral.

Autres actualités et enjeux du gouvernement fédéral

Mis à part la COVID-19, les participants ont fait allusion à d'autres actualités dont ils avaient entendu parler concernant le gouvernement du Canada, notamment le litige sur la pêche au homard des Mi'kmaq en Nouvelle-Écosse, l'accord de contribution conclu avec l'organisme WE Charity, l'interdiction des plastiques à usage unique, la progression du mouvement Black Lives Matter (BLM) et divers enjeux liés aux élections américaines de novembre 2020.

Vers la mi-octobre, nous avons sondé la connaissance et l'opinion de plusieurs groupes à l'égard de nouvelles récentes visant l'interdiction des plastiques à usage unique par le gouvernement du Canada. Le niveau de connaissance variait sensiblement selon le lieu, les participants de l'est (Ontario et Québec) étant beaucoup plus au courant de l'interdiction que ceux de l'Ouest (Manitoba et C.-B.).

Ceux qui en avaient entendu parler croyaient qu'elle entrerait en vigueur en 2021 et couvrirait des articles comme les pailles, les sacs en plastique et les ustensiles et contenants pour emporter. De l'avis de la plupart, l'interdiction des plastiques à usage unique était une heureuse initiative, qui aurait des effets salutaires sur l'environnement. Certains participants ont toutefois mentionné qu'il faudrait proposer des solutions de rechange viables et ne pas négliger les considérations liées aux mesures sanitaires.

Gestion de la COVID-19 par le gouvernement du Canada (villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)

Tous groupes confondus, la plupart des participants s'entendaient pour dire que le gouvernement du Canada avait fait du bon travail dans le cadre de sa réponse à la pandémie. Ils reconnaissaient au gouvernement le mérite d'avoir déployé rapidement des soutiens financiers pour les particuliers et les entreprises, notamment la PCU. À leurs yeux, la réponse du Canada se comparait avantageusement à celle d'autres pays et ils considéraient que les points de presse quotidiens, la transparence décisionnelle, le dépistage efficace, les contrôles supplémentaires, l'aide aux voyageurs et les communications relatives aux consignes de sécurité avaient été bien gérés.

Lorsque nous avons invité les participants à évaluer la performance du gouvernement du Canada pour ce qui est de protéger la santé des Canadiens, de les renseigner sur les moyens de prévenir la propagation de la COVID-19 et d'aider financièrement ceux qui étaient touchés par la pandémie, ils se sont montrés tout aussi élogieux. La plupart estimaient que pour la dimension sanitaire, la gestion du gouvernement fédéral était aussi bonne maintenant, sinon meilleure, qu'aux premiers jours de la pandémie.

Appelés à dire ce que le gouvernement pourrait faire d'autre en ces domaines, les participants ont tout de même avancé quelques suggestions :

- Sur le plan de la santé, les suggestions consistaient à régler les problèmes des centres de soins de longue durée, à aider davantage les écoles et à sévir contre ceux qui font fi des consignes de la COVID-19.
- Au chapitre des communications, les participants ont proposé d'améliorer le site Web du gouvernement du Canada, de peaufiner les campagnes menées dans les médias sociaux et de recourir davantage aux médias grand public, y compris à l'affichage extérieur. Il a aussi été recommandé, par souci de transparence, que la promotion de vaccins par le gouvernement fédéral s'accompagne d'une campagne de communication fondée sur des données probantes.
- En ce qui concerne l'aide financière, les participants voulaient qu'elle cible plus précisément les personnes qui en ont besoin, et que les gens reçoivent de l'assistance (en ligne et par l'intermédiaire du centre d'appel) pour déterminer leur admissibilité aux soutiens et présenter leur demande.

Les réactions aux trois nouvelles prestations de relance – la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants et la Prestation

canadienne de maladie pour la relance économique – ont été extrêmement positives. Les deux dernières, en particulier, ont recueilli de fermes appuis, car elles semblaient combler d'importantes lacunes par rapport aux soutiens financiers précédemment offerts.

Changements de comportement (Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM, Canadiens racialisés de la RGTH, Autochtones du Canada atlantique, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec, Yellowknife, villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)

Nous avons demandé aux participants en quoi leurs comportements et leurs habitudes avaient changé ces dernières semaines ou ces derniers mois avec l'évolution de la pandémie. Les réponses ont varié selon leurs circonstances personnelles, par exemple leur situation familiale et professionnelle, ainsi qu'en fonction de la trajectoire des cas dans leur région.

Pour certains, rien ou presque n'avait changé. Ils avaient instauré une routine dès les premiers mois de la pandémie et s'y tenaient sans trop de difficulté. Ces participants observaient les mesures de sécurité contre la COVID-19, désormais familières.

D'autres ont indiqué qu'ils continuaient à s'adapter aux exigences de la situation. Beaucoup ont dit se montrer plus vigilants en réponse à la hausse des cas dans leur région. Ils portaient le masque plus régulièrement et évitaient de sortir au restaurant, d'aller magasiner et d'utiliser les transports en commun. Plusieurs participants prenaient davantage de précautions à l'approche d'un hiver et d'une saison grippale pressentis comme difficiles, qui risquaient de fortement solliciter le système de soins de santé. D'autres faisaient le choix conscient de moins voir des amis ou des parents âgés hors de leur bulle, craignant qu'ils soient plus vulnérables en cas d'exposition au virus. De nombreux participants ont parlé de l'impact de ces changements et de leur profonde frustration à la perspective de ne pas pouvoir fêter l'Action de grâce et Noël en famille.

Même ceux qui s'aventuraient de nouveau à l'extérieur depuis quelques semaines ont dit se montrer très prudents durant leurs activités et leurs interactions. Quelques participants ont toutefois indiqué qu'ils rendaient plus facilement visite à des parents âgés ou immunodéprimés; étant donné que tout le monde prenait les précautions voulues, il leur semblait maintenant sécuritaire d'élargir leur bulle.

Habitudes de dépenses

Les participants ont été à peu près aussi nombreux à faire état d'une hausse de leurs dépenses sous l'effet de la pandémie que d'une baisse. La hausse s'expliquait surtout par la progression du coût de la vie, associée à des factures plus élevées pour l'épicerie, le carburant et l'électricité. Dans certaines familles, l'achat d'ordinateurs pour les enfants qui étaient passés à l'apprentissage à distance représentait une dépense supplémentaire. D'autres dépenses en hausse, de nature discrétionnaire, étaient liées au magasinage en ligne, aux loisirs et aux rénovations. De leur côté, les participants dont les dépenses avaient diminué ont dit avoir économisé sur le transport depuis qu'ils travaillaient chez eux (essence, carte de transport en commun) et avoir réduit leurs dépenses de loisirs et de

divertissement. Les habitudes de dépenses avaient tendance à suivre les cycles d'ouverture et de fermeture des entreprises, au gré des étapes où se trouvaient les villes et les régions dans leur réponse à la COVID-19. La plupart des participants ont affirmé que dans l'ensemble la vie était plus chère et ont désigné les coûts croissants des aliments, de l'électricité et de l'essence comme les principaux responsables.

Points de vue sur une deuxième vague

De l'avis général des participants, une deuxième vague de COVID-19 frappait déjà de nombreuses régions du Canada – sauf les provinces de l'Atlantique – ou le ferait sous peu. Les participants de l'Atlantique reconnaissaient aussi qu'une deuxième vague était inévitable, malgré leur nombre de cas faible par rapport au reste du pays.

Cela dit, un certain optimisme avait cours quant à l'état de préparation des gouvernements et des autorités de la santé publique et à leur capacité de gérer une deuxième vague. En ce qui concerne la réponse de la population, beaucoup pensaient que les gens s'étaient habitués aux directives et y adhèreraient donc plus facilement cette fois-ci. Les participants s'attendaient néanmoins à ce que l'hiver et la saison des rhumes et des gripes compliquent la lutte contre la COVID-19, notamment à cause de la difficulté à s'y retrouver dans les symptômes. Ils anticipaient une autre ronde de fermetures, mais espéraient que les mesures seraient moins draconiennes pour ce qui est de l'ampleur du confinement et la période d'isolement. Certains redoutaient que les problèmes de santé mentale s'accroissent lors d'une deuxième vague; selon eux, beaucoup de gens auraient du mal à supporter le manque d'activités sociales, conjugué à la déprime saisonnière.

Les participants hésitaient à dire dans quelles conditions il serait justifié de rétablir les restrictions pour combattre une deuxième vague de COVID-19. La plupart pensaient que les mesures devraient dépendre des taux d'infection. Ils croyaient aussi que les gouvernements pourraient intervenir de façon plus ciblée, à l'échelle locale plutôt que régionale ou provinciale. En définitive, ils s'inquiétaient surtout d'une nouvelle détérioration de l'économie, de la santé mentale des gens et de la situation financière de ceux qui ont perdu un emploi à cause de la pandémie.

Impacts de la COVID-19

Comme on l'a vu, les participants appréhendaient les conséquences de la COVID-19 sur leur vie personnelle et familiale, les communautés et les entreprises, d'autant plus que l'hiver approchait et qu'une deuxième vague semblait inéluctable au Canada. Ils ont évoqué les effets de la pandémie et des comportements recommandés par la santé publique sur les familles, les jeunes enfants et les aînés. Les répercussions psychologiques du manque de compagnie et d'interactions sociales venaient au premier rang des préoccupations. Beaucoup s'inquiétaient des effets induits par l'isolement prolongé et s'attendaient à ce que la solitude, conjuguée à l'insécurité financière, augmente le nombre de personnes aux prises avec divers problèmes de santé mentale, y compris la dépression et l'idéation suicidaire. L'augmentation du nombre de cas de violence conjugale a également été soulevée. De l'avis des participants, l'accès à des services de santé mentale et à des soutiens deviendrait vital pour surmonter ces problèmes ainsi que pour aider les particuliers et les familles en deuil. Outre cela, ils se désolaient également pour les entreprises, en particulier celles de petite taille, et n'étaient guère

optimistes quant à leurs chances de survivre à de nouveaux cycles d'ouverture et de fermeture. En général, les participants souffraient de ce qu'ils ont décrit comme un manque de liberté. S'ils semblaient prêts à suivre les recommandations sanitaires, certains ont reconnu la difficulté que cela poserait dans l'optique de la santé mentale.

Soutiens financiers (Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)

Le 27 septembre 2020, le gouvernement du Canada a lancé la transition de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) à un régime d'assurance-emploi simplifié, afin de continuer d'offrir un soutien au revenu aux Canadiens qui ne sont pas en mesure de travailler à cause de la COVID-19 et qui sont admissibles à une série de prestations de relance temporaires. Dans les groupes de discussion énumérés ci-dessus, nous avons sondé le niveau de connaissances et l'opinion des participants au sujet des prestations de relance.

De nombreux participants savaient que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) touchait à sa fin et que ses bénéficiaires actuels seraient automatiquement transférés vers l'assurance-emploi. Dans l'ensemble, les participants reconnaissaient l'utilité de la PCU et certains ont confirmé que les personnes ayant touché la PCU devraient rester admissibles aux prestations. L'accessibilité de l'assurance-emploi et de la nouvelle série de prestations de relance à de nouveaux groupes (p. ex., les propriétaires de petites entreprises, les travailleurs saisonniers) était également vue d'un bon œil.

Nous avons mené une discussion plus approfondie sur les trois prestations de relance – la Prestation canadienne de la relance économique, la Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants et la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique – après avoir fourni aux groupes une description sommaire de ces programmes. Sauf rares exceptions, les participants étaient en faveur du régime d'assurance-emploi simplifié et des nouvelles prestations. Les programmes leur semblaient simples et bien expliqués. Les prestations destinées aux proches aidants et aux personnes qui n'ont pas de congés de maladie payés revêtaient encore plus de valeur à leurs yeux. Les quelques critiques soulevées concernaient le fait que le montant des prestations ne tient pas compte des différences régionales sur le plan du coût de la vie ni de la taille ou des dépenses des ménages. Il a également été question de certains segments de la population qui étaient laissés de côté, par exemple : les jeunes, les aînés, les travailleurs canadiens à faible revenu, les personnes qui ne sont pas en mesure d'accumuler le nombre d'heures requises, les travailleurs étrangers et les groupes marginalisés (p. ex. les sans-abri).

En ce qui concerne la durée souhaitable de ces prestations, la plupart des participants estimaient qu'elles seraient nécessaires pendant au moins plusieurs mois ou jusqu'à ce que la menace de la pandémie se soit dissipée et que l'économie ait amorcé son rétablissement. Lorsque nous leur avons demandé si un délai d'un an leur paraissait raisonnable, ils ont généralement répondu par l'affirmative, au motif que ces programmes sont des stimulants économiques indispensables.

Pour terminer, nous avons indiqué aux participants que sous l'ancien régime, les prestations d'assurance-emploi constituaient un revenu imposable. La question de savoir si c'était également le cas pour le régime d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance a suscité une certaine confusion, mais la plupart des participants ont supposé que ces prestations seraient imposables.

Évaluation de concepts publicitaires (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)

Deux concepts publicitaires différents ont été évalués dans plusieurs groupes : un scénarimage d'animation et une publicité conçue pour les médias sociaux.

Scénarimage d'animation sur les prestations de relance (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)

Dans les trois groupes mentionnés ci-dessus, nous avons montré aux participants un scénarimage d'animation qui vise à informer la population canadienne au sujet des nouvelles prestations de relance mises en place pour soutenir les Canadiens touchés par la COVID-19.

En règle générale, les participants ont évalué assez favorablement la publicité, dont ils aimaient la simplicité et la concision. De plus, le message était clair et direct et cet aspect leur plaisait. Les participants ont salué l'utilisation de l'animation, qui permettait au message de ressortir du lot. Ils étaient assez unanimes dans leur description du message principal : le gouvernement fédéral offrait des programmes d'aide financière élargis et plus exhaustifs aux Canadiens.

Le caractère fade ou peu réjouissant de la publicité, attribuable principalement à la palette de couleurs employée, était considéré comme le principal point faible. Les participants trouvaient la publicité trop sobre et monochrome. Ils jugeaient notamment que l'emploi du gris donnait un aspect morose, triste, voire apocalyptique à la publicité.

Invités à dire si la publicité était informative, les participants ont formulé des opinions partagées. Selon certains, elle était trop vague et ne fournissait pas assez de renseignements, en particulier sur les programmes ou la clientèle admissible. D'autres participants estimaient en revanche que la publicité devait être de courte durée et qu'elle invitait efficacement l'auditoire à consulter le site Web pour obtenir plus d'informations.

Afin d'évaluer la compréhension du message, une série de phrases tirées de la publicité ont été examinées plus en détail. La plupart des participants aimaient la phrase « *Le soutien que nous offrons actuellement aux Canadiens permettra d'assurer la force et la sécurité de notre pays* ». D'après eux, elle était rassurante et montrait que le gouvernement du Canada soutenait les Canadiens. L'autre phrase qui leur a été présentée, « *Se soutenir mutuellement aujourd'hui permettrait d'assurer notre sécurité et de rendre le Canada plus résilient* », a toutefois suscité des réactions plus mitigées. Certains la trouvaient rafraîchissante, car elle se démarquait des autres communications sur la pandémie émanant

du gouvernement fédéral. D'autres lui ont réservé un accueil moins favorable, la jugeant trop longue et verbeuse. Par ailleurs, l'emploi du qualificatif « résilient » dans ce contexte a déplu à quelques participants. Tout compte fait, la plupart préféraient la première phrase. Lorsqu'on leur a demandé comment ils interprétaient la phrase « *un régime d'assurance-emploi élargi et plus accessible* », tous convenaient qu'elle suggérait que l'assurance-emploi serait désormais accessible à un plus grand nombre de Canadiens, à commencer par ceux qui n'y étaient pas admissibles auparavant, comme les travailleurs autonomes.

Publicité pour les médias sociaux portant sur la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (ville de Québec)

Nous avons montré aux participants de la ville de Québec une publicité conçue pour les médias sociaux, puis une autre image possible (voir l'annexe C) pour recueillir leurs impressions et déterminer leurs préférences. Pratiquement tous les participants ont réagi favorablement à la version originale de la publicité conçue pour les médias. Grâce à sa clarté et à sa spécificité, elle véhiculait bien son message aux Canadiens. Toutefois, lorsque nous leur avons demandé de dire laquelle des deux images serait plus percutante dans une publicité sur la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (PCREPA), une majorité de participants se sentaient plus interpellés par la deuxième image présentée, qui cadrerait mieux avec la PCREPA.

Soutien pour les jeunes (villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)

Les participants d'un groupe de discussion tenu à la fin du mois ont été invités à se prononcer sur plusieurs possibilités de noms pour deux programmes que le gouvernement du Canada lançait à l'intention des jeunes de 15 à 30 ans.

Le premier programme viserait à aider les jeunes Canadiens à se trouver un emploi grâce à des partenariats avec des employeurs de secteurs dans lesquels la demande est forte. Parmi les quatre noms évalués, c'est *Programme de compétences, de formation et d'emploi des jeunes* que les participants ont préféré, car ils trouvaient ce nom clair, descriptif et professionnel et suffisamment détaillé pour savoir à quelle clientèle le programme s'adresse et ce à quoi il sert. Les participants avaient des opinions plus partagées sur les autres noms possibles et ont eu de vives discussions sur l'utilisation du terme « jeunes », compte tenu de l'étendue du groupe d'âge visé. Selon eux, ce terme ne convenait pas pour décrire des personnes de 20 à 30 ans et ces derniers risquaient de penser que ce programme ne s'adresse pas à eux.

Le second programme était axé sur le soutien de l'employabilité des jeunes vulnérables, y compris ceux qui vivent avec un handicap, de ménages à faible revenu ou de jeunes autochtones. Nous avons présenté différents noms possibles pour ce programme aux participants. *Programme Développement des compétences* est celui qu'ils préféraient, en raison de l'accent mis sur l'amélioration des compétences. Certains aimaient mieux *Programme acquérir des expériences*, le terme expérience leur semblant plus général et englobant pour évoquer les différentes façons d'acquérir des compétences et de l'expérience. Quelques participants avaient un penchant pour *Jeunes au travail*, surtout parce qu'il est facile à retenir et adapté aux médias sociaux.

Application Alerte COVID (ville de Québec, Manitoba)

Les participants de la ville de Québec et du Manitoba ont eu une brève discussion sur l'application Alerte COVID durant laquelle nous avons pu évaluer la connaissance générale de l'application et l'expérience de ceux qui l'avaient téléchargée. La discussion nous a aussi permis de cerner la probabilité que les autres participants téléchargent l'application à leur tour, à la lumière des renseignements fournis.

Presque tout le monde connaissait l'application et avait une assez bonne idée de son fonctionnement. Certains savaient qu'elle fait appel à la technologie Bluetooth. D'autres ne le savaient pas, mais comprenaient son principe de base, c'est-à-dire que l'application utilise des données géolocalisées pour déterminer quand un utilisateur est entré en contact avec une personne ayant reçu un diagnostic positif à la COVID-19. Le fonctionnement de l'application échappait toutefois à certains participants, qui croyaient nécessaire d'entrer manuellement les données relatives aux emplacements. Pour d'autres, elle n'était pas tant un outil de recherche de contacts qu'une source d'information, et sa principale raison d'être consistait à transmettre de nouveaux renseignements sur la COVID-19 aux utilisateurs.

Assez peu de participants avaient téléchargé l'application. Leurs commentaires sur l'expérience étaient positifs. Ils ont signalé, en particulier, la simplicité du téléchargement et la facilité d'utilisation du produit. Les autres ont affirmé qu'ils avaient simplement besoin d'un rappel et d'un encouragement; à la fin de la discussion, ils ont répété qu'ils envisageraient de se procurer l'application ou à tout le moins prendraient le temps de l'examiner de plus près.

Au chapitre des préoccupations, quelques participants hésitaient à laisser la fonction Bluetooth activée en permanence ou s'inquiétaient des frais de données accrus associés au fonctionnement de l'application en arrière-plan et de la décharge rapide de leur téléphone cellulaire. Un petit nombre de participants ont également évoqué le risque que leurs données personnelles soient piratées ou utilisées à d'autres fins à leur insu. Enfin, quelques participants ont fait remarquer que, n'ayant pas de téléphone intelligent, ils n'avaient pas accès à l'application Alerte COVID.

Partie II : Autres enjeux

Le discours du Trône (Nouvelle-Écosse)

Les participants étaient peu nombreux à se rappeler le discours du Trône, livré le 23 septembre 2020, et seulement quelques participants ont mentionné l'avoir écouté ou avoir lu des articles à ce sujet dans les journaux.

Après avoir passé en revue les quatre principaux piliers du discours du Trône avec les participants, nous leur avons demandé s'il leur semblait que le gouvernement du Canada avait raté des occasions importantes ou devrait se concentrer sur d'autres priorités. Plusieurs dossiers leur paraissaient mériter une attention accrue, notamment : les initiatives environnementales, l'amélioration des relations

Canada–États-Unis dans un vaste éventail d'enjeux, l'amélioration de l'autosuffisance du Canada et une meilleure utilisation de ses ressources, l'unité nationale et le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord.

Interrogés à savoir s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet du déficit budgétaire projeté par le gouvernement du Canada, les participants ont pour la plupart répondu par la négative. Cependant, après avoir reçu quelques précisions, ils n'ont pas été particulièrement surpris d'apprendre que le déficit prévu s'élevait à 343 milliards de dollars cette année en raison de l'important soutien financier apporté aux Canadiens par le gouvernement fédéral depuis le début de la pandémie. Bien que beaucoup étaient favorables à l'aide financière offerte par le gouvernement fédéral, ils avaient des préoccupations au sujet des abus commis par des Canadiens non admissibles à l'assistance. Ils pensaient que dorénavant, des mesures devraient être prises pour favoriser le retour au travail des Canadiens et que le gouvernement devrait adopter une approche mieux adaptée et plus équitable en ce qui a trait à la distribution de l'aide financière.

La pêche en Nouvelle-Écosse (Nouvelle-Écosse, villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)

Le sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse a été abordé durant le mois dans plusieurs groupes formés de participants de l'Ontario, du Québec et de la Nouvelle-Écosse, dont plusieurs Autochtones du Canada atlantique (le compte rendu est présenté séparément dans la section intitulée Questions autochtones).

Interrogés sur ce qu'ils avaient entendu au sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse, les participants ont démontré un niveau de connaissance très variable selon les régions. En Nouvelle-Écosse, les participants étaient pour la plupart très bien informés et avaient une solide compréhension des divers aspects de l'enjeu. Ce groupe reconnaissait à l'unanimité que les pêcheurs autochtones se prévalaient de leur droit de chasse, de pêche et de cueillette pour se procurer un « moyen de subsistance convenable », conformément à l'arrêt *Marshall* de 1999 de la Cour suprême du Canada. Ainsi, ils considéraient généralement que les pêcheurs autochtones agissaient dans les limites de leurs droits. Dans les autres régions, la connaissance du différend était plus limitée. La connaissance des participants reposait seulement sur ce qu'ils avaient lu dans les manchettes et ils n'ont donné que des détails imprécis, la plupart mentionnant que des manifestations avaient eu lieu et qu'il y avait un conflit entre des pêcheurs autochtones et non autochtones. Dans l'ensemble, les participants se sont montrés davantage préoccupés par le fait que le conflit risque de se poursuivre en l'absence de dialogue et d'une entente négociée entre les parties.

Quel que soit leur niveau de connaissance au sujet de cet enjeu, les participants s'entendaient pour la plupart sur le fait que le gouvernement du Canada devrait s'impliquer pour régler ce différend, mais c'est en Nouvelle-Écosse que ce point de vue a été exprimé avec le plus de force. Les participants préconisaient que le gouvernement fédéral fasse respecter les lois, agisse comme médiateur ou négocie avec les parties prenantes et établisse des règles clairement définies pour les deux parties. En Nouvelle-Écosse, les participants ont souligné qu'il était peu probable que le différend puisse se résoudre sans l'intervention du gouvernement du Canada.

Le racisme (Canadiens racialisés de la GRM, Canadiens racialisés de la RGTH)

Deux groupes composés de Canadiens racialisés se sont réunis au cours du mois, l'un dans la grande région de Montréal (GRM) et l'autre, dans la Région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) où les participants se sont livrés à de vastes échanges à propos du racisme au Canada.

Quand nous leur avons demandé si le racisme posait problème au Canada, les participants des deux groupes ont exprimé des points de vue quelque peu différents, mais tous s'entendaient pour dire que le racisme existe au Canada et qu'il tend à se manifester subtilement. Certains ont noté que la nature discrète du racisme au Canada le rend peut-être même plus insidieux, et donc plus difficile à confronter, contester et éliminer. Les participants ont fait remarquer que le racisme se manifestait de nombreuses manières dans leur vie quotidienne et au sein d'institutions et de systèmes spécifiques, plus particulièrement sur les lieux de travail, dans les organismes d'application de la loi et le système judiciaire.

Plusieurs participants ont soulevé la question des stéréotypes dans lesquels ils se trouvaient souvent enfermés, situation qu'ils considéraient comme courante, sans qu'elle soit nécessairement intentionnelle. Dans l'ensemble, ils percevaient que, même si le Canada est reconnu comme une société diversifiée, davantage de mesures pourraient être prises pour promouvoir une meilleure compréhension des diverses cultures et origines, et accroître la tolérance envers elles.

Le racisme systémique était vu comme un problème délicat et complexe et certains des participants considéraient que l'éducation demeurait la meilleure stratégie pour le contrer. Plus précisément, les participants ont recommandé non seulement l'élaboration et l'instauration d'un programme pédagogique plus diversifié dans les écoles, et ce, dès les premières années, mais également le déploiement d'une initiative plus vaste pour l'éducation du grand public. Parmi les autres recommandations, notons la mise en valeur de divers modèles d'identification, la valorisation des réalisations et des contributions des divers groupes à la vie canadienne, et l'utilisation de ressources et de stratégies d'intervention ciblées pour les jeunes à haut risque des communautés défavorisées afin d'améliorer le sort de ces groupes.

Les participants ont discuté d'une série d'annonces récentes du gouvernement du Canada visant à remédier au problème du racisme systémique. Dans l'ensemble, ils étaient d'avis que les dix mesures étaient importantes et bien fondées. Cependant, les participants estimaient que cinq d'entre elles étaient susceptibles d'être plus efficaces pour changer les choses. La majorité étaient liées au système de justice pénale, mais aussi aux mesures visant à contrer la haine en ligne et à valoriser certaines communautés en particulier par la création de débouchés économiques. Plusieurs participants se sont montrés favorables à ce que le gouvernement fédéral instaure des lois et investisse pour régler les problèmes de discrimination systémique dans toutes les phases du système judiciaire. De même, ils étaient en faveur des efforts visant à moderniser la formation des policiers et des agents responsables de l'application de la loi. Ils considéraient que ces initiatives étaient un point de départ important qui conduirait ultimement à un système judiciaire plus juste et équitable. Les participants se sont également montrés préoccupés par le phénomène grandissant de la diffusion de discours haineux en ligne et ont souligné la nécessité pour les plateformes de réseaux sociaux de jouer un rôle plus proactif afin de s'attaquer au problème et d'exercer le contrôle nécessaire. Le renforcement des efforts

d'autonomisation économique visant des communautés ciblées a été vu comme un moyen supplémentaire d'aider les groupes racialisés à trouver de l'emploi et de favoriser le recrutement d'une plus grande diversité de candidats. De façon générale, les participants étaient d'avis que la mise en œuvre de politiques axées sur la diversité dans les milieux de travail, plus particulièrement au sein de la fonction publique, était un point de départ important qui mènerait vers une plus grande diversité chez ceux qui détiennent des postes de leadership.

Questions autochtones (Autochtones du Canada atlantique)

En octobre, un groupe de discussion formé d'Autochtones du Canada atlantique a été réuni. La discussion a touché un large éventail de sujets et nous avons pu recueillir les opinions des participants sur les priorités essentielles pour les peuples autochtones, la pêche en Nouvelle-Écosse, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), le racisme systémique et le problème de l'amélioration de l'eau potable dans les réserves.

En termes de priorités, les participants s'entendaient pour dire que les Canadiens sont généralement mal informés au sujet des droits, de la culture et des valeurs des Autochtones, ce qui a pour conséquence la désinformation, les préjugés et la méfiance. Parmi les autres enjeux soulevés dans le contexte de cette discussion, notons le racisme, le peu de débouchés économiques pour les Autochtones, plus particulièrement pour ceux qui vivent dans les réserves, le manque de financement pour les communautés autochtones et le besoin d'une meilleure représentation des Autochtones au sein des organes décisionnels. Les participants ont manifesté le désir de voir le gouvernement du Canada respecter ses promesses envers les peuples autochtones et ont exprimé leur déception devant ce qu'ils percevaient comme un décalage flagrant entre le discours et les actes du gouvernement fédéral.

Certains participants étaient au courant des enjeux liés aux pêcheurs de homard autochtones et commerciaux en Nouvelle-Écosse. Quelques-uns ont fait remarquer que, dans la situation inverse, le problème aurait reçu beaucoup plus d'attention de la part du gouvernement fédéral. Les participants croyaient résolument que le gouvernement du Canada devrait démontrer son engagement à protéger les droits autochtones issus de traités en agissant plus fermement et promptement et que, ce faisant, cela aiderait à rectifier les perceptions erronées du public au sujet des droits autochtones (p. ex., que les pêcheurs autochtones agissent illégalement).

Les connaissances des participants sur la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA) étaient très limitées. Quand nous avons demandé aux participants quels changements se produiraient, d'après eux, si le Canada mettait intégralement en œuvre la DNUDPA, ils se sont montrés sceptiques devant cette possibilité, jugée utopique. Ils étaient d'avis que la mise en œuvre intégrale était au mieux une lointaine possibilité, qui exigerait que le gouvernement du Canada cède considérablement, sinon entièrement aux peuples autochtones le contrôle de leurs terres et de leurs droits. Comme point de départ, les participants estimaient que le gouvernement du Canada devrait commencer à négocier des ententes sur l'utilisation des terres avec chaque réserve individuellement, accorder à chaque communauté autochtone une plus grande autonomie et collaborer à la création d'un plan de protection de l'environnement.

Par la suite, les discussions se sont orientées sur le racisme à l'encontre des Autochtones lequel, selon la plupart des participants, est omniprésent au Canada. Plusieurs avaient personnellement été victimes de racisme à divers degrés. Ils ont souligné le rôle de plusieurs systèmes et institutions qui perpétuent ce cycle, dont les médias, le secteur de la santé, l'enseignement public, les forces de l'ordre, le système judiciaire et les gouvernements.

Le dernier sujet de discussion portait sur les efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves. Nous avons donné aux participants de l'information illustrant l'engagement du gouvernement fédéral dans ce secteur et les progrès accomplis jusqu'à présent. Plusieurs participants, qui jusqu'à présent ne connaissaient pas en détail les données qui leur ont été montrées, n'ont pas été particulièrement impressionnés. À leur avis, le problème n'était pas une priorité importante pour le gouvernement du Canada et ils ont souligné qu'un tel problème n'aurait jamais dû se produire dans un pays aussi évolué que le Canada. Ils se sont également montrés sceptiques devant le suivi apporté en matière d'entretien et de contrôle de la qualité. Du même coup, les participants ont affirmé en bloc que ce problème devrait être considéré comme hautement prioritaire par le gouvernement fédéral et certains ont signalé qu'en réglant la question des avis sur la qualité de l'eau potable, le gouvernement répondrait à un principe clé de la DNUDPA visant à protéger les Autochtones contre la discrimination.

Aliénation de l'Ouest (nord de l'Alberta, Manitoba)

Dans les deux groupes composés de participants habitant des villes de l'Ouest, une partie de la discussion portait sur des enjeux se rapportant à l'aliénation de l'Ouest.

Les participants ont été invités à indiquer les trois principaux mots qu'ils utiliseraient pour dépeindre la relation actuelle entre le gouvernement du Canada et leur province. Les réponses fournies variaient grandement d'une province à l'autre. Plus de négativité et de frustration étaient palpables chez les participants du nord de l'Alberta, notamment en ce qui concerne la performance économique de la province et l'impression que le gouvernement fédéral n'appuyait pas assez leur province et n'influit pas suffisamment sur les décisions qui la touchent. La plupart des participants employaient les termes suivants pour décrire la relation : source de frustration, évitement, impossible à réparer, et paroles en l'air.

En général, les participants du Manitoba voyaient la relation entre leur province et le gouvernement fédéral d'un œil plus favorable et n'avaient pas vraiment l'impression que le Manitoba était traité différemment des autres provinces. Selon eux, la relation était équitable, acceptable et collaborative, mais aussi polarisée, tendue et caractérisée par les divisions et les secrets. Les participants attribuaient tout clivage principalement aux différents points de vue des deux ordres de gouvernement et à la propension du gouvernement provincial à adopter une position critique à l'endroit des politiques et des programmes fédéraux.

À la question visant à savoir si le gouvernement du Canada traitait équitablement leur province, nous avons constaté la même divergence d'opinions. Les participants du nord de l'Alberta s'entendaient généralement pour dire que ce n'était pas le cas, le gouvernement du Canada ayant l'air plus

préoccupé selon eux par les emplois dans le centre du Canada. Sans compter que de nombreux participants étaient d'avis que l'Alberta versait des paiements de péréquation injustement élevés au gouvernement fédéral par rapport à ce qu'elle recevait en contrepartie. Invités à se prononcer sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour montrer qu'il est à l'écoute des préoccupations des gens de l'Alberta, beaucoup de participants prônaient davantage de communication et de collaboration avec le secteur pétrolier et gazier, à l'heure où la province délaisse l'économie axée sur les combustibles fossiles pour une économie plus diversifiée. En comparaison, les participants du Manitoba ont donné peu de réponses à cette question. La plupart considéraient qu'en général les Manitobains étaient traités de façon équitable, estimant avoir un assez bon accès aux soins de santé et à l'éducation dans la province.

Enjeux locaux (nord de l'Alberta, Yellowknife)

Les enjeux locaux ont été abordés dans le nord de l'Alberta et à Yellowknife, afin de cerner les priorités du gouvernement du Canada.

Les participants du nord de l'Alberta ont soulevé plusieurs enjeux, dont l'emploi, les soins de santé, la sensibilisation à la santé mentale, l'éducation, l'itinérance et la réconciliation avec les peuples autochtones. Ils ont été peu volubiles au sujet des initiatives mises en place par le gouvernement fédéral qui ont été profitables pour la province, ne mentionnant que le réseau pipeline Trans Mountain. À l'inverse, ils étaient généralement favorables aux efforts entrepris par le gouvernement pour remédier aux problèmes de puits abandonnés. D'après eux, cela serait bon pour l'environnement et permettrait de créer des emplois nécessaires à court terme. Les principales critiques concernant cette initiative se rapportaient à l'utilisation de fonds publics pour l'assainissement des puits, une responsabilité qui devrait incomber plutôt aux entreprises qui avaient exploité, puis abandonné les puits. Nous avons également observé un appui à l'égard des investissements qui favoriseraient une croissance économique plus durable dans la province et plus d'emplois à long terme.

À Yellowknife, les participants ont formulé un vaste éventail d'enjeux en réponse à la question sur les grandes préoccupations locales, dont l'itinérance, le coût élevé de la vie, la pénurie de logements abordables, la rareté des emplois et les bas salaires, un meilleur accès à l'éducation postsecondaire, du soutien pour les personnes aux prises avec des problèmes de santé mentale ou de toxicomanie et l'accès à des professionnels de la santé. Même si la contribution du gouvernement fédéral au financement de la construction d'un nouvel hôpital et de plusieurs autres améliorations aux infrastructures ainsi que l'aide financière offerte en réponse à la COVID-19 ont été reconnues, certains participants étaient contrariés, considérant que très peu d'attention était accordée aux Territoires. Selon eux, il en était ainsi à cause d'une sous-représentation au Parlement. Outre les enjeux mentionnés ci-dessus, les participants jugeaient que l'accès à Internet haute vitesse devait être une priorité du gouvernement du Canada. Ils ont souligné le coût élevé de l'accès à Internet, les problèmes de connectivité (p. ex., lenteur de la connexion Internet) et le manque de concurrence dans la région quant aux fournisseurs d'accès Internet. Les participants croyaient que le gouvernement fédéral devait

favoriser une concurrence accrue dans la région, afin qu'ils puissent obtenir de meilleurs services, à moindre coût.

Véhicules zéro émission (VZE) (nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife, grandes villes de l'Ontario, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)

La plupart des participants avaient entendu parler des véhicules zéro émission (VZE) et étaient enclins à en acheter un dans l'avenir. Ils comprenaient très bien les avantages pour l'environnement des VZE et la réduction de l'empreinte carbone qu'ils engendraient. Ils étaient aussi intrigués par le faible entretien exigé par ce type de véhicules et par l'arrivée de véhicules électriques plus puissants. Ce dernier point était particulièrement important pour ceux qui manifestaient un intérêt pour les camions et les véhicules utilitaires lourds. Les réactions ont cependant été tempérées en raison de préoccupations concernant le coût d'achat initial. Les participants avaient l'impression que les VZE coûtaient plus cher. Ils s'interrogeaient aussi sur l'autonomie de la batterie, l'élimination des batteries, la disponibilité des bornes de recharge et l'utilité de tels véhicules dans les régions éloignées et nordiques.

La majorité pensait que le prix des VZE au Canada finirait par se comparer à celui des autres véhicules équipés d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais que cela n'arriverait pas de sitôt (pas avant 5 à 25 ans). Beaucoup de participants avaient de la difficulté à faire une prévision, car ils connaissaient peu cette technologie et les initiatives des différents acteurs de l'industrie automobile en la matière. D'autres ont parlé des impacts des VZE sur l'environnement en général pendant leur cycle de vie, de l'étape de la fabrication, en passant par leur utilisation, puis leur élimination. Ils ont également abordé la question de la valeur de revente.

Les participants ont réagi à une récente annonce du gouvernement du Canada concernant le financement d'une usine d'assemblage de Ford à Oakville pour la fabrication de VZE. Certains étaient au courant de l'annonce. Qu'ils aient été familiers ou non avec l'investissement de 590 millions de dollars des gouvernements fédéral et ontarien dans l'usine de Ford à Oakville, les participants ont eu des réactions partagées. Quelques-uns appuyaient la promotion de cette technologie au Canada, tandis que d'autres remettaient en question l'idée d'accorder une somme si importante à une entreprise privée et se demandaient en quoi elle serait profitable pour la population canadienne.

Invités à se prononcer sur l'idée que le gouvernement du Canada établisse des objectifs quant au pourcentage de voitures électriques vendues au Canada ou exige que toutes les voitures neuves vendues au Canada soient des VZE d'ici 2035, les participants ont formulé des avis quelque peu variés. Certains se sont dits favorables, compte tenu des avantages environnementaux. D'autres craignaient les possibles défis engendrés par la géographie et le climat uniques du Canada et étaient réfractaires à toute initiative susceptible de porter atteinte à l'indépendance des consommateurs et de limiter leurs choix.

COMPLÉMENT D'INFORMATION

The Strategic Counsel

Numéro de contrat : 35035-182346/001/CY

Date d'octroi du contrat : le 18 décembre 2020

Valeur du contrat : 1 618 838,00 \$

Résultats détaillés – Partie I : COVID-19

Chronologie des annonces en octobre

Afin de situer les groupes de discussion dans le contexte des événements clés ayant eu lieu durant la pandémie de COVID-19, voici un bref rappel de la situation au Canada, de la fin septembre à la fin octobre.

- Fin septembre
 - Au 30 septembre, 158 765 cas de COVID-19 et 9 297 décès sont répertoriés au Canada.
 - Les taux d'infection à la COVID-19 continuent d'augmenter partout au pays (sauf dans les provinces de l'Atlantique).
 - Le Canada maintient en vigueur jusqu'au 21 octobre ses mesures de contrôle à la frontière américaine.
- Du 1^{er} au 8 octobre
 - Le 1^{er} octobre : L'application canadienne Alerte COVID devient disponible au Manitoba. Elle était déjà disponible en Saskatchewan, en Ontario, au Nouveau-Brunswick et à Terre-Neuve-et-Labrador.
 - Le 1^{er} octobre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement de 10 milliards de dollars dans de nouvelles grandes initiatives en matière d'infrastructures qui stimuleront la création d'emplois et la croissance économique.
 - Groupe de discussion de la population générale de la Nouvelle-Écosse (2 octobre).

- Du 2 au 5 octobre : L'application Alerte COVID-19 entre en fonction à l'Île-du-Prince-Édouard, en Nouvelle-Écosse et au Québec.
- [Groupes de discussion des Canadiens racialisés de la GRM \(5 octobre\) et de la RGTH \(7 octobre\).](#)
- Le 7 octobre : Le ministre de l'Environnement et du Changement climatique annonce les prochaines étapes du plan du gouvernement du Canada pour atteindre l'objectif zéro déchet plastique d'ici 2030.
- Le 8 octobre : Les gouvernements du Canada et de l'Ontario annoncent un investissement de 295 millions de dollars chacun dans un projet d'une valeur de 1,8 milliard visant à développer les capacités de fabrication de véhicules électriques à batterie à Oakville, en Ontario.
- Du 9 au 15 octobre
 - [Groupe de discussion des Autochtones du Canada atlantique \(13 octobre\).](#)
 - Le 13 octobre : Un groupe de non-Autochtones vandalise deux entrepôts de homard appartenant à la Première Nation Sipekne'katik.
 - [Groupe de discussion des bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario \(14 octobre\).](#) [Groupe de discussion de la population générale de la ville de Québec \(15 octobre\).](#)
- Du 16 au 22 octobre
 - [Groupes de discussion de la population générale du nord de l'Alberta \(19 octobre\), du Manitoba \(20 octobre\) et de Yellowknife \(21 octobre\).](#)
 - Le 22 octobre : L'Union européenne retire le Canada de la liste des pays dont les voyageurs sont autorisés à visiter son territoire sans faire de quarantaine.
 - Le 23 octobre : Le gouvernement du Canada annonce un investissement à hauteur de 173 millions de dollars dans le cadre du Fonds stratégique pour l'innovation, pour faciliter la mise au point du vaccin à particules pseudovirales de Medicago et l'établissement d'une installation de production à grande échelle.
- Du 23 au 31 octobre
 - [Groupe de discussion de la population générale des régions d'Ottawa-Carleton, Toronto et Peel, en Ontario \(26 octobre\).](#)
 - [Groupe de discussion des bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec \(27 octobre\).](#)
 - [Groupe de discussion de la population générale de villes de taille moyenne de l'est et du sud de l'Ontario \(29 octobre\).](#)
 - Le 30 octobre : Le gouvernement du Canada annonce un nouveau financement de 200 millions de dollars pour appuyer les peuples et les communautés autochtones. Les fonds seront principalement consacrés aux centres d'apprentissage et de garde des jeunes enfants, aux infrastructures de santé publique et aux établissements postsecondaires autochtones.
 - Au 31 octobre, le Canada comptabilise 235 444 cas de COVID-19 et 10 136 décès attribuables au virus.

Le gouvernement du Canada dans l'actualité (tous les lieux)

La COVID-19 dans l'actualité

Tout au long du mois d'octobre, les questions entourant la COVID-19 ont dominé lorsque nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient vu, lu ou entendu récemment au sujet du gouvernement du Canada.

La prolongation des soutiens financiers fédéraux a été citée d'emblée. Les participants savaient que la Prestation canadienne d'urgence (PCU) était arrivée à terme et que les bénéficiaires avaient maintenant accès à l'assurance-emploi et aux trois nouvelles prestations de relance annoncées depuis peu. Quelques-uns se rappelaient la nature de ces prestations et leur portée plus large qui s'étendaient aux familles et aux proches aidants. La plupart, cependant, en ignoraient les détails.

Outre la question des prestations, la hausse des cas de COVID-19 au Canada a aussi retenu l'attention des participants, qui ont décrit ce qu'ils faisaient pour suivre la situation dans leur province ou leur territoire ainsi que dans d'autres régions du pays.

Quelques autres sujets d'actualité ont été soulevés en lien avec la COVID-19 et le gouvernement du Canada :

- La prolongation de la fermeture de la frontière canado-américaine;
- La mise au point de tests de dépistage rapide de la COVID-19;
- Le déficit du gouvernement fédéral.

La réponse du gouvernement du Canada à la COVID-19 (tous les lieux)

Les participants ont eu à dire plus précisément ce qu'ils avaient entendu au sujet des mesures prises par le gouvernement du Canada dans le contexte actuel de la pandémie. En plus de revenir sur les aides financières offertes aux particuliers (p. ex., la PCU) et aux entreprises (p. ex., les subventions salariales et l'allègement des loyers), ils ont parlé des mises à jour sur le nombre de cas, des orientations relatives aux mesures de santé publique, de la fermeture de la frontière canado-américaine, du financement d'essais cliniques pour les vaccins contre la COVID-19, et de l'application Alerte COVID.

Certains participants ont fait remarquer qu'ils prêtaient plus attention à la réponse de leur gouvernement provincial ou territorial qu'à celle du gouvernement fédéral.

Dépistage de la COVID-19 dans les collectivités (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario)

Dans le groupe de résidents de grandes villes et de villes de taille moyenne de l'Ontario, nous avons demandé aux participants ce qu'ils avaient entendu au sujet des capacités et des procédures de dépistage de la COVID-19 dans leur collectivité. Beaucoup avaient eu vent de nouvelles directives exigeant la présence de symptômes pour subir un test de dépistage, mais aussi de la longueur des temps d'attente et de la possibilité d'un dépistage plus rapide. Les participants ont souligné l'importance d'élargir l'accès au dépistage. Ils ont plus particulièrement recommandé d'accroître le nombre de points de service et de trouver de nouvelles solutions, comme le dépistage rapide.

Interrogés sur les moyens d'accroître les capacités de dépistage, les participants ont proposé les idées suivantes :

- Ajouter des centres de dépistage, y compris dans des lieux différents tels que les pharmacies ou les centres de dons de sang;
- Recruter plus de personnel pour accélérer le traitement des résultats d'analyse.

Risque de contracter la COVID-19 au sein des minorités raciales et ethniques (Canadiens racialisés de la RGTH, Canadiens racialisés de la GRM)

Dans deux groupes tenus auprès de Canadiens racialisés, nous avons lu l'information qui suit aux participants :

Aux États-Unis, les données montrent que certains membres issus de minorités raciales et ethniques courent un risque accru de contracter la COVID-19 ou de se retrouver gravement malades, quel que soit leur âge. Par exemple, les Afro-Américains ont l'un des taux d'hospitalisation associés à la COVID-19 les plus élevés.

Lorsque nous leur avons demandé si les personnes racialisées étaient également touchées de façon disproportionnée au Canada, la plupart des participants ont répondu par la négative. Le principal argument invoqué pour justifier cette opinion était que les Canadiens ont un accès universel aux soins de santé, contrairement aux Américains.

Fonds de soutien pour les collectivités du Nord (Yellowknife)

Dans le groupe tenu à Yellowknife, les participants ont été questionnés sur leur connaissance et leur opinion du Fonds de soutien aux entreprises du Nord (FSEN). Sans aide, la notoriété du FSEN était faible; seul un participant du groupe en avait entendu parler avant la rencontre.

Les renseignements suivants ont servi de point de départ à la discussion :

Le Fonds de soutien aux entreprises du Nord (FSEN) offre un soutien à court terme aux petites et moyennes entreprises territoriales touchées par les perturbations économiques associées à la COVID-19 pour couvrir les frais d'exploitation, et ce, par le biais d'une subvention non remboursable. Compte tenu des répercussions continues de la pandémie de COVID-19, L'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor) propose de prolonger le soutien

financier au-delà du 31 juillet 2020. La prolongation du financement, fondée sur un besoin démontré, prendra fin en mars 2021 ou lorsque le montant maximal de 100 000 \$ aura été atteint, selon la première éventualité. Ce soutien prolongé vise principalement les entreprises œuvrant dans les secteurs du tourisme, des services d'hébergement et de restauration, des arts, spectacles et loisirs, du transport et du commerce de détail. Les demandes des entreprises œuvrant dans tout autre secteur seront examinées au cas par cas.

Beaucoup ont exprimé des réserves sur la structure du fonds. La discussion a surtout porté sur le caractère non remboursable des subventions. Ce point sous-tendait les préoccupations des participants quant à l'impact du fonds sur le déficit du budget fédéral. Certains pensaient que les petites et moyennes entreprises bénéficiaires devraient être tenues de rembourser les montants perçus au sortir de la pandémie.

Autres actualités et enjeux du gouvernement fédéral

COVID-19 mise à part, les participants ont dit avoir entendu parler d'une série d'autres enjeux concernant le gouvernement du Canada, soit (par ordre de fréquence des mentions) : le litige sur la pêche au homard des Mi'kmaq en Nouvelle-Écosse, l'accord de contribution conclu avec l'organisme WE Charity, l'interdiction des plastiques à usage unique, la progression du mouvement Black Lives Matter (BLM) et divers enjeux canado-américains liés aux développements de la présidentielle aux États-Unis.

Interdiction des plastiques (bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec, nord de l'Alberta, Manitoba)

Nous avons posé une série de questions aux participants des quatre lieux ci-dessus pour savoir s'ils avaient entendu des nouvelles récentes concernant l'interdiction des plastiques à usage unique par le gouvernement du Canada et, le cas échéant, ce qu'ils en pensaient.

Les participants des groupes tenus en Ontario et dans la ville de Québec étaient au courant de l'interdiction et du moment prévu de sa mise en œuvre, qu'ils croyaient imminente (d'ici la fin de 2021). Ils ont également mentionné certains des articles visés, tels que les pailles, les sacs en plastique, et les ustensiles et contenants pour emporter. Pour leur part, les résidents des régions de l'Ouest (nord de l'Alberta et Manitoba) étaient moins renseignés sur la question. Seuls un ou deux participants en avaient entendu parler et ils n'ont pu fournir de détails.

Invités à dire ce qu'ils pensaient de cette initiative fédérale, la plupart des participants ont répondu que c'était une bonne idée. Beaucoup étaient favorables à l'interdiction des plastiques à usage unique pour ses effets positifs sur l'environnement. Quelques critiques ont toutefois été formulées. Certains participants, tout en reconnaissant l'importance d'avancer dans cette voie, croyaient qu'il fallait fournir des solutions de rechange valables. Ils ont souligné la nécessaire prise en compte des mesures sanitaires, surtout aux fins de la sécurité des emballages alimentaires et de la prévention de la COVID-

19 (dans le cas des sacs réutilisables). Quelques autres, même s'ils appuyaient l'interdiction, jugeaient que le gouvernement fédéral avait d'autres dossiers plus importants à traiter.

Gestion de la pandémie par le gouvernement du Canada (villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)

Dans trois groupes, les participants ont fait part de leurs perceptions concernant la gestion de la pandémie de COVID-19 par le gouvernement du Canada, tant aux premiers jours de la crise que plus récemment. De l'avis général, le gouvernement avait fait et continuait de faire du bon travail. Même les quelques voix dissidentes n'étaient pas ouvertement critiques de la performance du gouvernement face à la pandémie, mais remettaient plutôt en question la viabilité financière de sa réponse.

Les participants ont reconnu au gouvernement fédéral le mérite d'avoir mis sur pied la PCU et une panoplie d'autres aides financières, dont les prêts aux entreprises et les subventions pour le loyer. Ils voyaient d'un bon œil le nouveau souffle apporté à l'économie grâce à ces mesures. D'autres initiatives, de nature non financière, ont également été applaudies, par exemple les points de presse quotidiens, la transparence décisionnelle, le dépistage rapide, les contrôles supplémentaires, l'aide aux voyageurs, et les consignes sur l'éloignement physique et le port du masque.

Les participants ont évoqué en termes élogieux l'intervention économique de grande envergure rapidement déployée par le gouvernement pour soutenir les Canadiens. À lui seul, ce facteur conditionnait leurs perceptions positives. Les comparaisons internationales formaient un second élément d'appréciation. Beaucoup croyaient que le Canada faisait bonne figure par rapport à la situation vécue dans d'autres pays, d'après l'information glanée dans les médias ou lors de conversations avec des parents et des amis établis à l'étranger. Les participants s'estimaient chanceux de vivre au Canada en ce moment, étant donné la robustesse de l'infrastructure économique du pays, la qualité de son système de santé et le bon fonctionnement de tous ses ordres de gouvernement.

Effets sur la santé

Les groupes ont ensuite discuté de la gestion de la pandémie sous l'angle de la santé. Les participants ont signalé plusieurs domaines dans lesquels la performance du gouvernement leur avait paru bonne et avait mené à de bons résultats, soit :

- Le développement de l'application Alerte COVID et la promotion de son utilisation;
- La fourniture d'équipement de protection individuelle (EPI);

- La coordination de tous les intervenants du système de santé canadien;
- Le recours à l'aide de l'armée lorsque les circonstances l'exigent (pour prêter main-forte dans le secteur des soins de longue durée);
- La fermeture des frontières.

Nous avons demandé aux participants si la gestion gouvernementale s'était améliorée ou détériorée depuis le début de la pandémie. Les avis ont varié, mais dans l'ensemble les gens trouvaient qu'il n'y avait pas eu de changement notable. Certains continuaient à penser qu'après le déclenchement de la pandémie le premier confinement s'était produit trop tard, que les directives sur le port du masque portaient à confusion et que les efforts pour protéger les aînés avaient été insuffisants. À ce sujet, ils ont noté que les mesures pour protéger les aînés et renforcer le secteur des soins de longue durée laissaient toujours à désirer.

Pour leur part, ceux qui avaient constaté une amélioration de la riposte fédérale depuis les premiers jours, l'attribuaient à la visibilité accrue du gouvernement du Canada, au resserrement des contrôles frontaliers, à l'ajustement des soutiens financiers et à l'achat d'EPI. Ceux qui croyaient à un affaiblissement de la réponse fédérale durant la pandémie l'imputaient en réalité à la lassitude de la population. Selon eux, il était nécessaire de resensibiliser les Canadiens à cet enjeu.

En ce qui concerne les moyens d'améliorer la performance du gouvernement, les participants ont formulé des suggestions constructives, notamment celles-ci :

- Continuer de mettre l'accent sur le secteur des soins de longue durée;
- Continuer de perfectionner les soutiens financiers afin qu'ils profitent aux plus démunis;
- Imposer des sanctions plus sévères aux personnes qui enfreignent les règles de sécurité;
- Apporter plus d'aide aux écoles.

Information

Comme cela avait été le cas pour le thème de la santé, nous avons demandé aux participants d'évaluer l'efficacité du gouvernement du Canada dans le domaine de l'information communiquée au sujet de la COVID-19. La question n'a suscité aucune évaluation négative, les appréciations allant de bien à excellent. Deux aspects ont été plus particulièrement remarqués, soit les points de presse tenus quotidiennement au début de la pandémie, pour leur caractère rassurant, et la reconnaissance précoce des effets de la pandémie sur la santé mentale.

Les participants ont indiqué qu'ils comptaient de plus en plus sur les médias sociaux, plutôt que sur les médias traditionnels ou les points de presse, pour se renseigner au sujet de la COVID-19. Certains ont ajouté que, selon le lieu de résidence, le fait d'avoir besoin d'une antenne parabolique pour accéder aux médias traditionnels confortait le rôle des médias sociaux à titre de première voie de communication. D'après les participants, bien que le gouvernement du Canada soit présent dans les médias sociaux, il gagnerait à diffuser ses communications sur de multiples plateformes.

En même temps, il était entendu que communiquer sur les questions liées à la COVID-19 posait un défi, notamment parce qu'une bonne partie de l'information paraissait désormais répétitive. De l'avis des participants, le fait que le public soit mieux renseigné y était sans doute pour quelque chose, mais ils croyaient également que beaucoup de gens étaient blasés et qu'il était temps de renforcer les messages clés.

Les participants estimaient que, par rapport aux premiers temps de la pandémie, la performance du gouvernement du Canada était restée stable ou s'était améliorée pour ce qui est de communiquer de l'information au public en vue d'éviter la propagation du virus. Même si les communications avaient à leurs yeux un caractère répétitif, comme on vient de le voir, elles leur paraissaient maintenant cibler des groupes plus précis.

Quelques idées ont été avancées sur les moyens pour le gouvernement de poursuivre ses efforts :

- Les participants jugeaient le site Web du gouvernement fédéral intimidant et avaient l'impression qu'ils n'y trouveraient pas facilement les renseignements recherchés.
- À leur avis, la présence du gouvernement dans les médias sociaux pourrait être optimisée.
- Certains ont suggéré d'envisager des communications extérieures plus traditionnelles (p. ex., des affiches dans les épiceries).
- Selon d'autres, le gouvernement du Canada devrait soigneusement étayer ses recommandations à l'avenir. La population lui avait fait confiance jusqu'à présent, mais en ce qui concerne les nouveaux vaccins, une campagne de communication robuste fondée sur des données probantes serait nécessaire.

Soutien financier

Les initiatives du gouvernement du Canada en matière d'aide financière semblaient aux participants non seulement importantes, mais nécessaires. Sans surprise, la gestion du gouvernement sur ce plan n'a fait l'objet d'aucune critique et la plupart des commentaires ont souligné le caractère raisonnable et adéquat des mesures prises. Les soutiens financiers n'allaient pas pour autant sans susciter d'inquiétudes. Certains participants soupçonnaient qu'il avait peut-être été trop facile pour une partie de la population de toucher les prestations au début de la pandémie, ce qui soulevait le spectre de futures augmentations d'impôt. La question de l'équité a aussi fait surface, la PCU ayant été largement distribuée, y compris à des familles de classe moyenne, alors que peu avait été fait jusqu'à présent au Canada pour corriger des problèmes de longue date touchant les familles à faible revenu ou les personnes vivant sous le seuil de la pauvreté. Dans cette optique, certains préconisaient l'adoption d'un revenu universel de base.

Invités à dire si la gestion du gouvernement du Canada en ce domaine était meilleure ou moins bonne qu'au début de la pandémie, les participants ont indiqué qu'elle était restée à peu près la même ou qu'ils n'étaient pas sûrs. Ce dernier point de vue était plus fréquent chez ceux qui avaient peu d'expérience relative aux soutiens financiers.

Leurs suggestions d'amélioration ont porté sur les points suivants :

- Mieux cibler les aides, de manière à soutenir uniquement les personnes qui en ont besoin;
- Mener plus d'activités d'information auprès des personnes qui ne vont pas sur Internet ou qui ne sont peut-être pas en mesure de trouver les renseignements pertinents ou de faire une demande de prestations sur le site Web du gouvernement du Canada;
- Améliorer les services d'assistance des centres d'appel pour les demandeurs potentiels;
- Envisager de nouveaux soutiens destinés aux petites entreprises;
- Dissiper la confusion entourant les prestations, car certaines personnes ne semblent pas savoir à quoi elles ont droit, où présenter une demande ou quelle prestation demander. À cette fin, il a été suggéré de créer un outil permettant aux gens de vérifier leur admissibilité aux programmes en fonction de leurs circonstances.

Nous avons ensuite invité les participants à prendre connaissance des détails qui suivent sur les nouveaux programmes, puis à faire part de leurs impressions.

Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

La nouvelle Prestation canadienne de la relance économique verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi – principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.)

La nouvelle Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).

La nouvelle Prestation canadienne de maladie pour la relance économique verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congé de maladie payé et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.

Le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront en place pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique – qui est d'une durée maximale de deux semaines).

La plupart des participants ont fait bon accueil à cette série de prestations de relance et indiqué que leur description ci-dessus était suffisamment claire. Ils appuyaient tout particulièrement les prestations pour proches aidants et pour congé de maladie, qui leur semblaient remédier aux lacunes de la PCU et d'autres soutiens financiers antérieurs. La Prestation canadienne de la relance économique a davantage prêté au débat. Alors que certains participants étaient d'avis qu'elle pouvait être couverte par l'assurance-emploi et les programmes d'aide sociale existants, d'autres ont fait valoir que cela laisserait de côté l'économie à la demande et les contractuels. Après avoir débattu à fond de ces

questions, les participants se sont tout de même généralement prononcés en faveur de l'approche du gouvernement.

Changements de comportement

(Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM, Canadiens racialisés de la RGTH, Autochtones du Canada atlantique, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec, Yellowknife, villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)

Dans la lignée des discussions de groupe tenues les mois précédents, nous avons invité les participants à expliquer comment ils composaient avec la COVID-19. La conversation a plus précisément porté sur leurs comportements des dernières semaines et toute évolution ou modification à cet égard depuis l'été. Nous avons également sollicité leurs points de vue sur une deuxième vague, leurs attentes à l'approche de l'hiver, et leurs inquiétudes face aux impacts de la pandémie sur leur vie personnelle et familiale, leurs communautés et leurs entreprises locales.

Les comportements des participants dans le contexte évolutif de la pandémie dépendaient des circonstances de chacun, notamment le lieu de résidence, le nombre de cas dans la région ainsi que la situation familiale et professionnelle. Pour certains, peu de choses avaient changé au cours des derniers mois et la vigilance restait de mise dans les activités quotidiennes. En général, ils avaient adopté une routine relativement viable dès les premiers mois de la pandémie et continuaient donc sans peine à porter le masque, à pratiquer la distanciation sociale et à réduire leurs interactions en limitant les sorties au restaurant ou dans les magasins. Pour d'autres, l'absence de changement à leur routine était plutôt due à la continuité de leur emploi, en ligne à la maison ou au lieu de travail. Certains ont d'ailleurs parlé de l'adaptation au télétravail en termes très positifs. Même si la transition leur avait paru difficile les premiers temps à cause du stress et de l'isolement, ils appréciaient cette occasion de prendre du recul et de revoir leurs priorités. Somme toute, ils trouvaient leur nouvelle routine assez commode. Plusieurs ont mentionné qu'ils aimaient passer plus de temps chez eux en famille.

D'autres participants, en revanche, avaient modifié leurs comportements au cours des semaines et des mois précédents. La plupart ont dit qu'ils redoublaient de prudence devant la hausse des cas dans leur région et les effets appréhendés d'une deuxième vague. Plusieurs ont mentionné qu'ils portaient le masque de façon plus systématique, sortaient moins souvent faire les courses et se commandaient des mets à emporter ou cuisinaient à la maison au lieu d'aller au restaurant. Certains avaient renoncé au

transport en commun. Quelques participants prenaient soin d'un parent âgé. Remplir ce rôle représentait pour eux un surcroît de travail considérable et exigeait pratiquement d'éliminer les contacts hors de leur bulle restreinte.

D'autres s'étaient résolus à moins fréquenter les amis ou les parents âgés faisant partie de leur cercle élargi, de crainte qu'ils soient à risque en cas d'exposition au virus. Certains ont parlé de l'impact de ce changement, du profond sentiment de frustration d'être privés des réunions et des contacts en personne avec des membres de la famille, en particulier lors de fêtes comme l'Action de grâce. Quelques-uns s'attendaient à ce que le scénario se répète à Noël. Mener une vie aussi bridée pesait tout spécialement aux participants qui avaient l'habitude de voir du monde ou qui se décrivaient comme des extravertis, de même qu'à ceux qui n'avaient pas pu rendre visite à un parent, un enfant ou un petit-enfant depuis longtemps. Dans certains cas, la perte d'une entreprise sous l'effet de la pandémie avait bouleversé leur routine et leur mode de vie, en plus de mettre à mal leurs finances.

Plusieurs participants prenaient davantage de précautions en prévision d'un hiver qui s'annonçait difficile et à l'approche de la saison grippale, qui selon eux risquait de provoquer une hausse marquée du nombre de malades et d'exercer des pressions sur le système de santé. Ils craignaient également qu'être contraints de passer plus de temps à l'intérieur mette leur santé mentale à l'épreuve en cette période de l'année où le temps froid et maussade s'installe et où tous n'ont pas accès à des possibilités d'exercice en plein air. Aux dires de nombreux participants, la situation était difficile, frustrante, effrayante, inquiétante, voire anxiogène; les hauts et les bas émotionnels, ont-ils expliqué, suivaient la courbe des taux d'infection et les cycles de fermeture et de réouverture des entreprises dans leur région. Les participants ont mentionné que leurs propres comportements étaient étroitement liés au bilan du nombre de cas dans leur province ou leur localité.

Ceux qui s'étaient remis à sortir depuis quelque temps ont également dit qu'ils prenaient davantage de précautions maintenant, se contentant de voir les membres de leur bulle familiale au lieu de fréquenter leur cercle d'amis comme ils l'avaient fait durant l'été. Comme l'ont noté certains, sachant que tout le monde autour d'eux se montrait vigilant et évitait les activités comportant un risque d'exposition au virus, ils commençaient à rendre visite plus sereinement à des parents âgés ou immunodéprimés, par exemple.

Au cours de cette discussion, quelques participants ont dit avoir observé dans leur communauté des comportements contraires aux consignes, surtout le port du masque. Les adolescents ont parfois été montrés du doigt pour leurs plus fréquentes incartades aux règles, mais d'autres participants ont répliqué que le laxisme ne se limite pas forcément à cette tranche d'âge.

Habitudes de dépenses

L'incidence des restrictions relatives à la COVID-19 sur les habitudes de dépenses a varié d'un groupe à l'autre. Dans certains cas, les participants ont signalé une hausse de leurs dépenses en raison de la pandémie. Plusieurs facteurs étaient en cause :

- L'augmentation du magasinage en ligne

- La hausse coût de la vie en général – Passer plus de temps à la maison faisait grimper les factures d'épicerie et d'électricité
- Les dépenses consacrées aux passe-temps et aux intérêts personnels
- Les dépenses de rénovation domiciliaire
- Les dépenses liées à l'apprentissage virtuel des enfants (p. ex., ordinateur portable, etc.)

Dans d'autres cas, la tendance inverse a été observée, liée aux facteurs suivants :

- Les économies d'essence, pour ceux qui ne faisaient plus la navette pour aller travailler
- L'utilisation réduite des transports en commun (évitant d'avoir à acheter une carte mensuelle, par exemple)
- Les courses moins fréquentes et la baisse d'intérêt pour le magasinage
- La diminution des dépenses consacrées à l'alimentation, au divertissement et aux activités récréatives

Quelques participants ont indiqué que leurs habitudes de dépenses avaient fluctué. Après une hausse pendant la période estivale ponctuée de plus nombreuses sorties, elles s'étaient à peu près stabilisées dans les dernières semaines. D'autres ont fait état d'un effort conscient pour modérer leurs dépenses au début de la pandémie. Ils avaient ensuite délié les cordons de la bourse avec la réouverture des commerces, mais les resserraient de nouveau depuis la fermeture récente décrétée dans leur région. Certains ont mentionné qu'ils essayaient de soutenir les entreprises locales, car les petites entreprises appartenant à des particuliers étaient durement éprouvées par la pandémie.

Lorsque nous leur avons demandé quel impact la pandémie avait eu sur le coût de la vie, la plupart ont répondu que le panier d'épicerie coûtait plus cher. Pour une part, la hausse venait du fait que les membres du ménage passaient plus de temps à la maison pendant la journée, ce qui signifie qu'une proportion plus importante du budget mensuel était consacrée à l'alimentation. En parallèle, de nombreux participants croyaient que le prix de la viande (le bœuf en particulier) avait augmenté, tout comme celui des légumes frais et des produits de base. D'autres ont mentionné la montée du prix de l'essence ainsi que du bois d'œuvre et du bois traité sous pression, qui avaient fait l'objet d'une forte demande pendant l'été quand les travaux de rénovation allaient bon train. Il a également été question de l'impact de la pandémie sur le marché de l'habitation, les loyers et les coûts associés au logement ayant explosé dans certains cas.

D'autres participants, qui avaient été mis à pied ou avaient dû fermer boutique, ont dit avoir subi le double impact de la hausse du prix des produits et des services essentiels conjuguée à une forte diminution de leurs revenus. Quelques-uns ont expliqué qu'ils avaient dû recourir au crédit et s'endetter davantage pour survivre financièrement.

Points de vue sur une deuxième vague

Selon le consensus, la plupart des régions du Canada hormis les provinces de l'Atlantique étaient déjà aux prises avec une deuxième vague de COVID-19 ou en voie de l'être. Les participants de la Nouvelle-Écosse, pour leur part, s'inquiétaient qu'en dépit d'un nombre de cas relativement faible, ils ne soient

pas encore sortis de la première vague. Cette perception était renforcée par le fait que la reprise des activités économiques se faisait toujours attendre, que les avis de quarantaine s'enchaînaient dans certains secteurs (p. ex., la santé) et que le nombre d'infections allait croissant au pays. Quelques participants avaient le sentiment que le nombre de cas actuellement peu élevé en Nouvelle-Écosse ne mettait pas la province à l'abri d'une deuxième vague, vu les tendances observées ailleurs au Canada, en particulier en Ontario et au Québec. Certains participants du Canada atlantique craignaient surtout les risques de propagation liés aux déplacements interprovinciaux entre l'Ontario, le Québec et leur région. Puisque leur région comptait parmi les dernières à être touchées par la première vague, ils s'attendaient aussi à un décalage par rapport aux autres provinces pour la deuxième. Néanmoins, cette deuxième vague leur paraissait inévitable. Seule une minorité de participants croyaient possible d'éviter une deuxième vague en Nouvelle-Écosse, arguant que la province était parvenue à garder la situation en main depuis le début de la pandémie.

Dans la GRM et la RGTH, les participants ont convenu que la deuxième vague sévissait déjà. Cela dit, ils étaient plus optimistes quant à la capacité d'y faire face, compte tenu de ce que disaient les experts. De l'avis général, les responsables de la santé publique comprenaient mieux le virus, ses modes de transmission et les moyens de prévenir sa propagation, et le système de santé était mieux préparé à une hausse des cas, s'étant réapprovisionné en équipements de protection individuelle et en ventilateurs. De la même manière, l'expérience du printemps et de l'été avait préparé le public, dans une certaine mesure, à suivre les consignes de sécurité liées à la COVID-19, tel le port du masque.

Questionnés sur leurs attentes pour l'automne et les mois à venir, de nombreux participants ont évoqué des fermetures d'écoles et un retour à des étapes précédentes de réouverture dans la plupart des provinces (p. ex., un reconfinement général). Ils s'attendaient à ce que l'hiver et la grippe saisonnière aggravent les difficultés de gestion de la COVID-19 et créent une certaine confusion (attribuable à la similitude des symptômes de la grippe ordinaire et de la COVID-19).

Certains participants s'interrogeaient parfois avec pessimisme sur l'avenir des petites entreprises et des restaurants, craignant que ces derniers ne rattrapent pas d'une nouvelle série de fermetures durant la deuxième vague.

Les participants ont évoqué l'impact qu'aurait une deuxième vague sur leur vie personnelle. Parmi eux, ceux qui étaient aux études se préparaient à passer de l'apprentissage en classe à l'apprentissage en ligne et espéraient que la transition se déroulerait mieux qu'en mars-avril dernier. D'autres s'inquiétaient de leur sécurité financière et de devoir réduire à nouveau leurs dépenses. D'autres encore redoutaient la « fatigue » de la COVID-19, se demandant si le respect des directives de sécurité était soutenable dans la durée. Quelques-uns ont fait remarquer qu'il y avait déjà des signes de glissement sur ce plan, par exemple les gens qui cédaient à l'envie de participer à de grands rassemblements ou à des fêtes.

La plupart estimaient que la trajectoire de la deuxième vague du virus serait largement tributaire de :

- la capacité du public à observer les consignes relatives à la COVID-19;
- la taille et la nature des rassemblements de Noël.

Il était difficile pour les participants de prédire si la deuxième vague serait moins grave, pire ou comparable à celle du printemps. Certains croyaient que l'expérience de la première vague rendait le Canada plus apte à affronter la deuxième. Ces participants espéraient que les mesures seraient moins draconiennes; ils s'attendaient à ce que le public soit moins effrayé et mieux préparé cette fois-ci, et à ce que les gouvernements provinciaux trouvent un plus juste équilibre entre la protection de la santé publique et l'économie. D'autres avaient peur que la conjonction de la COVID-19 et de la saison du rhume et de la grippe mène à la catastrophe. Ces derniers appréhendaient une flambée des cas dans la population générale, et non seulement parmi les aînés. Ils étaient particulièrement inquiets que les écoles deviennent un terrain propice au virus, entraînant des infections généralisées parmi le personnel enseignant, les familles et la communauté dans son ensemble. Enfin, plusieurs participants ont spontanément évoqué le risque qu'une deuxième vague aggrave les problèmes de santé mentale, car beaucoup de gens, supposaient-ils, auraient du mal à composer avec une vie sociale moins active et la déprime hivernale.

Pour ce qui est des mesures de lutte escomptées dans le contexte d'une deuxième vague, beaucoup pensaient que les provinces seraient obligées d'imposer de nouvelles restrictions. Ils croyaient également que les décideurs tiendraient plus explicitement compte des tendances régionales et locales, en veillant à faire le nécessaire pour entretenir l'activité économique. Certains participants préconisaient une approche localisée afin d'éviter un rejet en bloc de la part du public, scénario jugé probable si les gouvernements provinciaux imposaient des restrictions de grande envergure. La fermeture des écoles et le maintien des contrôles aux frontières en vue de limiter les déplacements interprovinciaux (point soulevé surtout dans la région de l'Atlantique), faisaient également partie des mesures attendues. En revanche, il y avait des objections à la fermeture d'établissements tels que les gyms et les centres de mise en forme, qui paraissaient offrir un exutoire important pour le maintien d'une bonne santé mentale. Certains participants estimaient que les fermetures devraient être très ciblées – par exemple, fermer un établissement où des infections ont eu lieu, plutôt que tout un pan sectoriel.

Invités à dire dans quelles conditions il faudrait rétablir les restrictions, les participants ont hésité à avancer des paramètres précis. Ils croyaient que cela doit être fonction des taux d'infection, du nombre de décès liés à la COVID-19, des hospitalisations liées à la COVID-19 et du fardeau qui en résulte pour le secteur de la santé. Ils étaient unanimes à penser qu'en cas de forte tendance haussière, il faudrait limiter les déplacements interrégionaux, interdire les rassemblements dans les lieux publics (p. ex. les bars), fermer les écoles et les garderies, et faire respecter l'ordonnance visant le port obligatoire du masque.

La plupart ne s'attendaient pas à ce qu'une deuxième vague change radicalement leurs habitudes. Leur premier souci était les répercussions sur l'économie et la santé mentale des gens, en particulier ceux dont les moyens de subsistance sont en péril.

Impacts de la COVID-19

Les participants n'ont pas caché leurs inquiétudes quant aux impacts de la COVID-19 sur eux, leur famille, les communautés et les entreprises; elles étaient d'autant plus vives que l'hiver approchait et

qu'une deuxième vague du virus semblait probable, voire déjà en cours, dans presque toutes les régions du Canada. Plusieurs types d'impacts ont été évoqués :

Impacts personnels et familiaux

- Impacts sur la famille et les jeunes enfants – Plusieurs participants ont parlé des conséquences psychologiques du manque d'interaction sociale et de l'enfermement sur leurs enfants. Ils craignaient que leur développement social ne s'en ressente et qu'ils grandissent dans la peur des contacts. Le stress de la cohabitation prolongée a également été soulevé. Certains participants ont dit que le fait de travailler ou d'étudier en ligne à domicile était source de tensions dans l'environnement familial. L'ajustement au télétravail et au téléapprentissage à la maison n'avait pas été de tout repos.
- Impossibilité de rendre visite ou de prodiguer des soins à des membres âgés de la famille – Les participants ont été nombreux à mentionner les difficultés qui découlaient de l'impossibilité d'aider des parents malades ou ayant besoin de soutien ou de soins supplémentaires. D'autres se faisaient du souci pour leurs parents ou leurs grands-parents en proie à la solitude et coupés depuis trop longtemps du reste de la famille.
- Réseau de soutien inexistant – Quelques participants se demandaient comment ils prendraient soin de leur famille s'ils tombaient malades; certains n'avaient pas d'autre parenté au Canada à qui demander de l'aide.
- Insécurité financière – Bon nombre de participants redoutaient les conséquences financières de la perte d'un emploi, pour eux ou d'autres membres de la famille. Ayant peu de ressources à leur disposition, ils s'interrogeaient sur leur capacité à gérer la situation s'ils contractaient la COVID-19 et devaient faire une convalescence prolongée.
- Décès et deuil – Quelques participants ont confié que plusieurs membres de leur famille avaient contracté la COVID-19 et que certains en étaient décédés. Ces événements avaient eu des conséquences sur les communications familiales, mais avaient aussi rappelé l'importance des pratiques de sécurité liées à la COVID-19. D'autres ont parlé de leur profonde tristesse de n'avoir pu commémorer collectivement la vie des membres de leur communauté emportés par le virus. Les participants s'émouvaient de la situation des gens qui vivent leur deuil dans la solitude, et craignaient que cela prolonge leur anxiété, leur stress et leurs sentiments de culpabilité.
- Accès à des ressources en matière de santé mentale – Plusieurs participants ont évoqué les répercussions de la pandémie sur la santé mentale de leur famille, notamment le stress, la dépression et l'anxiété induits par cette situation hautement imprévisible. La difficulté d'obtenir des services de santé mentale était aussi un motif de préoccupation.

Impacts sur les entreprises

- Cycle d'ouverture et de fermeture – Certains participants ont souligné le défi pour les entreprises de naviguer les allers-retours entre ouverture et fermeture, indiquant que cette instabilité était particulièrement problématique sur le plan financier.

Impacts sociétaux

- Effets sur la santé mentale – Beaucoup ont exprimé de vives inquiétudes concernant les conséquences de la pandémie sur la santé mentale individuelle, familiale et sociétale. Ils pensaient qu’une perte de motivation et d’énergie s’ensuivrait si la pandémie ne donnait pas de signes de vouloir se résorber dans un délai raisonnable. Selon certains, le manque de compagnie et de contacts humains est particulièrement difficile à vivre pour les personnes seules, et ce facteur contribue aux problèmes de santé mentale.
- Niveau de stress général et conflits – Certains participants ont signalé une montée du stress, des frictions et des conflits dans la vie de tous les jours en conséquence directe de la pandémie ainsi qu’un sentiment d’incertitude face à ce qui les attend dans les semaines et les mois à venir.
- Violence conjugale et suicide – Quelques participants ont dit s’attendre à ce que l’incidence de la violence conjugale et du suicide augmente, alimentée par la colère et la dépression résultant de l’isolement prolongé et de la perte d’un emploi.

En général, les participants ressentaient un manque de liberté qui leur faisait l’effet d’être tenus en captivité. Si l’intensité de ce sentiment variait selon le lieu (il était moins prononcé à Yellowknife, par exemple), l’adaptation avait néanmoins été pénible pour beaucoup. Les commentaires laissaient entendre que nombre de participants, tout en respectant l’éloignement physique et les autres recommandations de santé publique, trouveraient ces mesures difficiles dans l’optique de la santé mentale.

Soutiens financiers (Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM, bénéficiaires de l’AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l’Ontario, nord de l’Alberta, Manitoba, Yellowknife, bénéficiaires de l’AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)

Le 27 septembre 2020, le gouvernement du Canada a amorcé la transition de la Prestation canadienne d’urgence (PCU) vers un régime d’assurance-emploi simplifié, afin de continuer d’offrir un soutien au revenu aux Canadiens qui ne peuvent pas travailler à cause de la COVID-19 et qui sont admissibles à une série de prestations de relance temporaires. Dans plusieurs groupes de discussion tenus tout au long du mois d’octobre, les participants ont répondu à des questions visant à cerner ce qu’ils savaient de la transition et ce qu’ils pensaient des nouvelles prestations de relance.

Connaissance de la PCU et de l'assurance-emploi

Les participants étaient nombreux à avoir entendu quelque chose au sujet de la PCU et de l'assurance-emploi, notamment que la première touchait à son terme et que ses bénéficiaires seraient automatiquement redirigés vers la seconde. Beaucoup étaient au courant de la prolongation de la PCU au-delà de son échéance prévue à la fin août. Dans l'ensemble, ils s'entendaient sur l'utilité de cette prestation et certains se sont dits satisfaits qu'elle ait duré un mois de plus. Ce soutien financier leur avait paru indispensable, surtout pour les travailleurs des secteurs très pénalisés par la pandémie (p. ex., le secteur des services).

Cela dit, la discussion a suscité des commentaires qui laissaient percer une certaine frustration à l'égard de l'administration du programme et de son impact réel. Plusieurs participants qui croyaient être admissibles à l'assurance-emploi au début de la pandémie s'irritaient d'avoir été inscrits à la PCU. Sachant qu'ils avaient accumulé les heures requises et contribué au régime, ils s'estimaient en droit d'en bénéficier. Qui plus est, certains pensaient que les prestations de l'assurance-emploi auraient été supérieures à celles de la PCU. D'autres sont alors intervenus pour déplorer que la PCU ait profité à des personnes qui n'avaient pas suffisamment d'heures assurables ou dont les revenus ou l'emploi étaient peu touchés par la pandémie. Ils s'opposaient à l'idée que ces personnes, qui selon eux n'étaient admissibles ni à la PCU ni à l'assurance-emploi, passent automatiquement au régime simplifié. Quelques-uns ont souligné qu'à cet égard, la PCU avait péché par excès de générosité et prêté aux abus. Dans la même veine, certains pensaient que ce programme destiné en partie à stimuler l'économie n'avait guère eu d'effet sur ce plan. De l'avis de ces participants, le niveau de soutien financier offert par le truchement de la PCU dissuadait certaines personnes de reprendre le travail. Le caractère imposable de la prestation et les conséquences financières à long terme pour le gouvernement fédéral étaient également des motifs de préoccupation.

En parallèle, d'autres participants ont fait remarquer que des groupes exclus de la PCU (p. ex., les propriétaires de petites entreprises, les travailleurs saisonniers) seraient admissibles aux nouvelles prestations de relance. Ceux qui faisaient eux-mêmes partie de ces groupes ont salué le caractère plus inclusif des nouveaux programmes. Plusieurs autres, cependant, se trouvaient dans la situation inverse : alors qu'ils étaient admissibles à la PCU, ils pensaient n'avoir droit à aucun des programmes de remplacement, y compris l'assurance-emploi (l'admissibilité des travailleurs autonomes était mise en doute).

Opinions sur la série de prestations de relance

Avant de poursuivre la discussion, les participants ont été invités à prendre connaissance des renseignements suivants (avec quelques variantes d'un groupe à l'autre) sur le passage au régime d'assurance-emploi simplifié et les trois nouvelles prestations de relance :

(Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM) Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait amorcer une transition vers un programme d'assurance-emploi simplifié. À l'origine, la PCU devait se terminer à la fin du mois d'août, mais elle a été prolongée de quatre autres semaines et s'est terminée la fin de semaine dernière/il y a maintenant un peu

plus d'une semaine. **(Bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)** Le gouvernement du Canada est récemment passé à un régime d'assurance-emploi simplifié.

(Nouvelle-Écosse, Canadiens racialisés de la GRM bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec) Pour faire suite au discours du Trône, le gouvernement du Canada a annoncé jeudi dernier qu'il allait bonifier le versement hebdomadaire proposé pour les chômeurs canadiens qui passent de la PCU à l'assurance-emploi à 500 \$ par semaine, plutôt que les 400 \$ initialement annoncés. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi – puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

(Tous les lieux) Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

La nouvelle Prestation canadienne de la relance économique verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi – principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.)

La nouvelle Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).

La nouvelle Prestation canadienne de maladie pour la relance économique verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congé de maladie payé et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient de cette approche et si le taux de prestation minimum et les critères d'admissibilité étaient sensés. À quelques exceptions près, ils se sont déclarés en faveur du régime d'assurance-emploi simplifié et des prestations de relance. Les programmes leur paraissaient clairement expliqués, simples et plus ciblés, dans le cas des trois prestations, que ne l'avait été la PCU. Les participants prêtaient une valeur particulière aux prestations pour les proches aidants et pour les travailleurs n'ayant pas accès à des congés de maladie payés. À leurs yeux, la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique offrait un moyen important d'endiguer la propagation de la COVID-19 en assurant un certain niveau de sécurité financière à des personnes qui autrement devraient reprendre le travail pour gagner leur vie, tout en ayant peut-être contracté le virus.

La plupart jugeaient les prestations adéquates, voire généreuses, et réellement utiles aux plus démunis. En même temps, certains regrettaient que le montant des prestations ne tienne pas compte de la taille ou des dépenses du ménage (p. ex. le logement, à titre de premier poste de dépense). Il risquait donc de ne pas être suffisant pour les familles nombreuses ou pour celles qui habitent dans une région où le marché de l'habitation est tendu et exerce une pression à la hausse sur les loyers et les versements hypothécaires. Quelques participants se sont réjouis que le programme décrit semble engager le Canada dans la voie d'un revenu minimum garanti, y voyant l'occasion de sortir les gens de la pauvreté, alors que d'autres craignaient que le montant des prestations soit un frein au retour au travail. Plusieurs ont évoqué les risques d'abus et de fraude entourant ces programmes. Ils ont suggéré la mise en place d'un système de contrôles rigoureux, qui laisserait aux bénéficiaires la possibilité de gagner un revenu additionnel sans être imposés, ainsi que d'une ligne téléphonique permettant de signaler des cas soupçonnés de fraude ou d'usage abusif des prestations de relance. Certains participants pensaient que le montant des prestations devrait être plus étroitement lié aux tendances et aux débouchés en matière d'emploi. Ils ont avancé l'idée d'un programme fédéral d'embauche semblable à ceux qui ont vu le jour durant la grande dépression, qui aiguilleraient les personnes au chômage vers des emplois dans des secteurs clés (p. ex., la santé, les travaux d'entretien généraux, les infrastructures, etc.).

Plusieurs participants avaient des questions sur les critères d'admissibilité de l'assurance-emploi et de certaines prestations de relance. Par exemple, ils se demandaient si l'exigence des 120 heures implique d'avoir contribué à l'assurance-emploi durant cette période ou si les heures accumulées à titre de travailleur autonome peuvent compter dans l'atteinte du seuil minimal. D'autres voulaient savoir combien de fois il est possible de demander la prestation pour proches aidants et si un parent qui fait le choix conscient de garder son enfant ou ses enfants à la maison au lieu de les envoyer à l'école est admissible à la prestation. Une autre question concernait la façon dont le gouvernement prévoit assurer le suivi des écoles qui ont fermé, l'hypothèse étant qu'un parent qui réclame la prestation pour proches aidants aurait à prouver le bien-fondé de sa demande. D'après certains, la coordination du suivi entre les différents ordres de gouvernement risquait d'être difficile.

Lorsque nous avons demandé aux participants combien de temps les prestations de relance devraient rester en place, la plupart croyaient qu'elles seraient nécessaires pendant plusieurs mois, peut-être même six mois ou plus, ou jusqu'à ce que la menace posée par la pandémie soit neutralisée et que l'économie ait entamé sa reprise. D'après certains, il était prématuré de fixer une échéance, vu l'efficacité incertaine des mesures de lutte contre la propagation du virus et la trajectoire imprévisible du virus lui-même.

Invités à dire s'ils trouvaient raisonnable de maintenir les programmes pendant un an, les participants ont généralement répondu par l'affirmative, ajoutant qu'il s'agissait de mesures de stimulation économique importantes. Cependant, ils ont exprimé une certaine confusion quand nous leur avons expliqué que le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront offerts pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique, d'une durée maximale de deux semaines). Selon certains, les 26 semaines de prestations ne permettraient pas de traverser ce qui s'annonçait comme une période de perturbations

économiques prolongée, allant bien au-delà de l'été 2021, surtout en cas de résurgence de la COVID-19 pendant l'hiver. Les participants estimaient que le gouvernement du Canada devrait se montrer souple face à une éventuelle deuxième vague. D'ailleurs, comme l'ont fait remarquer certains, la souplesse avait constitué jusqu'à présent un élément distinctif de l'approche du gouvernement fédéral dans sa réponse à la pandémie, en particulier pour la mise en œuvre des soutiens financiers.

Dans la généralité des cas, le passage de la PCU à l'assurance-emploi ne causait guère d'inquiétudes. Le processus n'était toutefois pas très clair pour les participants, qui tantôt supposaient que la transition était automatique, tantôt qu'il fallait s'inscrire à l'assurance-emploi. La possibilité d'un délai entre le dernier versement de la PCU et le début des prestations d'assurance-emploi en préoccupait plusieurs. Certains s'inquiétaient à l'idée que les gens n'aient pas l'argent nécessaire pour payer leur loyer au début du mois, alors que d'autres étaient contrariés à l'idée que les gens profitent du programme.

Les quelques participants qui avaient souscrit à l'assurance-emploi ou à l'une des prestations de relance avaient trouvé le processus de demande relativement simple et sans détour. Ils ont expliqué avoir utilisé le numéro sans frais ou reçu l'aide d'un commis au service à la clientèle du gouvernement du Canada pour faire leur demande. Nombre des participants qui avaient touché la PCU et n'avaient pas encore demandé la Prestation canadienne de relance ont indiqué leur intention de le faire bientôt.

À la question de savoir si cette approche laissait des groupes de côté, les participants en ont mentionné plusieurs :

- Les jeunes
- Les aînés
- Les familles à faible revenu
- Les personnes qui n'ont pas réussi à accumuler les 120 heures assurables exigées pour toucher l'assurance-emploi, par exemple les nouveaux venus sur le marché du travail
- Les travailleurs étrangers temporaires
- Les groupes marginalisés, notamment les sans-abri, les personnes sans domicile fixe et celles qui travaillent dans l'industrie du sexe.

Certains participants ont fait remarquer que les programmes et le montant des prestations ne tiennent pas compte des variations régionales, en particulier au chapitre du coût de la vie. Quelques autres trouvaient que les programmes (en particulier leurs critères d'admissibilité) semblaient s'adresser davantage aux gens des villes, et se demandaient ce qu'il en était des communautés autochtones et des résidents de petites localités rurales et isolées, où les formes de travail sont peut-être très différentes. D'autres pensaient que certaines industries durement éprouvées par la pandémie, comme l'aviation et le secteur des transports en général, n'avaient peut-être pas reçu toute l'aide voulue.

Pour terminer, nous avons indiqué aux participants que sous l'ancien régime, les prestations d'assurance-emploi constituaient un revenu imposable, ce qui signifie que les impôts fédéraux et provinciaux (ou territoriaux, selon le cas) étaient déduits en amont. Quand nous leur avons demandé s'il en allait de même pour le régime d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance, leurs réponses ont révélé une certaine confusion, mais une majorité tenait les prestations pour

imposables. Quelques participants se sont dits inquiets d'avoir à payer des impôts au printemps, alors que d'autres mettaient de l'argent de côté à chaque versement en prévision des impôts.

Évaluation de concepts publicitaires (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)

Durant le mois d'octobre, deux concepts publicitaires différents ont été évalués : un scénarimage d'animation et une publicité destinée aux médias sociaux.

Scénarimage d'animation sur les prestations de relance (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)

Dans les trois groupes mentionnés ci-dessus, nous avons montré aux participants le scénarimage d'animation (ci-dessous) qui vise à informer la population canadienne au sujet des nouvelles prestations de relance mises en place pour soutenir les Canadiens touchés par la COVID-19. Nous leur avons mentionné qu'à défaut d'avoir la version définitive de la publicité, nous leur présentions celle en cours d'élaboration. Nous leur avons aussi expliqué que la version serait réalisée à l'aide de techniques d'animation professionnelles, mais que le scénarimage d'animation qu'ils allaient visionner se composait d'images ressemblant à une bande dessinée qui illustrent ce qu'ils verraient dans chaque plan de la publicité.



FC-RevoveryBenefitsBoards-FR Compressed.mp4

Le scénarimage d'animation ci-dessus présente une série d'images, accompagnée d'une trame musicale et d'une narration hors champ. Les images en arrière-plan se déclinent dans une gamme de gris et les personnages animés sont en couleur : le narrateur lit les phrases suivantes tandis que les séquences de dessins animés défilent à l'écran : « Tandis que nous poursuivons la lutte contre la propagation de la COVID-19, de nouveaux programmes sont en place pour ceux qui en ont besoin, y compris un régime d'assurance-emploi élargi et plus accessible et une série de prestations canadiennes de relance économique. Le soutien que nous offrons actuellement aux Canadiens permettra d'assurer la force et la sécurité de notre pays. Consultez le Canada.ca/le-coronavirus pour en savoir plus sur les nouveaux programmes de soutien financier. Un message du gouvernement du Canada. »

Les images d'un pâté de maisons défilent, puis le plan se rapproche lentement, pour nous faire entrer, par la fenêtre, dans le foyer d'une famille canadienne. Dans la rue, on peut voir un artiste qui peint, un homme qui joue de la guitare et une jeune femme qui marche avec une personne âgée. Durant la prise de vues panoramiques, on voit un homme qui transporte un sac d'épicerie, un homme qui promène son chien et une femme qui fait du vélo. Tous ces personnages portent un masque. Une fois que notre regard se pose à l'intérieur du foyer de la famille canadienne, on voit un homme déposer l'épicerie sur le comptoir, avant de venir s'asseoir à la table avec sa femme et ses enfants. Un enfant est assis devant un ordinateur et l'autre, dans une

chaise haute, en train de manger. Cette scène est ensuite encadrée par une feuille d'érable, puis un fond bleu foncé sur lequel figure Canada.ca/le-coronavirus en blanc s'affiche graduellement sur le reste de l'écran. Le mot-symbole « Canada » apparaît par la suite.

Message principal : Les participants ont décrit de manière assez unanime le message principal, à savoir que le gouvernement fédéral mettait en place des programmes de soutien financier élargis et plus solides pour aider la population canadienne pendant la pandémie de COVID-19. Ils ont été nombreux à mentionner que les programmes du gouvernement du Canada semblaient soutenir davantage de personnes et s'appliquer à un éventail de situations, comparativement à la PCU offerte auparavant.

Ce qui a plu : Dans l'ensemble, cette publicité a plu aux participants, qui ont cité une série de points forts. Ils en aimaient la simplicité et la concision et son message clair et direct. De l'avis général, cette publicité était facile à comprendre. Le ton de la publicité, rassurant et amical, ainsi que la voix et le rythme du narrateur plaisaient particulièrement à certains. Tous les participants jugeaient la publicité crédible et la plupart la considéraient comme pertinente pour eux.

Approche créative : Interrogés sur l'approche créative employée, les participants ont en général bien réagi. Ils ont salué l'utilisation de l'animation, qui permettait au message de ressortir du lot. D'autres trouvaient cependant qu'il était plus difficile de s'identifier à une approche d'animation qu'à une approche cinématographique mettant en scène de vraies personnes ou des acteurs professionnels à la place de personnages animés.

Les participants convenaient toutefois qu'il s'agissait d'une publicité pour le gouvernement du Canada et qu'elle s'harmonisait aux autres publicités du gouvernement fédéral qu'ils avaient vues.

Caractère informatif : Invités à dire si la publicité était informative, les participants ont formulé des opinions partagées. Selon certains, elle était trop vague et ne fournissait pas assez de renseignements, notamment sur les programmes ou la clientèle admissible. D'autres estimaient que la publicité devait être de courte durée et qu'elle invitait efficacement l'auditoire à consulter le site Web pour obtenir plus d'informations.

Impact : Plusieurs participants entendaient consulter le site Web, pour se renseigner par exemple sur leur admissibilité à l'une ou l'autre des mesures de soutien financier.

Autres suggestions d'améliorations : Outre les commentaires formulés précédemment sur les couleurs et l'ajout de renseignements sur l'admissibilité, aucune autre suggestion n'a été mise de l'avant sur les améliorations à apporter à la publicité.

Évaluation des énoncés : Afin d'évaluer la compréhension du message publicitaire, une série de phrases tirées de la publicité ont été examinées. La plupart des participants aimaient la phrase « Le soutien que nous offrons actuellement aux Canadiens permettra d'assurer la force et la sécurité de notre pays ». D'après eux, elle était rassurante et soulignait clairement que le gouvernement du Canada était là pour soutenir les Canadiens. Le sentiment d'unité et d'appartenance qu'évoquait cette phrase plaisait aux participants.

Nous avons ensuite lu une autre phrase possible aux participants, à savoir « *Se soutenir mutuellement aujourd'hui permettrait d'assurer notre sécurité et de rendre le Canada plus résilient* ». Les participants ont eu des avis partagés sur cette phrase. Ceux de la RGHT la trouvaient rafraîchissante, car elle se démarquait des autres messages émanant du gouvernement fédéral qu'ils avaient l'habitude d'entendre ou de voir depuis le début de la pandémie. Les deux autres groupes lui ont cependant réservé un accueil moins favorable. Ils la jugeaient trop longue et verbeuse et l'emploi du qualificatif « résilient » dans ce contexte leur déplaisait. À leurs yeux, cette phrase se voulait davantage un message collectif sur l'entraide parmi la population canadienne que sur l'exemple donné par le gouvernement du Canada en matière de soutien. Tout compte fait, la plupart préféraient la première phrase à la seconde.

Invités à préciser la signification de la phrase « *un régime d'assurance-emploi élargi et plus accessible* », tous convenaient qu'elle suggérait que l'assurance-emploi serait désormais accessible à un plus grand nombre de Canadiens, notamment ceux qui n'y étaient pas admissibles auparavant (p. ex. les travailleurs autonomes). Nous avons demandé aux participants de la ville de Québec si la formulation « une assurance-emploi simplifiée » convenait davantage. Tous s'entendaient pour dire que la première phrase était plus percutante.

Publicité pour les médias sociaux portant sur la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (ville de Québec)

Nous avons montré aux participants la publicité suivante conçue pour les médias sociaux, puis une autre image possible, afin de recueillir leurs impressions et déterminer leurs préférences.

Publicité conçue pour les médias sociaux

 Department of Finance Canada/Ministère des Finances Canada 
Sponsored · Paid for by Department of Finance Canada/Ministère des Finances Canada · 

Les travailleurs qui prennent soin d'un membre de leur famille pour des raisons liées à la COVID-19 peuvent maintenant être admissibles à du soutien pouvant aller jusqu'à 26 semaines de la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants.



**Prestation
canadienne de la
relance économique
pour proches
aidants**

Pour en savoir plus
Canada.ca/le-coronavirus

Canada 

La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour Facebook dont l'annonceur est le ministère des Finances du Canada. Le titre principal de la publicité (située dans le haut) est le suivant : « Les travailleurs qui prennent soin d'un membre de leur famille pour des raisons liées à la COVID-19 peuvent maintenant être admissibles à du soutien pouvant aller jusqu'à 26 semaines de la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants. » La principale image de la publicité se compose d'un fond bleu marine et d'une illustration (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène un père jouant avec ses enfants dans le salon. Dans l'image, un enfant est étendu sur le sofa, en train de lire un livre tandis que l'autre est par terre, en train de s'amuser avec des blocs avec son père. À gauche de la feuille d'érable et de l'illustration, sur un fond bleu foncé, on peut lire en caractères blancs le texte « Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants » dans le haut de l'image et « Pour en savoir plus » et l'adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » dans le bas. Le mot-symbole « Canada » se trouve dans le coin inférieur droit de la publicité.

Autre image



La figure ci-dessus présente une illustration mettant en scène une jeune femme qui marche avec une dame âgée dans un parc sur un sentier pavé recouvert de feuilles. La dame âgée se déplace à l'aide d'une canne et les deux femmes portent un masque. On peut voir en arrière-plan la représentation d'arbres, de bancs de parc et d'un homme qui peint un tableau.

Pratiquement tous les participants ont réagi favorablement à la version originale de la publicité conçue pour les médias sociaux. Grâce à sa clarté et à sa spécificité, elle véhiculait bien son message aux Canadiens. Toutefois, lorsque nous leur avons demandé de dire laquelle des deux images serait plus percutante dans une publicité sur la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (PCREPA), la plupart des participants préféreraient l'autre image. Les participants se sentaient plus interpellés par la deuxième image présentée, qui cadrerait mieux avec la PCREPA. Selon eux, la dame âgée était susceptible d'être plus vulnérable ou seule pendant la pandémie et d'avoir besoin d'un soutien supplémentaire.

Soutien pour les jeunes (villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)

Nous avons fourni aux participants d'un groupe de discussion tenu à la fin du mois des renseignements à propos de deux programmes précis portant sur les possibilités de travail et la formation axée sur les compétences que le gouvernement du Canada lançait à l'intention des jeunes

de 15 à 30 ans. Nous leur avons ensuite demandé d'évaluer plusieurs noms possibles pour ces programmes et d'indiquer ceux qui convenaient le plus selon eux, compte tenu de leur compréhension des objectifs et de la clientèle des programmes.

Avant d'évaluer les noms du premier programme, nous avons informé les participants que le programme serait d'une durée limitée et viserait à aider les jeunes Canadiennes et Canadiens à se trouver un emploi grâce à des partenariats avec des employeurs de secteurs dans lesquels la demande est forte. Nous leur avons aussi expliqué que les employeurs recevraient des fonds du gouvernement pour offrir des possibilités de travail aux jeunes – à temps plein ou à temps partiel – pour une période allant de quelques mois jusqu'à un an. Après cette brève description du programme, nous avons présenté aux participants quatre noms possibles pour ce programme et leur avons demandé de choisir celui qui convenait le plus :

- Programme canadien de relance pour l'emploi des jeunes;
- Créateurs d'emploi;
- Programme de compétences, de formation et d'emploi des jeunes;
- Programme de partenariat pour le travail de jeunesse.

Les participants se sont ralliés au troisième choix, *Programme de compétences, de formation et d'emploi des jeunes*, parce qu'ils trouvaient son acronyme en anglais (*Y-STEP*) accrocheur et facile à retenir. De plus, ce nom leur apparaissait être clair, descriptif et professionnel et suffisamment détaillé pour savoir à quelle clientèle le programme s'adresse et ce à quoi il sert.

Quelques participants préféraient les autres choix, mais ils avaient des opinions plus partagées. Ainsi, certains aimaient l'intégration du mot « relance » au nom *Programme canadien de relance pour l'emploi des jeunes*, car il rappelait l'objet premier du programme et son caractère provisoire, tandis que d'autres le trouvaient moins judicieux. Quelques-uns pensaient que ce mot pouvait être interprété comme une « mesure corrective » (autrement dit, comme un programme pour les jeunes qui « remettent leur vie sur les rails » après un problème ou avoir fait de mauvais choix de vie). Aux yeux de plusieurs, ce mot avait une connotation très négative et selon certains, l'image de marque du programme devait être axée davantage sur les objectifs d'apprentissage et de perfectionnement.

La concision, la simplicité et le caractère inclusif de l'appellation *Créateurs d'emplois* plaisaient aux participants. Certains d'entre eux jugeaient positif le fait que ce nom ne fasse pas mention des jeunes. Les participants ont eu de vives discussions sur la pertinence du terme « jeunes » pour désigner les personnes de 15 à 30 ans, jugeant que les personnes de plus de 20 ans n'appartenaient pas à ce groupe. Ils se demandaient si l'inclusion du mot jeunes ou jeunesse dans le nom du programme (comme c'est le cas pour trois des quatre noms proposés) ferait en sorte qu'il y ait moins d'inscriptions de la part de participants qui se trouvent dans la tranche la plus âgée du groupe d'âge. Ils présumaient que les personnes de 20 à 30 ans ne se sentiraient pas visées par le programme et ne s'y inscriraient probablement pas.

Le nom *Programme de partenariat pour le travail de jeunesse* a suscité peu d'enthousiasme, même si les participants trouvaient qu'il décrivait bien le programme, en mettant l'accent sur le travail et les partenariats.

Invités à dire s'ils considéraient que certains aspects étaient négatifs ou ne convenaient pas, les participants ont réitéré leurs préoccupations concernant les termes « relance » et « jeunes ». Lorsque nous leur avons demandé s'il manquait quoi que ce soit dans les noms proposés pour le programme, les participants ont formulé peu de suggestions, si ce n'est de souligner l'idée de partenariat. Il fallait selon eux insister sur le fait que le programme reposait sur une collaboration entre les employeurs, le gouvernement fédéral et les jeunes, dans le but d'offrir des possibilités de travail à la jeunesse. D'autres hésitaient toutefois à présenter explicitement ces liens dans le nom du programme.

Par la suite, nous avons demandé aux participants d'évaluer quatre noms possibles pour un programme axé sur le soutien de l'employabilité des jeunes vulnérables, y compris ceux qui vivent avec un handicap, de ménages à faible revenu ou de jeunes autochtones, à savoir :

- Programme Développement des compétences;
- Programme acquérir des expériences;
- Programme de formation et d'employabilité des jeunes;
- Jeunes au travail.

Cet exercice a causé plus de fil à retordre aux participants par rapport à l'exercice précédent, car aucun des noms proposés ne leur plaisait vraiment. La discussion portait sur les façons appropriées de faire ressortir la clientèle cible du programme, c.-à-d. les jeunes vulnérables. À la question visant à savoir si le nom du programme devait faire plus explicitement mention des jeunes autochtones ou des jeunes vulnérables, les opinions étaient partagées. De l'avis de certains, cela lui permettrait de se démarquer des autres programmes, comme celui abordé précédemment. Pour d'autres, cette distinction n'était pas nécessaire. Ces derniers doutaient qu'on puisse faire référence aux jeunes vulnérables d'une manière appropriée, sans les offenser. Il n'était pas nécessaire de les mentionner selon certains, car ce sont les travailleurs sociaux et les agents qui travaillent directement auprès des collectivités de jeunes à risque qui auraient la tâche de proposer et d'expliquer le programme aux jeunes vulnérables.

Quelques participants ont choisi par défaut le nom *Programme Développement des compétences*, parce qu'ils considéraient les autres propositions peu intéressantes ou non pertinentes ou aimaient que le programme s'articule autour de l'amélioration des compétences. Par ailleurs, ils préféraient un nom de programme qui ne faisait pas mention du groupe cible, plus précisément les jeunes, pour les mêmes raisons que celles décrites plus haut. D'autres avaient un penchant pour le nom *Programme acquérir des expériences*. Ces participants interprétaient les expériences comme une combinaison d'occasions de mentorat et d'expériences pratiques de travail. De rares participants aimaient le nom *Jeunes au travail* pour sa concision, son côté descriptif, son originalité, parce qu'il est facile à retenir et qu'il ferait un bon pseudonyme de médias sociaux. Enfin, les participants trouvaient que le nom *Programme de formation et d'employabilité des jeunes* décrivait bien le programme et, dans une certaine mesure, la clientèle, mais très peu d'entre eux l'ont choisi.

Application Alerte COVID-19 (ville de Québec, Manitoba)

Une brève discussion au sujet de l'application Alerte COVID a eu lieu dans deux groupes pour cerner la connaissance que les participants en avaient, l'expérience de ceux qui l'avaient téléchargée et la probabilité que les autres se la procurent à leur tour.

Presque tout le monde connaissait l'application et avait une assez bonne idée de son fonctionnement. Certains participants avaient vu des publicités à son sujet. Quelques-uns ont spontanément expliqué qu'elle utilise la technologie Bluetooth et alerte les utilisateurs qui se sont trouvés pendant quinze minutes ou plus à moins de deux mètres d'une personne ayant reçu un diagnostic positif à la COVID-19. D'autres n'étaient pas au courant de la fonction Bluetooth, mais comprenaient le principe de base, c'est-à-dire que l'application se sert de données géolocalisées pour déterminer quand un utilisateur est entré en contact avec une personne déclarée positive. Plusieurs participants ont souligné le complet anonymat de l'application, une excellente idée d'après eux. Le seul bémol était qu'à moins d'une adoption à plus grande échelle, l'application aurait une efficacité limitée.

Comme l'ont montré les commentaires d'autres participants, il restait néanmoins des questions et des confusions. Alors que certains participants considéraient l'application comme un outil pertinent pour accentuer les efforts de recherche de contacts et n'avaient pas d'inquiétudes liées à sa sécurité, d'autres trouvaient tout simplement qu'ils n'en savaient pas assez à son sujet. Quelques-uns comprenaient mal son fonctionnement. Ils se demandaient, par exemple, s'il fallait entrer beaucoup de données manuellement. Ces participants supposaient qu'il fallait fournir des renseignements sur leur emplacement pour que l'application puisse suivre leurs trajets. D'autres voyaient l'application comme une source d'information plutôt qu'un outil de recherche de contacts. Sa principale raison d'être consistait, selon eux, à transmettre aux utilisateurs de nouveaux renseignements sur la COVID-19.

Les participants étaient relativement peu nombreux à l'avoir téléchargée, mais ils ont décrit l'expérience en termes positifs. Le téléchargement leur avait paru simple et s'était fait en quelques minutes; ils avaient pris cette décision parce qu'il y avait eu des cas de COVID-19 dans leur cercle d'amis avant le lancement de l'application. Il leur semblait également plus commode de se fier à elle pour garder la trace de leurs déplacements et de leurs interactions plutôt que de faire le suivi eux-mêmes.

Parmi ceux qui n'avaient pas encore téléchargé l'application, beaucoup ont affirmé qu'ils avaient simplement besoin d'un rappel et d'un encouragement. Personne n'avait de réelle objection à son utilisation. Certains comptaient se la procurer afin d'avoir l'esprit tranquille en rendant visite à des membres plus âgés de leur famille; ils pourraient ainsi affirmer en toute confiance qu'ils n'avaient pas eu de contacts avec des personnes déclarées positives, d'après les informations obtenues par l'application.

Quelques participants hésitaient à laisser sa fonction Bluetooth activée en permanence ou s'inquiétaient des frais de données accrus associés à son fonctionnement en arrière-plan et de la décharge rapide de leur téléphone cellulaire. Quelques autres croyaient que l'application recueillait des données personnelles susceptibles d'être piratées, comme pour les milliers de comptes de l'Agence du revenu du Canada compromis en août dernier, les pirates s'étant procuré des renseignements personnels qui leur donnaient accès aux comptes en ligne des utilisateurs. Enfin, quelques participants

ont signalé qu'ils n'avaient pas ou n'utilisaient pas de téléphone intelligent, ce qui éliminait la possibilité d'utiliser l'application avec une quelconque efficacité.

À l'issue de cette discussion, la plupart des participants qui n'avaient pas encore téléchargé l'application ont dit qu'ils envisageraient de le faire ou, à tout le moins, qu'ils prendraient le temps de se renseigner plus avant à son sujet.

Résultats détaillés – Partie II : autres enjeux

Le discours du Trône (Nouvelle-Écosse)

Le discours du Trône a été livré le 23 septembre 2020. Dans le premier groupe du mois, réunissant des résidents de diverses localités en Nouvelle-Écosse, nous avons demandé aux participants s'ils se souvenaient avoir entendu parler du discours du Trône et s'ils pouvaient en donner quelques détails.

Le rappel du discours du Trône

Les participants qui étaient au courant étaient peu nombreux; seuls quelques-uns ont affirmé avoir écouté le discours du Trône, en entier ou en partie, ou avoir lu quelque chose à ce sujet dans les nouvelles. Même s'ils connaissaient peu les détails, ils ont mentionné les nouveaux congés de maladie payés par le gouvernement fédéral et fait des références générales à la COVID-19, à l'environnement et aux investissements dans un système d'apprentissage et de garde pour les jeunes enfants.

Les piliers du gouvernement du Canada

Par la suite, les quatre principaux piliers du discours du Trône ont été présentés aux participants.

Rebâtir en mieux afin de créer un Canada plus fort et plus résilient

Lutter contre la pandémie et sauver des vies

Être fidèles à qui nous sommes en tant que Canadiens, faire des progrès sur le plan de l'égalité des sexes, de la réconciliation et de la lutte contre la discrimination

Soutenir les gens et les entreprises aussi longtemps que la crise durera, en prenant les mesures qui s'imposeront

Nous avons demandé aux participants d'évaluer si, selon eux, il y avait des occasions manquées ou d'autres enjeux sur lesquels le gouvernement du Canada devait se pencher. Quelques suggestions ont été formulées en réponse à cette question, notamment que le gouvernement devrait accorder plus d'attention aux éléments suivants :

- L'environnement et les nouvelles initiatives vertes, dont le gouvernement du Canada semblait se détourner, à en juger par les principaux piliers énoncés ci-dessus, même si les participants comprenaient que les efforts fédéraux étaient et devaient rester essentiellement centrés sur la COVID-19;
- L'amélioration des relations Canada–États-Unis dans un vaste éventail d'enjeux, dont le commerce;
- L'amélioration de l'autosuffisance du Canada et une meilleure utilisation de ses ressources, plus précisément en ce qui concerne la distribution du pétrole et du gaz à travers le pays;
- L'unité nationale;
- Le Cadre stratégique pour l'Arctique et le Nord.

Le déficit budgétaire du gouvernement du Canada

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils avaient entendu quoi que ce soit au sujet du déficit budgétaire prévu par le gouvernement du Canada. Spontanément, la plupart ont répondu par la négative.

Informés que le gouvernement du Canada prévoyait un déficit de 343 milliards de dollars cette année, bon nombre de participants ne se sont pas montrés surpris par cette somme. La plupart s'attendaient à un déficit appréciable en raison des sommes investies par le gouvernement fédéral en soutien à la population canadienne depuis le début de la pandémie. Bien que les participants comprennent, dans l'ensemble, les répercussions financières d'un tel soutien aux particuliers, aux familles et aux entreprises, ils ont souligné l'importance d'offrir de l'aide aux personnes touchées par la COVID-19.

En outre, après une discussion plus approfondie sur les engagements énoncés dans le discours du Trône, certains participants pensaient que le déficit demeurerait à son niveau actuel ou irait en augmentant.

La pêche en Nouvelle-Écosse (Nouvelle-Écosse, villes ontariennes aux prises avec une deuxième vague, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario)

Le sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse a été discuté dans plusieurs groupes au cours du mois. Cette section résume les constatations tirées de ces discussions réunissant des participants non autochtones de l'Ontario, du Québec et de la Nouvelle-Écosse. Une discussion sensiblement plus approfondie a été menée avec le groupe de participants de la Nouvelle-Écosse et ces observations sont également incluses ici.

Ce sujet a aussi été exploré de façon assez détaillée dans un groupe réunissant exclusivement des participants autochtones de diverses régions du Canada Atlantique. Les observations recueillies au cours de cette discussion, durant laquelle divers enjeux pertinents aux peuples autochtones ont également été abordés, dont le racisme systémique, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones et les avis sur la qualité de l'eau potable, sont présentées séparément dans la section intitulée *Questions autochtones*.

Connaissance du différend entourant la pêche en Nouvelle-Écosse

Interrogés sur ce qu'ils avaient entendu, le cas échéant, sur la pêche en Nouvelle-Écosse, les participants ont démontré un niveau de connaissance très variable selon les régions. En Nouvelle-Écosse, les participants ont pour la plupart démontré un haut niveau de connaissance et de compréhension des divers aspects de l'enjeu. La majorité considéraient que les pêcheurs autochtones se prévalaient simplement de leur droit de chasse, de pêche et de cueillette pour se procurer un « moyen de subsistance convenable », conformément à l'arrêt *Marshall* de la Cour suprême du Canada de 1999. En général, les participants étaient d'avis que les pêcheurs autochtones agissaient dans les limites de leurs droits, en particulier compte tenu du manque de proactivité de Pêches et Océans Canada dans ses communications avec les Autochtones à propos des quotas de pêche. Par conséquent, ils comprenaient pourquoi les pêcheurs autochtones avaient préféré prendre les choses en main. De plus, certains participants considéraient que les prises de homard des Autochtones étaient négligeables compte tenu de la valeur commerciale de la pêche au homard dans la région. Parallèlement, les participants se sont montrés inquiets qu'en l'absence de dialogue et d'une entente négociée entre les parties, le conflit continue de dégénérer dans les années à venir et qu'un nombre grandissant de pêcheurs non autochtones se livrent à des actes violents. Certains participants ont ajouté spontanément que le gouvernement fédéral devait s'impliquer davantage puisqu'il s'est engagé à lutter contre les problèmes qui font obstacle à l'égalité et à l'inclusion pour les peuples autochtones.

Les participants ont toutefois reconnu qu'il s'agissait d'un enjeu très nuancé et que les deux parties, soit les pêcheurs autochtones et non autochtones, avaient des arguments pertinents. Plusieurs participants ont souligné le problème d'équité et le droit de propriété ressentis par les deux parties. Ils comprenaient l'historique et la complexité de cet enjeu, mais avaient aussi le sentiment que la colère continuerait de s'intensifier à moins d'un effort concerté pour amener les parties à la table de négociation afin qu'elles entament un dialogue sur les solutions qui mèneraient, si tout va bien, à un consensus.

Dans les autres régions, la connaissance du différend était sommaire. Pour plusieurs, elle se limitait à ce qu'ils avaient lu dans les manchettes. Ainsi, ils n'ont donné que des détails imprécis, mentionnant qu'il y avait eu des manifestations et un conflit entre les pêcheurs autochtones et non autochtones. Quelques participants comprenaient que l'enjeu était propre à la pêche au homard et concernait la définition de ce qui pouvait être considéré comme un « moyen de subsistance convenable ». La suite des discussions a amené des commentaires au sujet des motivations du conflit. Pour certains, il était centré sur des préoccupations, chez les pêcheurs non autochtones, concernant la raréfaction des stocks de homard et la protection de leurs intérêts commerciaux et de l'environnement. D'autres ont émis l'hypothèse qu'une certaine forme de racisme entraînait peut-être en jeu.

Le rôle du gouvernement du Canada

La plupart des participants s'entendaient sur le fait que le gouvernement du Canada devrait s'impliquer pour régler le différend qui oppose les pêcheurs, mais c'est en Nouvelle-Écosse que ce point de vue a été exprimé avec le plus de force. En ce qui concerne les mesures qui devraient être prises par le gouvernement fédéral, les suggestions variaient :

- Faire respecter les droits issus de traités – Certains participants estimaient que le gouvernement devrait apporter davantage de soutien aux peuples autochtones et intervenir pour réprimer la violence;
- Servir de médiateur ou négociateur – Quelques participants ont recommandé de réunir les deux parties et de tenter une médiation, plus précisément pour négocier et définir en quoi consiste un « moyen de subsistance convenable » pour les pêcheurs autochtones qui n'aurait pas de répercussions négatives sur les pêcheurs non autochtones et la survie des stocks de homard;
- Établir des règles clairement définies – En lien avec le point mentionné ci-dessus, les participants ont suggéré que toutes les parties soient soumises au même ensemble de règles. Autrement dit, tous les pêcheurs auraient à respecter les restrictions pendant la période de reproduction pour éviter la raréfaction des stocks et assurer la durabilité de la ressource.

En Nouvelle-Écosse, certains participants étaient d'avis qu'il était peu probable que le problème se règle de lui-même, sans l'intervention du gouvernement du Canada. Plusieurs ont également soulevé la question des barrages érigés sur les voies ferrées qui, avec les enjeux liés à la pêche, sont des exemples de la façon dont la frustration des peuples autochtones se manifeste en l'absence de leadership et d'une approche plus consultative de la part du gouvernement fédéral.

Le racisme (Canadiens racialisés de la GRM, Canadiens racialisés de la RGTH)

Deux groupes composés de Canadiens racialisés se sont réunis au cours du mois, l'un dans la grande région de Montréal (GRM) et l'autre, dans la Région du Grand Toronto et de Hamilton (RGTH) où les participants se sont livrés à de vastes échanges à propos du racisme au Canada. La discussion s'est concentrée principalement sur les perceptions relatives à la portée et à la nature du racisme, y compris sur les façons dont il se manifeste et sur le rôle du gouvernement du Canada pour le contrer.

Portée et nature du racisme au Canada

Les participants des deux groupes ont exprimé des points de vue plutôt différents quand nous leur avons demandé si le racisme posait problème au Canada. Les participants de la GRM étaient enclins à dire que non, alors que les participants de la RGTH s'entendaient pour dire que dans les faits, le racisme représente un enjeu important à travers le Canada. Les participants de la RGTH ont mentionné qu'ils étaient témoins quotidiennement d'attitudes et de comportements racistes qui se présentent sous forme de micro-agressions sur les lieux de travail ou lorsqu'ils socialisent avec leurs collègues. Certains ont décrit avoir vécu le racisme plus intensément lorsqu'ils étaient enfants ou dans leur jeunesse et ont exprimé des sentiments de découragement et d'impuissance devant la difficulté d'apporter des changements à la situation ou de la combattre étant donné sa nature systémique. Ils ont aussi parlé des répercussions des attitudes racistes qui limitent les possibilités et créent des obstacles qui empêchent les groupes minoritaires, dont ils font partie, d'atteindre leurs buts.

Les deux groupes s'entendaient pour dire que le racisme se manifeste plus subtilement au Canada, en particulier si on compare la situation à celle des États-Unis. De plus, certains ont noté qu'en vertu de sa nature plus discrète, le racisme au Canada peut en réalité être plus insidieux, ce qui le rend plus difficile à confronter, contester et éliminer. Ils ont expliqué qu'au Canada, le racisme se manifeste tacitement et à l'insu de ceux qui en sont victimes. Ils ont également fait remarquer que les Canadiens, typiquement polis, expriment leurs sentiments racistes d'une manière peu apparente, qui échappe facilement à l'attention et qui, en surface, ne paraît pas particulièrement offensante. Les participants ont mentionné qu'il est de pratique courante chez les Canadiens d'éviter de rappeler à l'ordre les personnes qui ont ce type de comportement. Cependant, ils ont fait valoir qu'en l'absence de personnes prêtes à s'élever contre les agressions de cette nature, un racisme subtil continuerait de s'infiltrer dans la société canadienne, les institutions et pour les générations à venir.

Au fur et à mesure de la discussion, les participants ont donné des exemples de contextes où le racisme est flagrant et des exemples d'interactions à caractère raciste qu'ils ont vécues :

- Les lieux de travail – Les participants ont dit qu'ils se heurtaient à un plafond de verre au travail. Ils estimaient que les membres de la direction évaluaient les capacités des Canadiens racialisés bien en deçà de leur potentiel et que leurs perceptions étaient fondées sur des stéréotypes raciaux plutôt que sur les compétences ou le mérite. Ils avaient le sentiment que souvent, la direction

décidait d'avance de leur statut au sein de l'organisation. Ils ont aussi rapporté des conversations et des comportements inappropriés dans l'environnement de travail.

- Le respect de la loi et le système judiciaire – Plusieurs participants ont exprimé leur crainte d'être détenus par la police et ont décrit ce qu'ils considéraient comme des comportements excessivement agressifs de la part de la police lors d'interventions auprès de divers groupes, plus particulièrement la communauté noire. Ils ont aussi parlé des taux plus élevés de condamnations criminelles et de sentences plus sévères pour les minorités ethniques, les Canadiens de race noire en particulier.
- Interactions quotidiennes – Quelques participants ont mentionné des situations désagréables telles que subir des injures ou être suivi de près pendant le magasinage comme d'autres exemples de manifestations du racisme.

Plusieurs participants ont soulevé la question des stéréotypes dans lesquels ils se trouvaient souvent enfermés, situation qu'ils considéraient comme courante, sans qu'elle soit nécessairement intentionnelle. Les participants pensaient généralement que de nombreux Canadiens ont été conditionnés depuis leur enfance, en particulier dans le système scolaire, et ont une perception stéréotypée, manifestement erronée, de certains groupes racialisés. Bien que le Canada se montre fier d'être une société diversifiée, les participants remarquaient un manque de compréhension et de tolérance envers les diverses cultures et origines. Ils ont par ailleurs mentionné que le manque de sensibilité aux différences culturelles, en particulier tel qu'il se manifeste à leur égard, est assez offensant.

La lutte contre le racisme systémique

Nous avons demandé aux participants s'ils considéraient que le gouvernement du Canada devrait en faire plus pour lutter contre le racisme au Canada. En accord avec leurs points de vue exprimés plus tôt, les participants de la GRM étaient pour la plupart enclins à croire que rien de plus ne pouvait ou ne devait être fait. Les problèmes leur semblaient trop complexes à résoudre vu l'hétérogénéité des groupes racialisés du Canada et la difficulté d'appliquer un ensemble de normes ou de règles qui puissent régler tous les problèmes à la satisfaction de chacun.

En revanche, les participants de la RGTH étaient au courant de certaines initiatives du gouvernement dans le domaine, dont les efforts visant à favoriser l'inclusion lors du recrutement de personnel et le soutien financier réservé aux petites entreprises appartenant à des Canadiens de race noire ou autres personnes de couleur. Ils ont également apporté plusieurs autres recommandations, la plupart concernant l'éducation. Ils estimaient qu'il serait bénéfique d'élaborer et d'instaurer un programme plus diversifié dans les écoles dès les premières années. Certains étaient d'avis qu'il serait important de valoriser les modèles d'identification, en présentant des exemples de réalisations et de contributions de divers groupes à la société canadienne, et de souligner leur participation à des événements majeurs (p. ex., le rôle des personnes de race noire durant la Première Guerre mondiale). Les participants pensaient que les programmes éducatifs devraient s'étendre au grand public et que le gouvernement fédéral pourrait collaborer avec les gouvernements provinciaux et les médias afin de sensibiliser davantage le public à la diversité. Une autre suggestion proposée était de cibler les jeunes à haut

risque des communautés défavorisées pour leur offrir les ressources, le soutien et les interventions nécessaires afin d'améliorer le sort de ces groupes.

Nous avons présenté aux participants une série d'annonces récentes du gouvernement du Canada visant à remédier au problème du racisme systémique. Ils ont par la suite évalué chacune de ces annonces en termes de compréhension générale et de clarté pour ensuite déterminer lesquelles contribueraient le plus à atténuer les inégalités raciales au Canada.

- *Accélérer le travail d'élaboration conjointe d'un cadre législatif pour les services de police des Premières Nations en tant que services essentiels*
- *Mettre en place une approche pangouvernementale fondée sur une meilleure collecte de données désagrégées*
- *Renforcer les efforts d'autonomisation économique visant des communautés ciblées et accroître la diversité dans les marchés publics*
- *Mettre en œuvre un plan d'action visant à accroître la représentation dans les recrutements et les nominations ainsi que le développement du leadership au sein de la fonction publique*
- *Adopter des mesures législatives et réaliser des investissements pour lutter contre les inégalités systémiques dans toutes les phases du système de justice pénale, de la déjudiciarisation à l'établissement des peines, de la réinsertion au casier judiciaire*
- *Moderniser la formation à l'intention des policiers et des agents responsables de l'application de la loi, notamment en ce qui concerne les normes pour le recours à la force*
- *Faire avancer le renforcement de la surveillance civile de nos organismes d'application de la loi, y compris la GRC*
- *Faire progresser les réformes de la GRC, en privilégiant une approche de police communautaire;*
- *Lutter contre la haine en ligne*
- *Prendre de nouvelles mesures pour soutenir les contributions artistiques et économiques de la culture et de l'héritage des communautés noires canadiennes*

Après avoir passé en revue les initiatives énumérées ci-dessus, les participants ont retenu quatre d'entre elles comme ayant potentiellement le plus de répercussions positives. Leurs choix concernaient principalement des mesures liées au système de justice pénale et au respect des lois, mais également des mesures visant à remédier à la haine en ligne et à donner plus de moyens à certaines communautés par la création de débouchés économiques.

Un bon nombre de participants étaient favorables à ce que le gouvernement fédéral instaure des lois et investisse pour régler les problèmes de discrimination systémique dans toutes les phases du système de justice pénale. De même, ils étaient en faveur des efforts visant à moderniser la formation des policiers et des agents responsables de l'application de la loi. Ils avaient le sentiment que ces initiatives favoriseraient des discussions ouvertes sur le racisme, susciteraient une exploration plus poussée du racisme au sein du système judiciaire, mèneraient à des discussions plus approfondies sur les condamnations injustifiées et l'avantage de la réhabilitation sur l'incarcération, et contribueraient à créer un système judiciaire plus juste et équitable. Bien que certains participants jugeaient que des mesures additionnelles seraient nécessaires, cela constituait déjà un bon point de départ à leurs yeux.

Ils croyaient résolument qu'il fallait offrir aux policiers davantage de formation axée sur la sensibilisation aux réalités culturelles et les instruire sur l'utilisation de tactiques appropriées dans différentes situations, car cela pourrait contribuer à réduire l'usage de la force. Ils considéraient que l'institution policière est en première ligne pour préserver la loi et l'ordre, et qu'elle est essentielle pour assurer une société juste. Plus particulièrement, ils estimaient que remédier aux problèmes de ce secteur aurait des répercussions directes et positives sur les communautés défavorisées.

Les participants se sont également montrés préoccupés par le phénomène grandissant de la diffusion de discours haineux en ligne et, en particulier, par la façon dont ces discours nourrissent un « racisme voilé » et la violence en permettant aux personnes et aux groupes de se conduire de cette manière tout en se cachant derrière un écran. De toutes les mesures figurant sur la liste, les participants trouvaient que celle-ci était la plus claire, la plus facile à comprendre et la mieux orientée vers la recherche de solutions. Les discussions à son sujet ont mis au jour le rôle des plateformes de médias sociaux dans la surveillance et le contrôle des discours haineux et les participants ont mentionné qu'il était nécessaire qu'elles adoptent une approche plus proactive. Parallèlement, d'autres se sont interrogés à savoir dans quelle mesure la censure devait être permise, tout en reconnaissant qu'une ligne doit être tracée pour restreindre clairement ou éradiquer les discours haineux.

Le renforcement des efforts d'autonomisation économique visant des communautés ciblées a été interprété comme un apport supplémentaire pour aider les groupes racialisés à trouver de l'emploi, plus précisément en favorisant le recrutement d'une plus grande diversité de candidats. Pour les mêmes raisons, la mise en œuvre d'un plan d'action pour augmenter la représentation dans les recrutements et les nominations au sein de la fonction publique a trouvé écho chez certains participants. De façon générale, les participants étaient d'avis que la mise en œuvre de politiques axées sur la diversité était un point de départ important qui mènerait vers une plus grande diversité parmi ceux qui détiennent des postes de leadership.

Dans l'ensemble, toutes les mesures ont paru importantes, utiles et bien fondées aux participants. Cependant, quelques-unes ont moins éveillé leur intérêt et leur attention. Certaines étaient considérées comme trop restrictives ou propres à certaines communautés (p. ex., un cadre législatif pour les services de police des Premières nations dans les réserves), alors que d'autres ont suscité des questions et des demandes de clarification sur certains détails (p. ex., l'élaboration d'une approche pangouvernementale fondée sur une meilleure collecte de données désagrégées). Cette dernière initiative a également amené certains participants à remettre en question les impacts réels que pourraient avoir la collecte et le partage des données si l'on ne réglait pas des problèmes plus fondamentaux comme l'institutionnalisation du racisme dans les systèmes et les processus de ces diverses agences et institutions. Parallèlement, d'autres ont appuyé l'idée de données plus détaillées et de meilleure qualité.

À propos de la question du renforcement de la surveillance civile des autorités policières, certains participants ont demandé s'il s'agissait réellement d'une nouvelle initiative. Ils étaient d'avis que la surveillance civile était déjà en place et que les unités d'enquête (p. ex., l'Unité des enquêtes spéciales) existent déjà. Par conséquent, ils n'étaient pas nécessairement convaincus qu'en faire plus dans ce domaine aurait des répercussions significatives. Ils se sont également demandé quels changements

pratiques seraient apportés pour renforcer la surveillance et, plus précisément, si cela signifiait que davantage de policiers porteraient des caméras d'intervention. Parallèlement, plusieurs se sont montrés en faveur d'une plus grande surveillance civile, sans toutefois être clairs sur la composition de ces organismes de surveillance ni sur les compétences et l'expertise de leurs membres.

En ce qui concerne les réformes de la GRC, plus précisément le virage vers une approche communautaire des services de police, les participants étaient principalement d'avis que ces services devraient être menés par les communautés plutôt qu'imposés par le gouvernement fédéral. Ils ont insisté sur le fait que ce sont les communautés qui connaissent le mieux leurs enjeux spécifiques et qui sont les mieux placées pour les résoudre. Ainsi, de l'avis général, les services de police devraient être laissés aux membres de la communauté, car ce sont eux qui connaissent le mieux les caractéristiques et les dynamiques de la communauté qui ont une incidence sur les activités policières.

Enfin, quelques commentaires formulés sur l'initiative de soutien des contributions artistiques et économiques de la culture et de l'héritage des communautés noires canadiennes suggéraient que, bien que les participants appuyaient cette démarche, ils n'étaient pas entièrement convaincus des répercussions qu'elle pourrait avoir. Certains considéraient que, bien qu'il soit important de promouvoir la culture et l'héritage des communautés noires, plusieurs des autres mesures abordées seraient plus susceptibles d'avoir des répercussions directes et de mener à davantage de résultats positifs dans la lutte contre le racisme systémique.

Questions autochtones (Autochtones du Canada atlantique)

En octobre, un groupe de discussion formé de participants autochtones du Canada atlantique a été réuni. La discussion a touché un large éventail de sujets, dont la définition de priorités essentielles pour les peuples autochtones, et nous avons pu recueillir les opinions des participants sur la pêche en Nouvelle-Écosse, la Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones (DNUDPA), le racisme systémique et le problème de l'amélioration de l'eau potable dans les réserves.

Les principales priorités pour le gouvernement du Canada

Dans une discussion au sujet des enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait se pencher, les participants ont convenu que l'éducation du public était déterminante, en particulier en ce qui concerne les droits autochtones issus de traités. Les participants s'entendaient pour dire que les Canadiens sont généralement mal informés au sujet des droits, de la culture et des valeurs des Autochtones, ce qui a pour conséquence la désinformation, les préjugés et la méfiance. Ils estimaient qu'il est important que les Canadiens aient conscience de l'enjeu du « territoire non cédé » et le comprennent bien. Ils ont expliqué qu'ils se voyaient souvent obligés d'expliquer ce concept puisqu'il est maintenant plus souvent évoqué et reconnu dans les réunions et forums publics. Dans la foulée, certains ont commenté l'arrêt de la Cour suprême qui reconnaît le droit de chasse, de pêche et de cueillette des peuples autochtones pour se procurer un moyen de subsistance convenable. Cet arrêt

était selon eux un autre aspect largement méconnu des droits autochtones. De plus, comme la notion de « moyen de subsistance convenable » n'a toujours pas été définie, les participants ont indiqué qu'il s'agissait d'un exemple de la lenteur des progrès accomplis par le gouvernement fédéral sur des enjeux essentiels que les peuples autochtones considèrent comme importants.

Parmi les autres enjeux soulevés dans le contexte de cette discussion, notons :

- Le racisme, que les participants associaient à un programme pédagogique désuet;
- Le peu de débouchés économiques pour les peuples autochtones, spécialement pour ceux qui vivent dans les réserves et en particulier pour les familles monoparentales, ce qui perpétue le racisme intergénérationnel. L'enjeu des effets générationnels des inégalités était un autre aspect que les participants souhaitaient voir corrigé par le gouvernement fédéral;
- Le manque de financement pour les communautés autochtones, qui est devenu particulièrement préoccupant étant donné les taux de croissance démographique élevés chez les peuples autochtones;
- Une meilleure représentation des Autochtones au sein des organes décisionnels, y compris le corps politique, qui offrirait des modèles d'identification pour les jeunes autochtones et une plus grande inclusivité dans les décisions touchant leur communauté.

Les participants ont exprimé le désir de voir le gouvernement du Canada respecter ses promesses envers les peuples autochtones et manifesté leur déception devant ce qu'ils percevaient comme un décalage flagrant entre le discours et les actes du gouvernement fédéral.

La pêche en Nouvelle-Écosse

Les participants ont démontré une certaine connaissance des enjeux liés à la pêche au homard en Nouvelle-Écosse et du différend opposant les pêcheurs autochtones et commerciaux. Ceux qui avaient entendu parler de l'enjeu ont soulevé l'inaction de la GRC pour protéger la propriété des Autochtones et leur matériel de pêche contre les dommages imputables aux pêcheurs non autochtones. Ils estimaient que, dans la situation inverse, le problème aurait reçu beaucoup plus d'attention du gouvernement fédéral et que la GRC serait rapidement intervenue pour protéger les intérêts de pêcheurs non autochtones.

Ce bref rappel des faits a été présenté aux participants : En réaction à la décision prise par une bande Mi'kmaq de lancer sa propre pêche au homard dans la baie Sainte-Marie, pêche autoréglémentée et fondée sur les droits issus de traités, des pêcheurs non autochtones ont tenté de bloquer les bateaux qui sortaient pour pêcher, ont apparemment coupé des lignes de casiers sur la propriété des autochtones, ont retiré les casiers de l'eau et se sont rassemblés devant la maison d'un acheteur présumé. Sachant cela, les participants se sont dits convaincus qu'il s'agissait d'une question importante pour le gouvernement du Canada et que ce dernier devait y remédier pour démontrer son engagement envers les droits autochtones issus de traités. Plusieurs craignaient que si le gouvernement fédéral n'agissait pas résolument et rapidement, cela renforce les perceptions erronées au sujet des droits autochtones (p. ex., que les pêcheurs autochtones agissent dans l'illégalité) et les droits autochtones continueraient d'être violés.

La DNUDPA (Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones)

Les connaissances des participants sur la DNUDPA étaient très limitées. Pour approfondir la discussion, nous avons expliqué ce qui suit aux participants.

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- *Le droit à l'autodétermination*
- *Le droit à l'identité culturelle*
- *Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)*
- *La protection contre la discrimination*

Quand nous avons demandé aux participants quels changements se produiraient, selon eux, si le Canada mettait intégralement en œuvre la DNUDPA, ils se sont montrés sceptiques devant cette possibilité, vue comme utopique. Tout en reconnaissant espérer que cela se produise, certains participants jugeaient que cet objectif était inatteignable actuellement et que la mise en œuvre intégrale de la DNUDPA était, dans le meilleur des cas, une lointaine possibilité. Ils estimaient qu'il faudrait que le gouvernement du Canada cède considérablement, sinon entièrement aux peuples autochtones le contrôle de leurs terres et de leurs droits. Cela représenterait un défi de taille étant donné le grand nombre de réserves au Canada, chacune ayant ses territoires propres et ses accords pertinents. D'autres ont également indiqué que cela pourrait alourdir le processus démocratique puisque la mise en œuvre aurait des répercussions sur tous les ordres de gouvernement. Les participants considéraient que la mise en œuvre intégrale de la DNUDPA exigerait que les gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux réévaluent tous les traités et les accords concernant les terres autochtones au Canada, ce qui représenterait un processus très long et complexe.

Bien qu'ils ne se soient pas montrés particulièrement optimistes quant à la possibilité d'une mise en œuvre intégrale de la DNUDPA, certains participants ont indiqué que cela signifierait le démantèlement de certaines structures (p. ex, les foyers collectifs) à proximité des réserves qui rappellent les pensionnats et que certains trouvent particulièrement blessantes. D'autres ont mentionné qu'en premier lieu, le gouvernement du Canada devrait négocier des accords sur l'utilisation des terres sur une base individuelle avec chaque réserve, en accordant à chaque communauté autochtone une plus grande autonomie et en travaillant en coopération pour créer un plan de protection de l'environnement. De plus, certains ont insisté sur le fait que cela demanderait davantage de consultations sur le terrain.

Le racisme systémique

Le thème du racisme a été abordé durant le dernier volet de la discussion, qui a débuté par des échanges visant à mieux comprendre comment les participants définissaient le racisme systémique. Les participants ont directement cité en exemple les systèmes de la santé et de l'éducation, où le traitement des Autochtones est défavorable comparativement aux groupes non autochtones. Ils ont mentionné que les reportages des médias tendent à renforcer le racisme systémique omniprésent dans ces secteurs, un rappel que bien peu de choses ont changé au cours des dernières décennies. Quelques-uns ont mentionné que les personnes occupant des postes de pouvoir contribuent à perpétuer les attitudes racistes.

Les participants croyaient pour la plupart que les peuples autochtones du Canada sont victimes de racisme systémique et tous ont indiqué en avoir été affectés d'une certaine manière. Quand la discussion s'est orientée vers les solutions, les participants ont fait des observations sur l'omniprésence du racisme systémique et ont indiqué qu'il infiltrait pratiquement tous les aspects de la société canadienne. Plus précisément, ils ont pointé le rôle des médias qui diffusent sans cesse des nouvelles négatives au sujet des peuples et communautés autochtones. Aussi, les participants estimaient que les changements devraient être instaurés tôt, dans les années de formation, et qu'il serait particulièrement important de lutter contre le racisme chez les professionnels de la santé, dans les forces policières, les gouvernements et les écoles.

Nous avons aussi demandé l'avis des participants plus précisément sur le racisme systémique dans le système judiciaire et la majorité s'entendait sur le fait que le racisme institutionnel constitue un enjeu dans ce secteur. Par exemple, ils ont mentionné que la sous-représentation des Autochtones au sein du système judiciaire – en tant qu'avocats, juges et administrateurs de tribunaux – renforce les préjugés envers les peuples autochtones. Ils ont aussi cité comme exemple la fréquence avec laquelle les reportages des médias soulignent l'origine autochtone d'un individu inculpé ou reconnu coupable, alors que les personnes non autochtones inculpées ou reconnues coupables d'un acte criminel ne reçoivent pas le même traitement. Cette discussion a soulevé la question plus vaste de l'écoute des peuples autochtones et de la prise en considération des points de vue autochtones au sein des divers systèmes et institutions.

L'eau potable

Relativement peu de participants avaient entendu parler des efforts du gouvernement du Canada pour lever les avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves. Avant de poursuivre la discussion sur le sujet, nous avons présenté aux participants une infographie résumant les progrès du gouvernement dans ce dossier.

Mis à jour le 15 février 2020



Tous

les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici



88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

61 avis à long terme étaient toujours en vigueur

Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019



441

projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées



59

projets et services de soutien



74

études de faisabilité et projets de conception

Cette infographie est présentée sur fond blanc et des traits ondulés bleus sont dessinés sur le tiers inférieur de la page. Dans le coin supérieur gauche figure la mention « Mis à jour le 15 février 2020 » en caractères gris soulignés d'un trait ondulé bleu foncé. Du côté droit, on voit l'image d'un robinet blanc qui laisse échapper une goutte d'eau, dans une bulle bleue. Au centre de l'image, du côté gauche, figure le texte « Tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici » en caractères gris, avec les mots « tous » et « levés » en bleu. Juste à droite de ce texte, on voit l'image d'un calendrier sur lequel est écrit « Mars 2021 ». Au centre de l'infographie, du côté droit figure le texte suivant : « 88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » et « 61 avis à long terme étaient toujours en vigueur ». Dessous, dans le dernier tiers de l'image, on voit une banderole bleue avec ce texte : « Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019 » en caractères blancs. Le tiers inférieur de l'infographie est divisé en trois sections séparées par des lignes pointillées. Chaque section présente l'icône d'une goutte d'eau bleue et une statistique. La section de gauche illustre un cône dans une goutte d'eau avec, en dessous, ce texte en gris : « 441 projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées ». La section centrale illustre trois personnes dans une goutte d'eau avec, en dessous, ce texte en gris : « 59 projets et services de soutien ». La section de droite illustre une carte et une loupe avec, en dessous, ce texte en gris : « 74 études de faisabilité et projets de conception ».

L'information contenue dans l'infographie a suscité peu de réactions positives. Les participants avaient l'impression que cet enjeu n'était pas une priorité pour le gouvernement du Canada. Ils ne voyaient pas d'évolution à la situation et selon eux, le problème n'aurait jamais dû se produire et durait depuis trop longtemps. Dans l'ensemble, les participants étaient découragés de constater que la qualité de l'eau destinée à la consommation restait douteuse dans de nombreuses régions. Certains ont également mentionné que souvent, il n'y avait pas de suivi en termes d'entretien et de contrôle de la qualité après l'application de correctifs. Les participants s'entendaient pour dire que cet enjeu devrait être considéré comme hautement prioritaire par le gouvernement fédéral.

Aliénation de l'Ouest (nord de l'Alberta, Manitoba)

Deux groupes de discussion ont été tenus en octobre dans l'Ouest canadien : ils étaient composés respectivement de participants des collectivités du nord de l'Alberta et de participants du Manitoba. Une partie de la discussion portait sur des enjeux se rapportant à l'aliénation de l'Ouest.

Pour lancer les échanges sur ce sujet, les participants ont été invités à préciser les trois principaux mots qu'ils utiliseraient pour dépeindre la relation actuelle entre le gouvernement du Canada et leur province. Les réponses fournies variaient d'un groupe à l'autre. Comparativement aux Manitobains, plus de négativité et de frustration étaient palpables chez les participants du nord de l'Alberta. Les commentaires de ces derniers portaient surtout sur la performance économique de la province et l'impression que le gouvernement fédéral n'en faisait pas assez pour stimuler l'économie de leur province et n'influait pas suffisamment sur les décisions qui la touchent.

Les participants ont employé les termes suivants pour qualifier la relation :

- Source de frustration – Cette description a été employée pour décrire les préoccupations des participants liées à la forte contraction des activités dans le secteur pétrolier et gazier de la province, qui s'est traduite par des compressions de personnel, un taux de chômage plus élevé et des fermetures massives au sein des entreprises et des fournisseurs qui soutiennent le secteur. Les participants avaient l'impression que le gouvernement fédéral ne faisait rien pour les aider pendant que leur économie en arrachait et ça les frustrait.
- Évitement – De l'avis des participants, le gouvernement fédéral était peu sensible aux enjeux propres à l'Alberta et il en avait toujours été ainsi. Certains étaient aussi contrariés, évoquant une inégalité de traitement illustrée par les incitatifs en matière de création d'emplois offerts conjointement par le gouvernement fédéral et d'autres gouvernements provinciaux, dont celui de l'Ontario. Il fallait en faire plus selon eux pour régler la situation de l'emploi dans le secteur pétrolier et gazier en Alberta.
- Impossible à réparer – De l'avis général, le gouvernement traitait l'Alberta comme une petite province secondaire au sein de la Confédération.
- Paroles en l'air – Dans le même ordre d'idées que les commentaires précédents, les participants trouvaient que le gouvernement fédéral ne donnait pas suffisamment suite à ses engagements.

En plus de dépeindre la relation entre leur province et le gouvernement du Canada, les participants du Manitoba se sont penchés sur les questions préoccupantes à l'égard desquelles le gouvernement pouvait selon eux jouer un rôle plus actif :

- Équitable, acceptable, collaborative et identique à celle des autres – Plusieurs participants ont dépeint la relation d'un œil favorable, n'ayant pas vraiment l'impression que le Manitoba était traité différemment des autres provinces.
- Polarisée, tendue et caractérisée par les divisions – Même si la relation était considérée en général comme équitable, de rares participants la jugeaient tendue, à cause des différents points de vue des deux ordres de gouvernement et de la tendance du gouvernement provincial à critiquer les politiques et les programmes fédéraux.
- Teintée de secrets – Cette expression se voulait moins une description de la nature de la relation fédérale-provinciale qu'une manière de qualifier l'approche adoptée par le gouvernement fédéral. À cet effet, de rares participants ont avancé que les citoyens aimeraient en savoir plus sur les mesures prises par le gouvernement fédéral, notamment en ce qui a trait à la progression de la COVID-19 et aux répercussions pour le Manitoba et le reste du pays.
- Racisme – Certains participants ont abordé la question du racisme envers les Autochtones, estimant que cet enjeu n'était pas exclusif au Manitoba et était bien présent dans les autres provinces et régions. Le différend en matière de pêche a été donné en exemple pour illustrer le traitement différent réservé aux Autochtones et le non-respect de leurs droits. De l'avis général, le gouvernement du Canada pouvait en faire davantage pour protéger les droits des Autochtones.
- Immigrants – Faisant suite aux observations ci-dessus sur le racisme, quelques participants pensaient qu'avant de s'occuper de l'établissement de nouveaux immigrants au Canada, le gouvernement fédéral devrait se concentrer sur les questions autochtones. Même s'ils étaient sensibles à l'immigration et l'appuyaient, aux yeux de ces participants, il était primordial de répondre aux besoins fondamentaux des Autochtones et de respecter leurs droits. De plus, en ce qui concerne les dépenses consacrées par le fédéral aux enjeux locaux de Winnipeg, selon certains, la priorité devait être accordée à beaucoup d'autres secteurs que l'immigration.

À la question fondamentale visant à savoir si leur province avait bénéficié d'un traitement équitable de la part du gouvernement du Canada, nous avons constaté la même divergence d'opinions chez les participants. Ceux du nord de l'Alberta s'entendaient généralement pour dire que ce n'était pas le cas, évoquant le peu d'influence qu'exerçait l'Alberta sur les décisions du gouvernement fédéral comparativement aux provinces plus peuplées, comme l'Ontario et le Québec. Dans l'ensemble, ils avaient l'impression que le gouvernement du Canada se préoccupait davantage des emplois dans le centre du Canada, malgré l'apport du secteur pétrolier et gazier albertain à l'économie du pays. Ils pensaient également que l'Alberta versait des paiements de péréquation injustement élevés au gouvernement fédéral par rapport à ce qu'elle recevait en contrepartie. Invités à se prononcer sur ce que le gouvernement fédéral pourrait faire pour montrer qu'il est à l'écoute des préoccupations des gens de l'Alberta, beaucoup de participants prônaient davantage de communication et de collaboration avec le secteur pétrolier et gazier, à l'heure où la province délaisse l'économie axée sur les combustibles fossiles pour une économie plus diversifiée. À cet effet, beaucoup estimaient qu'un soutien accru était nécessaire, sur le plan financier et en matière de formation professionnelle, y

compris pour mettre en œuvre et promouvoir de nouvelles technologies environnementales et les progrès dans les secteurs au sein desquels l'Alberta joue déjà un rôle de chef de file (p. ex. l'assainissement des mines de sables bitumineux). Outre l'accent mis sur le soutien à la diversification de l'économie, quelques participants souhaitaient que le gouvernement du Canada consacre plus d'efforts dans les domaines suivants :

- Les soins de santé, notamment l'exode des médecins de la province;
- La réconciliation avec les peuples autochtones;
- La réforme électorale, à commencer par la représentation proportionnelle;
- Un soutien accru à l'industrie du bois d'œuvre résineux concernant les droits applicables;
- Le soutien à l'intention de groupes clés : p. ex. les jeunes et les petits agriculteurs;
- Un soutien au développement du réseau ferroviaire entre Fort McMurray et l'Alaska.

En comparaison, les participants du Manitoba ont été peu loquaces sur le traitement de leur province par le gouvernement fédéral. Compte tenu de l'accès aux soins de santé et à l'éducation dans la province, la plupart estimaient que les Manitobains étaient en général traités de façon équitable. Par conséquent, ils ont formulé peu de suggestions sur les mesures additionnelles que pourrait prendre le gouvernement du Canada, hormis les suivantes :

- Aider les Autochtones;
- Mettre l'accent sur l'environnement et la lutte contre les changements climatiques, en investissant dans les énergies renouvelables et l'assainissement de l'environnement, pour traiter les eaux de ruissellement polluées issues des activités minières;
- Soutenir la création d'emplois et l'abandon progressif des industries « polluantes », comme l'exploitation minière;
- Offrir du soutien en matière de toxicomanie et des ressources en santé mentale;
- Investir dans la publicité qui fait la promotion du tourisme dans la province et met en valeur ses attraits;
- Financer les soins de santé et l'éducation.

Enjeux locaux (nord de l'Alberta, Yellowknife)

Une discussion sur les enjeux et préoccupations d'ordre local a eu lieu dans deux groupes en octobre, à savoir ceux du nord de l'Alberta et de Yellowknife. Dans chaque groupe, les participants ont été invités à se prononcer sur les grandes préoccupations locales et l'impact des initiatives du gouvernement du Canada dans leur province.

Nord de l'Alberta

Les participants du nord de l'Alberta ont soulevé plusieurs enjeux économiques et sociaux particulièrement importants dans la province, dont les suivants :

- L'emploi;
- Les soins de santé;
- L'éducation et les écoles;
- La santé mentale et la sensibilisation en la matière, notamment sur les effets de la COVID-19;
- L'itinérance;
- La réconciliation avec les peuples autochtones.

À la question visant à savoir si le gouvernement du Canada avait fait quoi que ce soit au bénéfice de l'Alberta, les participants ont pour la plupart été peu loquaces. Certains ont cependant mentionné le réseau pipelinier Trans Mountain, en soulignant qu'il serait avantageux une fois en exploitation. D'autres ont toutefois fait remarquer que le projet pouvait avoir des répercussions négatives sur les collectivités autochtones locales et des effets néfastes sur l'environnement. Selon quelques participants, il aurait été utile de faire participer le gouvernement fédéral au projet de réseau ferroviaire reliant Fort McMurray à l'Alaska, dont la mise en service est prévue en 2026. Ils comprenaient cependant que cette initiative relevait du secteur privé.

La discussion a également porté sur les puits abandonnés. De rares participants avaient entendu parler de cet enjeu et d'une initiative du gouvernement fédéral à cet égard, mais se rappelaient seulement qu'elle était coûteuse et permettrait de créer des emplois pour les Albertains à court terme, en plus d'être bénéfique pour l'environnement. Lorsque nous leur avons précisé que le gouvernement fédéral avait annoncé qu'il investirait 1,7 milliard de dollars pour nettoyer les puits abandonnés en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan et que cet investissement devrait permettre de maintenir 5 200 emplois rien qu'en Alberta, la majorité était en faveur de l'initiative. La principale critique formulée concernant l'initiative d'assainissement est qu'elle ne devrait pas relever du gouvernement fédéral, mais des entreprises qui ont construit et exploité les puits. Les participants reconnaissaient toutefois que l'insolvabilité de ces entreprises était au cœur du problème et la raison de l'implication du gouvernement fédéral. Il reste que certains d'entre eux pensaient que le gouvernement du Canada ne récupérerait pas son investissement dans le nettoyage des puits abandonnés et ne voyaient pas vraiment d'avantages pour les Albertains.

Même si beaucoup de participants jugeaient important de s'attaquer au problème des puits abandonnés, d'autres trouvaient que cela ne suffisait pas à montrer que le gouvernement du Canada s'efforçait de répondre aux préoccupations locales. Enfin, il s'agissait selon certains d'une solution à court terme à un enjeu à long terme beaucoup plus vaste auquel il faudra consacrer des sommes nettement plus importantes si l'on veut favoriser une croissance économique à l'échelle de la province.

Yellowknife

Les participants de Yellowknife ont formulé un vaste éventail d'enjeux en réponse à la question sur les grandes préoccupations locales :

- L'itinérance – De l'avis des participants, ce problème, qui gagnait en importance dans la petite ville, était attribuable au coût élevé de la vie à Yellowknife.

- Le coût de la vie – Comme mentionné précédemment, beaucoup convenaient que la nourriture et les autres articles essentiels coûtaient cher.
- L'aménagement de logements abordables – Le prix élevé des loyers et la pénurie de logements abordables ont été cités, y compris l'accès à des logements subventionnés. Les participants croyaient que se loger est un droit fondamental.
- L'emploi – De l'avis des participants, il n'y avait pas suffisamment d'emplois convenables à Yellowknife et cela rendait l'accès au logement difficile. Certains qualifiaient cette situation de cercle vicieux. Il fallait selon eux offrir de meilleures possibilités de formation aux résidents de la ville, à commencer par les Autochtones, pour éviter, par exemple, d'avoir à recruter des travailleurs de l'extérieur de la région pour les emplois du secteur minier. Certains recommandaient d'augmenter le salaire minimum pour régler les problèmes d'itinérance et d'accès aux logements abordables.
- L'éducation – Concernant ce qui précède, quelques participants estimaient que Yellowknife devait avoir une école polytechnique.
- La santé mentale, la toxicomanie et les traumatismes – Les participants ont souligné qu'il manquait systématiquement de traitement et de soins efficaces à long terme pour les personnes aux prises avec des problèmes de toxicomanie ou qui ont subi un traumatisme. D'après eux, le gouvernement fédéral devait octroyer davantage de financement à long terme pour construire des installations et offrir des traitements localement.
- Les soins de santé – La pénurie de professionnels de la santé dans le Nord (notamment de médecins, de personnel infirmier et de spécialistes) a été mentionnée par plusieurs. Malgré l'aménagement d'un nouvel hôpital et des incitatifs financiers pour attirer des professionnels de la santé dans les territoires, beaucoup avaient l'impression que les ressources médicales étaient insuffisantes pour gérer efficacement l'hôpital ou réduire les temps d'attente. De nombreux résidents doivent donc se rendre dans une ville au sud pour obtenir des soins médicaux.

Les participants ont reconnu la contribution du gouvernement fédéral, citant en exemples le financement de la construction d'un nouvel hôpital, les subventions d'infrastructure, l'argent versé aux organismes sans but lucratif de la région et l'aide financière offerte aux personnes et aux entreprises qui ont été financièrement touchées par la COVID-19.

À la question visant à savoir si le gouvernement du Canada avait fait quelque chose qui pourrait avoir un impact négatif, certains ont cité les effets non voulus des mesures de soutien financier, comme la PCU. Aux dires des participants, ce soutien à grande échelle avait engendré une augmentation des problèmes sociaux, des querelles de ménage et des cas d'ébriété en public et ils avaient l'impression que certaines personnes avaient détourné des fonds. Cependant, ils ne croyaient pas que ce problème touchait seulement Yellowknife. D'après eux, les Territoires ne recevaient qu'une très petite quote-part des fonds versés par le gouvernement fédéral et étaient souvent négligés. De rares participants attribuaient cet oubli au seul siège des Territoires à la Chambre des communes et au peu de poids qu'ils ont par conséquent dans les décisions prises à l'échelon fédéral.

Les besoins d'infrastructure dans la région ont été abordés. Certains participants étaient favorables à l'idée de construire des infrastructures dans un vaste terrain difficile, tandis que d'autres pensaient qu'il

était possible d'accélérer le processus de revendications territoriales et de changer la vocation des bâtiments vieillissants.

Invités à partager leurs préoccupations relatives à l'environnement, les participants ont évoqué la pollution des terres et des cours d'eau par l'arsenic à cause des activités d'exploitation aurifère. Ils ont parlé de l'impact des activités minières sur les caribous, notamment la destruction de leur habitat, ainsi que sur les sites de nidification et les voies de migration. Des participants trouvaient qu'on ne faisait pas assez d'efforts pour promouvoir l'énergie solaire et développer des sources d'énergie propre pour remplacer l'électricité et le diesel.

Pour conclure la discussion, nous avons montré aux participants une liste d'éléments, puis leur avons demandé de choisir ceux qui leur semblaient être un enjeu important ou deux ou trois sujets qui les préoccupaient le plus. Voici les éléments que nous leur avons présentés :

- La réduction de la classe moyenne;
- La capacité des entreprises et des industries locales à réussir;
- Une population vieillissante;
- La disponibilité d'options abordables de services de garde d'enfants;
- La disponibilité de l'Internet haute vitesse;
- La disponibilité du service de téléphonie mobile;
- La disponibilité des services de santé;
- La disponibilité d'emplois;
- La disponibilité de transport en commun;
- La disponibilité de services;
- Le coût du logement;
- La criminalité;
- Les surdoses de drogue;
- Le contrôle des armes à feu;
- L'itinérance;
- Intégrer les immigrants dans la communauté;
- Le niveau des prestations d'assurance-emploi pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi;
- Les faibles taux d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires;
- La pauvreté;
- Préserver un environnement propre;
- La qualité des routes et des ponts;
- La sécurité de la retraite;
- La congestion routière;
- Les jeunes qui partent en quête de possibilités ailleurs.

Les choix des participants correspondaient à bon nombre des enjeux qu'ils avaient soulevés précédemment. Par exemple, le coût du logement, la pauvreté, les services de santé et le taux de surdoses de drogue faisaient partie de leurs principales préoccupations.

Le logement et l'itinérance étaient aussi des questions qui les préoccupaient grandement. Ces derniers avaient l'impression que beaucoup de personnes qui travaillent à Yellowknife touchent le salaire minimum, de sorte qu'elles n'ont pas les moyens de se loger. Selon les participants, la situation de l'itinérance s'était aggravée à cause de ressources insuffisantes pour gérer les problèmes de pauvreté et de toxicomanie, notamment de travailleurs sociaux, d'installations et de places dans les refuges pour accueillir les personnes en état d'ébriété.

À ce stade de la discussion, les participants se sont aussi dits préoccupés par l'accès à Internet haute vitesse. Ils ont souligné le coût élevé de l'accès à Internet dans le Nord et le fait qu'il n'y avait qu'un fournisseur dans la région. Ce service était plus que jamais essentiel, maintenant qu'un grand nombre d'entre eux s'étaient convertis au télétravail ou aux télé-études en raison de la COVID-19. Les participants croyaient que le gouvernement fédéral devait favoriser une concurrence accrue dans la région, qui, espéraient-ils, permettrait d'obtenir un meilleur service, à moindre coût.

Véhicules zéro émission (VZE) (nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife, grandes villes de l'Ontario, villes de taille moyenne du sud et de l'est de l'Ontario, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant des villes de taille moyenne du Québec)

Les participants ont été invités à dire spontanément ce qu'ils savaient à propos des véhicules zéro émission (VZE). La majorité en avait entendu parler et était au courant que le terme VZE désignait des véhicules entièrement électriques. Certains ont précisé que ces véhicules ne dégagent pas de gaz d'échappement, mais d'autres estimaient qu'un véhicule zéro émission n'existe pas vraiment, car, pour les recharger, il faut produire de l'électricité et celle-ci peut provenir de sources polluantes.

Avant de discuter plus amplement de ce sujet, nous avons expliqué aux participants qu'un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. De plus, un ZEV peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur (les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables et les véhicules à pile à hydrogène en sont des exemples). La discussion a ensuite porté sur la probabilité que les participants achètent ce type de véhicules. Ils ont manifesté un intérêt évident et un certain enthousiasme pour cette technologie « branchée », notamment parce qu'elle leur permettrait de réduire leur empreinte carbone (p. ex., en limitant la marche au ralenti des véhicules, un important facteur dans les régions nordiques). Ils aimaient également le peu d'entretien nécessaire et le couple plus élevé développé par un moteur électrique (des aspects utiles dans plusieurs contextes d'utilisation commerciale et industrielle des VZE).

Les réactions ont cependant été tempérées, car plusieurs facteurs les décourageraient d'acheter un VZE. Il y avait d'abord le coût. Les participants avaient l'impression qu'un tel véhicule coûte plus cher et

plusieurs ont dit qu'ils attendraient que les prix baissent avant d'en acheter un. La deuxième préoccupation concernait à la fois l'autonomie de la batterie et la disponibilité des bornes de recharge. L'élimination sécuritaire des batteries, sans polluer, a aussi été soulevée, ainsi qu'une grande préoccupation concernant la géographie et le cycle de service. Les VZE semblaient un choix moins intéressant pour les régions nordiques ou éloignées, compte tenu des longs trajets à parcourir, du peu d'infrastructures disponibles, d'une utilisation limitée du freinage régénératif (les démarrages et arrêts étant peu nombreux) et des basses températures. De l'avis des participants, les VZE étaient plus efficaces en milieu urbain. L'absence de camions zéro émission et de VZE à traction intégrale a aussi été mentionnée.

Par la suite, nous avons demandé aux participants s'ils pensaient que les VZE vendues au Canada finiraient par être aussi abordables que les autres voitures. La majorité a répondu par l'affirmative, mais pensait que d'un point de vue environnemental, le Canada devait en faire plus pour rendre les VZE abordables. Le manque de bornes de recharge a aussi été relevé dans ce contexte. Les participants ont estimé que cela prendrait aussi peu que 5 ans et jusqu'à 25 ans avant que le prix des VZE se compare à celui des autres véhicules au Canada. Ils ont eu de la difficulté à faire une prévision, car ils en savaient peu sur l'évolution des technologies et les projets des nombreux acteurs du domaine. Ils ont également abordé la question de la valeur de revente et se demandaient si les VZE conserveraient leur valeur. Enfin, ils ont parlé des écarts quant au coût sur la durée du cycle de vie et de la prise en compte de ce facteur dans le prix d'achat et les décisions des consommateurs.

Nous avons ensuite demandé aux participants s'ils avaient entendu parler d'une récente annonce du gouvernement du Canada concernant le financement d'une usine d'assemblage de Ford à Oakville pour la fabrication de VZE. Certains avaient eu vent de cette annonce et même si les participants ont bien accueilli la transition de Ford vers la production de VZE, ils avaient des avis partagés sur la contribution du gouvernement du Canada à cette initiative du secteur privé.

Des renseignements supplémentaires sur cette annonce ont été fournis aux participants, y compris que les gouvernements fédéral et ontarien s'étaient engagés à investir 590 millions de dollars dans la reconversion de l'usine de montage Ford à Oakville en vue de la fabrication de VZE, qui en fera la plus importante usine de véhicules électriques en Amérique du Nord. Même s'ils appuyaient manifestement les VZE, la promotion de la technologie au Canada et l'initiative de Ford, les participants ont eu des réactions contrastées, qui variaient selon la région. Voici les principales préoccupations relatives à cette décision :

- Elle était perçue comme un investissement dans les VZE en « Amérique du Nord » et non au « Canada » et les participants se demandaient si ces sommes n'auraient pas dû servir plutôt à offrir des avantages directement à la population canadienne.
- Le coût de renonciation a été soulevé, certains se questionnant sur ce qu'il aurait été possible de faire d'autre avec cet argent qui profiterait aux Canadiens (dans toutes sortes de domaines, pas seulement dans le secteur des VZE) si l'on n'avait pas accordé une généreuse subvention à une grande entreprise.

Nous avons demandé aux participants ce qu'ils pensaient du fait que le gouvernement du Canada suive d'autres pays et quelques états américains en établissant des objectifs pour qu'un pourcentage

prescrit des voitures vendues au Canada soient électriques. Toutes sortes d'opinions ont été formulées. Des participants aimaient et appuyaient l'initiative, d'autres la percevaient négativement et la jugeaient contraignante et certains avaient un avis à mi-chemin entre ces deux positions. Nous avons observé un clivage par région dans les commentaires, l'initiative ayant rallié moins de participants dans l'Ouest et le Nord que dans l'Est. Cette divergence était aussi fonction de l'endroit où vivent les participants (c.-à-d., une région urbaine ou une zone peu urbanisée).

Même si certains commentaires étaient clairement élogieux, surtout dans une optique environnementale, cette initiative étant vue comme un bon moyen d'imposer un changement radical, la plupart des opinions positives venaient avec des réserves. Le principal bémol avait trait au caractère abordable des VZE, beaucoup de participants les considérant comme une solution plus coûteuse qu'ils ne voulaient pas être contraints d'adopter. Dans le même ordre d'idées, les participants trouvaient que les choix et les types de VZE disponibles étaient limités. Avant de fixer des objectifs, ils recommandaient d'étudier plus longuement les inconvénients que l'utilisation des VZE pouvait engendrer, y compris les effets d'une adoption et d'une utilisation à grande échelle au fil des années et de l'élimination des déchets toxiques (que renferment les batteries). Selon eux, l'imposition de quotas créerait vraisemblablement une demande et du coup, des débouchés, et ils préféraient que l'ensemble de la population en retire des avantages, pas seulement les grandes entreprises.

Ceux qui étaient moins favorables à l'initiative évoquaient principalement son côté coercitif et la possibilité qu'elle limite les choix et les préférences des consommateurs. Comme mentionné précédemment, les participants pensaient que la promotion des VZE devait cibler surtout les résidents de régions urbaines densément peuplées. Tempérant ces commentaires, certains trouvaient qu'ils seraient préférables d'offrir des incitatifs plutôt que d'imposer des quotas.

Pour terminer la discussion sur ce sujet, nous avons demandé aux participants ce qu'ils diraient si le Canada suivait l'exemple de la Californie et exigeait que toutes les voitures neuves vendues au Canada soient des VZE d'ici 2035. Les participants étaient peu favorables à cette idée, si ce n'est quelques participants de régions plus urbaines. Ceux qui s'y opposaient ont évoqué les grandes différences géographiques et climatiques entre le Canada et la Californie, un aspect que les participants des groupes tenus dans l'Ouest et le Nord ont souligné vigoureusement. Le prix et l'abordabilité ont été mentionnés, y compris le fait que la Californie est un État plus riche. Certains remettaient en doute la pertinence de fixer un délai si éloigné, car il restait encore beaucoup de questions à approfondir.

Dans cette veine, il a été avancé que si les questions de prix étaient abordées, un accueil plus favorable serait réservé à l'objectif. Enfin, des participants considéraient la mise en œuvre de telles exigences nécessaire à l'atteinte des cibles environnementales convenues.

Annexe A – Questionnaires de recrutement

Questionnaire de recrutement, version anglaise

Privy Council Office Recruiting Script – October 2020 English Groups

Recruitment Specifications Summary

- Groups conducted online
- Each group is expected to last for two hours
- Recruit 8 participants for 6-8 to show
- Incentives will be \$90 per person and will be sent to participants via e-transfer following the group

Specifications for the focus groups are as follows:

GROUP	DATE	TIME (EST)	TIME (LOCAL)	LOCATION	COMPOSITION	MODERATOR
1	Oct. 1	5:00-7:00	6:00-8:00 ADT	Nova Scotia	Gen Pop	DN
3	Oct. 7	6:00-8:00	6:00-8:00 EST	GTHA	Racialized Canadians	DN
4	Oct. 13	5:00-7:00	6:00-8:00 ADT	Atlantic Canada	Indigenous	DN
5	Oct. 14	6:00-8:00	6:00-8:00 EST	Ontario – Mid-size and Major Centres	On CERB Replacements	TBW
7	Oct. 19	8:00-10:00	6:00-8:00 MDT	Alberta – Northern Communities	Gen Pop	TBW
8	Oct. 20	7:00-9:00	6:00-8:00 CDT	Manitoba	Gen Pop	DN
9	Oct. 21	8:00-10:00	6:00-8:00 MDT	Yellowknife	Gen Pop	TBW
10	Oct. 26	6:00-8:00	6:00-8:00 EST	Ontario – Ottawa-Carleton, Toronto, Peel Region	Gen Pop	DN
12	Oct. 29	6:00-8:00	6:00-8:00 EST	Ontario – Mid-Size Towns in Eastern and Southern Ontario	Gen Pop	DN

Recruiting Script

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada. / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUE IN LANGUAGE OF PREFERENCE]

RECORD LANGUAGE

English **CONTINUE**
French **THANK AND END**

On behalf of the Government of Canada, we're organizing a series of online video focus group discussions to explore current issues of interest to Canadians.

The format is a "round table" discussion, led by an experienced moderator. Participants will be given a cash honorarium in appreciation of their time.

Your participation is completely voluntary and all your answers will be kept confidential. We are only interested in hearing your opinions - no attempt will be made to sell or market you anything. The report that is produced from the series of discussion groups we are holding will not contain comments that are attributed to specific individuals.

But before we invite you to attend, we need to ask you a few questions to ensure that we get a good mix/variety of people in each of the groups. May I ask you a few questions?

Yes **CONTINUE**
No **THANK AND END**

SCREENING QUESTIONS

1. Have you, or has anyone in your household, worked for any of the following types of organizations in the last 5 years?

A market research firm	THANK AND END
A marketing, branding or advertising agency	THANK AND END
A magazine or newspaper	THANK AND END
A federal/provincial/territorial government department or agency	THANK AND END
A political party	THANK AND END
In public/media relations	THANK AND END
In radio/television	THANK AND END

No, none of the above

CONTINUE

1a. **IN ALL LOCATIONS:** Are you a retired Government of Canada employee?

Yes **THANK AND END**
 No **CONTINUE**

2. In which city do you reside?

LOCATION	CITIES	
Nova Scotia	Cities could include (but are not limited to): Amherst, Antigonish, Bridgewater, Cape Breton, Halifax, Kentville, New Glasgow, Truro, Wolfville, Yarmouth MAX OF 3 PARTICIPANTS FROM HALIFAX. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.	CONTINUE – GROUP 1
GTHA	Cities could include (but are not limited to): City of Toronto, Hamilton, Durham Region, Halton Region, Peel Region, York Region, Dufferin County, Simcoe County ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 3
Atlantic Canada	Cities could include (but are not limited to): NS: Halifax, Cape Breton NB: Moncton, Saint John, Fredericton, Dieppe, Miramichi, Edmundston PEI: Charlottetown, Summerside N&L: St. John’s, Conception Bay, Mount Pearl, Corner Brook ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS EACH OF THE FOUR PROVINCES.	CONTINUE – GROUP 4
Ontario – Mid-size and Major Centres	Mid-size centres: ~100,000 – 300,000 in population Not immediately adjacent to a major center Cities could include (but are not limited to): Barrie, Brantford, Cambridge, Chatham-Kent, Guelph, Kingston, Kitchener, London, Milton, St. Catharines-Niagara, Sudbury, Waterloo, Windsor ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM THESE REGIONS. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. Larger centers: Cities could include (but are not limited to): Toronto, Ottawa-Gatineau, Mississauga, Brampton, Hamilton ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM THESE REGIONS. NO MORE THAN 1 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.	CONTINUE – GROUP 5

Alberta – Northern Communities	<p>Cities could include (but are not limited to): Fort McMurray, Peace River, Grand Prairie, Slave Lake, Cold Lake, Whitecourt, Athabasca, Grimshaw, Fairview, Rainbow Lake, Wembley</p> <p>NO MORE THAN 2 PER CITY. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 7
Manitoba	<p>Cities could include (but are not limited to): Winnipeg, Brandon, Steinbach, Thompson, Portage La Prairie, Winkler, Selkirk, Dauphin, Morden, Flin Flon, The Pas, Stonewall, Swan River, Virden</p> <p>MAX 2 PARTICIPANTS FROM EACH MAJOR CITY - WINNIPEG AND BRANDON. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION. INCLUDE THOSE RESIDING IN LARGER AND SMALLER COMMUNITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 8
Yellowknife	<p>Yellowknife</p> <p>PARTICIPANTS SHOULD RESIDE IN THE ABOVE-NOTED CENTERS PROPER.</p>	CONTINUE – GROUP 9
Ontario	<p>Ottawa-Carleton, Toronto, Peel Region (Brampton, Mississauga)</p> <p>ENSURE A GOOD MIX OF CITIES.</p>	CONTINUE – GROUP 10
Ontario – Mid-size Towns in Eastern and Southern Ontario	<p>Mid-size centres: ~100,000 – 300,000 in population Not immediately adjacent to a major center</p> <p>EASTERN ONTARIO: Cities could include (but are not limited to): East and southeast of Ottawa and suburbs, Kingston, Cornwall. Includes counties of Prescott, Russell, Stormont, Dundas and Glengary, Lanark, Renfrew, Leeds and Grenville, Frontenac, Lennox and Addington, Hastings, Prince Edward</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM THESE REGIONS. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p> <p>SOUTHERN ONTARIO: Cities could include (but are not limited to): St. Catharines-Niagara, Oshawa, Windsor, Barrie, Guelph, Brantford, Peterborough, Kitchener, Cambridge, Waterloo</p> <p>ENSURE 4 PARTICIPANTS FROM THESE REGIONS. ENSURE A GOOD MIX OF CITIES ACROSS THE REGION.</p>	CONTINUE – GROUP 12
Other	-	THANK AND END
VOLUNTEERED Prefer not to answer	-	THANK AND END

2a. How long have you lived in [INSERT CITY]?

Less than two years	THANK AND END
Two years or more	CONTINUE
Don't know/Prefer not to answer	THANK AND END

ENSURE A GOOD MIX BY NUMBER OF YEARS IN CITY. NO MORE THAN 2 PER GROUP UNDER 5 YEARS.

3. **ASK ONLY IF GROUP 3** Which of the following racial or cultural groups best describes you? (multi-select)

RECRUIT ANY THAT IDENTIFY AS NON-WHITE/CAUCASIAN. ENSURE A GOOD MIX OF RACIAL/CULTURAL GROUPS.

White/Caucasian **THANK AND END**
 South Asian (e.g., East Indian, Pakistani, Sri Lankan)
 Chinese
 Black
 Latin American
 Filipino
 Arab
 Southeast Asian (e.g., Vietnamese, Cambodian, Thai)
 Korean or Japanese
 Other (specify)

VOLUNTEERED Prefer not to answer **THANK AND END**

4. **ASK ONLY IF GROUP 4** Do you identify as Indigenous (First Nations, Métis or Inuit (Inuk))?

Yes	CONTINUE
No	THANK AND END
Don't know/Prefer not to answer	

5. **ASK ONLY IF GROUP 5** In the past 6 months, have you received the Canada Emergency Response Benefit (CERB) from the Government of Canada?

Yes **CONTINUE TO Q.5a**

No **THANK AND END**

Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

- 5a. **ASK ONLY IF GROUP 5** The last eligibility period for which Canadians could receive CERB (\$2,000/month) ended on Sept. 26. The Government of Canada announced that that it would be transitioning those who still needed income support to a simplified Employment Insurance (EI) program or to a suite of three new recovery benefits. Are you currently receiving any of these benefits from the Government of Canada?

Employment Insurance (EI) **CONTINUE**

Canada Recovery Benefit **CONTINUE**

Canada Recovery Caregiver Benefit **CONTINUE**

Canada Recovery Sickness Benefit **CONTINUE**

No, I am not receiving any of these benefits **THANK AND END**

Don't know/Prefer not to answer **THANK AND END**

6. Would you be willing to tell me in which of the following age categories you belong?

Under 18 years of age	IF POSSIBLE, ASK FOR SOMEONE OVER 18 AND REINTRODUCE. OTHERWISE THANK AND END.
18-24	CONTINUE ENSURE A GOOD MIX OF AGES WITHIN EACH GROUP.
25-34	
35-44	
45-54	
55+	
VOLUNTEERED Prefer not to answer	THANK AND END

7. **[DO NOT ASK] Gender RECORD BY OBSERVATION.**

Male

Female

ENSURE A GOOD MIX BY GENDER IN EACH GROUP.

8. Are you familiar with the concept of a focus group?

Yes **CONTINUE**

No **EXPLAIN THE FOLLOWING** *“a focus group consists of six to eight participants and one moderator. During a two-hour session, participants are asked to discuss a wide range of issues related to the topic being examined.”*

9. As part of the focus group, you will be asked to actively participate in a conversation. Thinking of how you engage in group discussions, how would you rate yourself on a scale of 1 to 5 where 1 means ‘you tend to sit back and listen to others’ and 5 means ‘you are usually one of the first people to speak’?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

10. As this group is being conducted online, in order to participate you will need to have high-speed Internet and a computer with a working webcam, microphone and speaker. **RECRUITER TO CONFIRM THE FOLLOWING. TERMINATE IF NO TO ANY.**

Participant has high-speed access to the Internet

Participant has a computer/webcam

11. Have you used online meeting software, such as Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., in the last two years?

Yes **CONTINUE**

No **CONTINUE**

12. How would skilled are you at using online meeting platforms on your own, using a scale of 1 to 5, where 1 means you are not at all skilled, and 5 means you are very skilled?

1-2 **THANK AND END**

3-5 **CONTINUE**

13. During the discussion, you could be asked to read or view materials on screen and/or participate in poll-type exercises online. You will also be asked to actively participate online using a webcam. Can you think of any reason why you may have difficulty reading the materials or participating by video?

TERMINATE IF RESPONDENT OFFERS ANY REASON SUCH AS SIGHT OR HEARING PROBLEM, A WRITTEN OR VERBAL LANGUAGE PROBLEM, A CONCERN WITH NOT BEING ABLE TO COMMUNICATE EFFECTIVELY, ANY CONCERNS WITH USING A WEBCAM OR IF YOU AS THE INTERVIEWER HAVE A CONCERN ABOUT THE PARTICIPANT'S ABILITY TO PARTICIPATE EFFECTIVELY.

14. Have you ever attended a focus group discussion, an interview or survey which was arranged in advance and for which you received a sum of money?

Yes **CONTINUE**

No **SKIP TO Q.18**

15. How long ago was the last focus group you attended?

Less than 6 months ago **THANK AND END**

More than 6 months ago **CONTINUE**

16. How many focus group discussions have you attended in the past 5 years?

0-4 groups **CONTINUE**

5 or more groups **THANK AND END**

17. And on what topics were they?

TERMINATE IF ANY ON SIMILAR/SAME TOPIC

ADDITIONAL RECRUITING CRITERIA

Now we have just a few final questions before we give you the details of the focus group, including the time and date.

18. What is the highest level of formal education that you have completed?

Grade 8 or less

Some high school

High school diploma or equivalent

Registered Apprenticeship or other trades certificate or diploma

College, CEGEP or other non-university certificate or diploma

University certificate or diploma below bachelor's level

Bachelor's degree

Post graduate degree above bachelor's level

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

19. Which of the following categories best describes your total household income in 2019? That is, the total income of all persons in your household combined, before taxes?

Under \$20,000

\$20,000 to just under \$40,000

\$40,000 to just under \$60,000

\$60,000 to just under \$80,000

\$80,000 to just under \$100,000

\$100,000 to just under \$150,000

\$150,000 and above

VOLUNTEERED Prefer not to answer

ENSURE A GOOD MIX.

20. The focus group discussion will be audio-taped and video-taped for research purposes only. The taping is conducted to assist our researchers in writing their report. Do you consent to being audio-taped and video-taped?

Yes

No **THANK AND END**

INVITATION

I would like to invite you to this online focus group discussion, which will take place the evening of **[INSERT DATE/TIME BASED ON GROUP # IN CHART ON PAGE 1]**. The group will be two hours in length and you will receive \$90 for your participation following the group via an e-transfer.

Please note that there may be observers from the Government of Canada at the group and that the discussion will be videotaped. By agreeing to participate, you have given your consent to these procedures.

Would you be willing to attend?

Yes

CONTINUE

No

THANK AND END

May I please have your full name, a telephone number that is best to reach you at as well as your e-mail address if you have one so that I can send you the details for the group?

Name:

Telephone Number:

E-mail Address:



You will receive an e-mail from **The Strategic Counsel** with the instructions to login to the online group. Should you have any issues logging into the system specifically, you can contact our technical support team at support@thestrategiccounsel.com.

We ask that you are online at least 15 minutes prior to the beginning of the session in order to ensure you are set up and to allow our support team to assist you in case you run into any technical issues.

You may be required to view some material during the course of the discussion. If you require glasses to do so, please be sure to have them handy at the time of the group. Also, you will need pen and paper in order to take some notes throughout the group.

This is a firm commitment. If you anticipate anything preventing you from attending (either home or work-related), please let me know now and we will keep your name for a future study. If for any reason you are unable to attend, please let us know as soon as possible at [1-800-xxx-xxxx] so we can find a replacement.

Thank you very much for your time.

RECRUITED BY: _____

DATE RECRUITED: _____

Questionnaire de recrutement, version française

Bureau du Conseil privé Questionnaire de recrutement — octobre 2020 Groupes en français

Résumé des consignes de recrutement

- Groupes tenus en ligne.
- Durée prévue de chaque rencontre : deux heures.
- Recrutement de huit participants pour assurer la présence d'au moins six à huit personnes.
- Incitatifs de 90 \$ par personne, versés aux participants par transfert électronique après la rencontre.

Caractéristiques des groupes de discussion :

GROUPE	DATE	HEURE (DE L'EST)	LIEU	COMPOSITION DU GROUPE	MODÉRATEUR
2	5 octobre	18 h-20 h	Grande région de Montréal – y compris Montréal même	Canadiens racialisés	M. Proulx
6	15 octobre	18 h-20 h	Québec – Outaouais, ville de Québec, région de Gaspé	Population générale	M. Proulx
11	27 octobre	18 h-20 h	Québec – Grandes villes	Bénéficiaires de prestations qui remplacent la PCU	M. Proulx

Questionnaire de recrutement

INTRODUCTION

Hello, my name is **[RECRUITER NAME]**. I'm calling from The Strategic Counsel, a national public opinion research firm, on behalf of the Government of Canada / Bonjour, je m'appelle **[NOM DU RECRUTEUR]**. Je vous téléphone du Strategic Counsel, une entreprise nationale de recherche sur l'opinion publique, pour le compte du gouvernement du Canada.

Would you prefer to continue in English or French? / Préférez-vous continuer en français ou en anglais?
[CONTINUER DANS LA LANGUE PRÉFÉRÉE]

NOTER LA LANGUE ET CONTINUER

Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**

Français **CONTINUER**

Nous organisons, pour le compte du gouvernement du Canada, une série de groupes de discussion vidéo en ligne afin d'explorer des questions d'actualité qui intéressent les Canadiens.

La rencontre prendra la forme d'une table ronde animée par un modérateur expérimenté. Les participants recevront un montant d'argent en remerciement de leur temps.

Votre participation est entièrement volontaire et toutes vos réponses seront confidentielles. Nous aimerions simplement connaître vos opinions : personne n'essaiera de vous vendre quoi que ce soit ou de promouvoir des produits. Notre rapport sur cette série de groupes de discussion n'attribuera aucun commentaire à une personne en particulier.

Avant de vous inviter à participer, je dois vous poser quelques questions qui nous permettront de former des groupes suffisamment diversifiés. Puis-je vous poser quelques questions?

Oui **CONTINUER**

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

QUESTIONS DE SÉLECTION

1. Est-ce que vous ou une personne de votre ménage avez travaillé pour l'un des types d'organisations suivants au cours des cinq dernières années?

Une société d'études de marché
CONCLURE

REMERCIER ET

Une agence de commercialisation, de marque ou de publicité
CONCLURE

REMERCIER ET

Un magazine ou un journal
CONCLURE

REMERCIER ET

Un ministère ou un organisme gouvernemental fédéral, provincial ou territorial
CONCLURE

REMERCIER ET

- Un parti politique **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans les relations publiques ou les relations avec les médias **REMERCIER ET CONCLURE**
- Dans le milieu de la radio ou de la télévision **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non, aucune de ces réponses **CONTINUER**

1a. **POUR TOUS LES LIEUX** : Êtes-vous un ou une employé(e) retraité(e) du gouvernement du Canada?

- Oui **REMERCIER ET CONCLURE**
- Non **CONTINUER**

2. Quelle langue parlez-vous le plus souvent à la maison?

- Anglais **REMERCIER ET CONCLURE**
- Français **CONTINUER**
- Autre [Préciser ou non la langue, selon les besoins de l'étude] **REMERCIER ET CONCLURE**
- Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

3. Dans quelle ville habitez-vous?

LIEU	VILLES	
Grande région de Montréal (GRM) – y compris Montréal même	<p>Les villes de la GRM peuvent notamment comprendre : Montréal, Laval, Longueuil, Terrebonne, Brossard, Saint-Jérôme, Blainville, Mirabel, Dollard-des-Ormeaux</p> <p>PAS PLUS DE DEUX PARTICIPANTS DE LA VILLE DE MONTRÉAL. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.</p>	CONTINUER – GROUPE 2
Québec – Outaouais, ville de Québec, région de Gaspé	<p>Les villes de l'Outaouais peuvent notamment comprendre : Gatineau (Hull, Aylmer, Gatineau, Masson-Angers, Buckingham), la région de Pontiac, Chelsea, Papineauville, Gracefield, Montebello, Maniwaki</p> <p>Ville de Québec LES PARTICIPANTS DOIVENT RÉSIDER DANS CES VILLES.</p> <p>Région de Gaspé : En plus de la ville de Gaspé, le territoire de Gaspé comprend les municipalités de Cap-aux-Os, Cap-des-Rosiers, Douglastown,</p>	CONTINUER – GROUPE 6

	Haldimand, Jersey Cove, L'Anse-à-Fugère, L'Anse-à-Valleau, L'Anse-au-Griffon, Penouille, Petit-Cap, Petite-Rivière-au-Renard, Pointe-Jaune, Rivière-au-Renard, Rivière-Morris, Sandy Beach, Saint-Majorique, Saint-Maurice-de-l'Échouerie, Wakeham et York. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	
Québec – Grandes villes	Villes de taille importante à l'extérieur de la GRM et de la ville de Québec Ces villes peuvent notamment comprendre : Sherbrooke, Trois-Rivières, Chicoutimi – Jonquière, Saint-Jean-sur-Richelieu, Saint-Jérôme ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES VILLES DANS CHAQUE LIEU.	CONTINUER – GROUPE 11
Autre lieu	-	REMERCIER ET CONCLURE
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	-	REMERCIER ET CONCLURE

3a. Depuis combien de temps habitez-vous à [INSÉRER LE NOM DE LA VILLE]?

Moins de deux ans	REMERCIER ET CONCLURE
Deux ans ou plus	CONTINUER
Ne sais pas/Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION EN FONCTION DU NOMBRE D'ANNÉES DE RÉSIDENCE DANS LA VILLE. PAS PLUS DE DEUX PAR GROUPE DOIVENT Y VIVRE DEPUIS MOINS DE 5 ANS.

4. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 2** Lequel ou lesquels des groupes raciaux ou culturels suivants vous décrivent le mieux? (plusieurs réponses possibles)

RECRUTER TOUTE PERSONNE QUI SE DÉCRIT COMME NON BLANCHE OU NON CAUCASIENNE. ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES GROUPES RACIAUX OU CULTURELS.

Blanc/Caucasien **REMERCIER ET CONCLURE**

Asiatique du Sud (p. ex., Indien d'Asie, Pakistanais, Sri-Lankais)

Chinois

- Noir
- Latino-Américain
- Philippin
- Arabe
- Asiatique du Sud-Est (p. ex., Vietnamien, Cambodgien, Thaïlandais)
- Coréen ou Japonais
- Autre groupe (préciser)
- RÉPONSE SPONTANÉE** Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 11** Dans les six derniers mois, avez-vous reçu la Prestation canadienne d’urgence (PCU) du gouvernement du Canada?

- Oui **PASSER À LA Q.5a**
- Non **REMERCIER ET CONCLURE**
- Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

5a. **DEMANDER UNIQUEMENT AU GROUPE 11** La dernière période d’admissibilité des Canadiens à la PCU (2 000 \$/mois) a pris fin le 26 septembre. Le gouvernement du Canada a annoncé que les personnes ayant encore besoin d’un soutien du revenu pourraient faire la transition vers un régime d’assurance-emploi (AE) simplifié ou une série de trois nouvelles prestations de relance. Est-ce que vous recevez actuellement certaines de ces prestations du gouvernement du Canada?

- Assurance-emploi (AE) **CONTINUER**
- Prestation canadienne de la relance économique **CONTINUER**
- Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants **CONTINUER**
- Prestation canadienne de maladie pour la relance économique **CONTINUER**
- Non, je ne reçois aucune de ces prestations **REMERCIER ET CONCLURE**
- Ne sais pas/Préfère ne pas répondre **REMERCIER ET CONCLURE**

6. Seriez-vous prêt/prête à m’indiquer votre tranche d’âge dans la liste suivante?

Moins de 18 ans	SI POSSIBLE, DEMANDER À PARLER À UNE PERSONNE DE 18 ANS OU PLUS ET REFAIRE L’INTRODUCTION. SINON, REMERCIER ET CONCLURE.
18 à 24	CONTINUER ASSURER UNE BONNE REPRÉSENTATION DES ÂGES DANS CHAQUE GROUPE.
25 à 34	
35 à 44	
45 à 54	
55 ans ou plus	
RÉPONSE SPONTANÉE Préfère ne pas répondre	REMERCIER ET CONCLURE

7. **[NE PAS DEMANDER]** Sexe **NOTER SELON VOTRE OBSERVATION.**

- Homme
- Femme

ASSURER UNE PROPORTION ÉGALE D'HOMMES ET DE FEMMES DANS CHAQUE GROUPE.

8. Est-ce que vous connaissez le concept du « groupe de discussion »?

Oui **CONTINUER**

Non **EXPLIQUER QUE** : « *un groupe de discussion se compose de six à huit participants et d'un modérateur. Au cours d'une période de deux heures, les participants sont invités à discuter d'un éventail de questions reliées au sujet abordé* ».

9. Dans le cadre du groupe de discussion, on vous demandera de participer activement à une conversation. En pensant à la manière dont vous interagissez lors de discussions en groupe, quelle note vous donneriez-vous sur une échelle de 1 à 5 si 1 signifie « j'ai tendance à ne pas intervenir et à écouter les autres parler » et 5, « je suis habituellement une des premières personnes à parler »?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

10. Étant donné que ce groupe se réunira en ligne, vous aurez besoin, pour participer, d'un accès Internet haut débit et d'un ordinateur muni d'une caméra Web, d'un microphone et d'un haut-parleur en bon état de marche. **CONFIRMER LES POINTS CI-DESSOUS. METTRE FIN À L'APPEL SI NON À L'UN DES TROIS.**

Le participant a accès à Internet haut débit

Le participant a un ordinateur avec caméra Web

11. Avez-vous utilisé des logiciels de réunion en ligne tels que Zoom, Webex, Microsoft Teams, Google Hangouts/Meet, etc., au cours des deux dernières années?

Oui **CONTINUER**

Non **CONTINUER**

12. Sur une échelle de 1 à 5 où 1 signifie que vous n'êtes pas du tout habile et 5 que vous êtes très habile, comment évaluez-vous votre capacité à utiliser seul(e) les plateformes de réunion en ligne?

1-2 **REMERCIER ET CONCLURE**

3-5 **CONTINUER**

13. Au cours de la discussion, vous pourriez devoir lire ou visionner du matériel affiché à l'écran, ou faire des exercices en ligne comme ceux qu'on trouve dans les sondages. On vous demandera aussi de participer activement à la discussion en ligne à l'aide d'une caméra Web. Pensez-vous avoir de la difficulté, pour une raison ou une autre, à lire les documents ou à participer à la discussion par vidéo?

CONCLURE L'ENTRETIEN SI LE RÉPONDANT SIGNALE UN PROBLÈME DE VISION OU D'AUDITION, UN PROBLÈME DE LANGUE PARLÉE OU ÉCRITE, S'IL CRAINT DE NE POUVOIR COMMUNIQUER EFFICACEMENT, SI L'UTILISATION D'UNE CAMÉRA WEB LUI POSE PROBLÈME, OU SI VOUS, EN TANT QU'INTERVIEWEUR, AVEZ DES DOUTES QUANT À SA CAPACITÉ DE PARTICIPER EFFICACEMENT AUX DISCUSSIONS.

14. Avez-vous déjà participé à un groupe de discussion, à une entrevue ou à un sondage organisé à l'avance en contrepartie d'une somme d'argent?

Oui **CONTINUER**
Non **PASSER À LA Q.18**

15. À quand remonte le dernier groupe de discussion auquel vous avez participé?

À moins de six mois, **REMERCIER ET CONCLURE**
À plus de six mois, **CONTINUER**

16. À combien de groupes de discussion avez-vous participé au cours des cinq dernières années?

0 à 4 groupes, **CONTINUER**
5 groupes ou plus **REMERCIER ET CONCLURE**

17. Et sur quels sujets portaient-ils?

METTRE FIN À L'ENTRETIEN SI LES SUJETS ÉTAIENT LES MÊMES OU SEMBLABLES

CRITÈRES DE RECRUTEMENT SUPPLÉMENTAIRES

Il me reste quelques dernières questions avant de vous donner les détails du groupe de discussion, comme l'heure et la date.

18. Quel est le niveau de scolarité le plus élevé que vous avez atteint?

École primaire
Études secondaires partielles
Diplôme d'études secondaires ou l'équivalent
Certificat ou diplôme d'apprenti inscrit ou d'une école de métiers
Certificat ou diplôme d'un collège, cégep ou autre établissement non universitaire
Certificat ou diplôme universitaire inférieur au baccalauréat
Baccalauréat
Diplôme d'études supérieur au baccalauréat
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

19. Laquelle des catégories suivantes décrit le mieux le revenu annuel total de votre ménage en 2019— c'est-à-dire le revenu cumulatif de l'ensemble des membres de votre ménage avant impôt?

Moins de 20 000 \$
20 000 \$ à moins de 40 000 \$
40 000 \$ à moins de 60 000 \$
60 000 \$ à moins de 80 000 \$
80 000 \$ à moins de 100 000 \$
100 000 \$ à moins de 150 000 \$
150 000 \$ ou plus
RÉPONSE SPONTANÉE : Préfère ne pas répondre
ASSURER UN BON MÉLANGE.

20. La discussion sera enregistrée sur bandes audio et vidéo, strictement aux fins de la recherche. Les enregistrements aideront nos chercheurs à rédiger leur rapport. Est-ce que vous consentez à ce qu'on vous enregistre sur bandes audio et vidéo?

Oui

Non **REMERCIER ET CONCLURE**

INVITATION

J'aimerais vous inviter à ce groupe de discussion en ligne, qui aura lieu le **[DONNER LA DATE ET L'HEURE EN FONCTION DU N° DE GROUPE INDIQUÉ DANS LE TABLEAU, PAGE 1]**. La discussion durera deux heures et vous recevrez 90 \$ pour votre participation. Ce montant vous sera envoyé par transfert électronique après la tenue du groupe de discussion.

Veuillez noter que des observateurs du gouvernement du Canada pourraient être présents au groupe et que la discussion sera enregistrée sur bande vidéo. En acceptant de participer, vous donnez votre consentement à ces modalités.

Est-ce que vous accepteriez de participer?

Oui

CONTINUER

Non

REMERCIER ET CONCLURE

Puis-je avoir votre nom complet, le numéro de téléphone où vous êtes le plus facile à joindre et votre adresse électronique, si vous en avez une, pour vous envoyer les détails au sujet du groupe?

Nom :

Numéro de téléphone :

Adresse courriel :

Vous recevrez un courrier électronique du **Strategic Counsel** expliquant comment rejoindre le groupe en ligne. Si la connexion au système vous pose des difficultés, veuillez en aviser notre équipe de soutien technique à : support@thestrategiccounsel.com.

Nous vous prions de vous mettre en ligne au moins 15 minutes avant l'heure prévue, afin d'avoir le temps de vous installer et d'obtenir l'aide de notre équipe de soutien en cas de problèmes techniques.

Vous pourriez devoir lire des documents au cours de la discussion. Si vous utilisez des lunettes, assurez-vous de les avoir à portée de main durant la rencontre. Vous aurez également besoin d'un stylo et de papier pour prendre des notes.

Ce rendez-vous est un engagement ferme. Si vous pensez ne pas pouvoir participer pour des raisons personnelles ou professionnelles, veuillez m'en aviser dès maintenant et nous conserverons votre nom pour une étude ultérieure. Enfin, si jamais vous n'êtes pas en mesure de participer, veuillez nous prévenir le plus rapidement possible au **[1-800-xxx-xxxx]** pour que nous puissions trouver quelqu'un pour vous remplacer.

Merci de votre temps.

RECRUTEMENT FAIT PAR : _____

DATE DU RECRUTEMENT : _____

Annexe B – Guides du modérateur

Guide du modérateur, version anglaise

MODERATOR'S GUIDE – October 2020 MASTER

INTRODUCTION (10 minutes) All Locations

- Moderator or technician should let participants know that they will need pen and paper in order to take some notes, jot down some thoughts around some material that we will show them later in the discussion.

GOVERNMENT OF CANADA IN THE NEWS (10-30 minutes) All Locations

- What have seen, read or heard about the Government of Canada in the last few days?
- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City, Northern Alberta, Manitoba** Have you heard anything recently in the news regarding a Government of Canada ban on plastics? What have you heard?
 - Do you think it's a good or a bad idea?
- Have you heard about what the Government of Canada is doing regarding the current COVID-19 pandemic?
- **GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians** Data in the US shows that some members of racial and ethnic minority groups are at increased risk of getting COVID-19 or experiencing severe illness, regardless of age. For example, African Americans have among the highest COVID-19 associated hospitalization rates. Do you think this has been the case in Canada too – i.e. that racialized Canadians are disproportionately affected here?
 - (IF YES) What should the government be doing to address this?
- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Have you heard anything about COVID-19 testing in your community? What have you heard?
 - PROMPT AS NEEDED:
 - What about the number of testing sites, or capacity – are there enough?
 - Have you heard or know anything about long wait times for tests or for test results?
- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients** Does anything need to be done about testing capacity? What needs to be done?
 - Is there anything the Government of Canada can do to address this?

- **Yellowknife** Have you heard anything recently about Government of Canada's Northern Business Relief Fund?

Yellowknife CLARIFY AS NEEDED

The Northern Business Relief Fund (NBRF) provides short term support, in the form of a non-repayable grant, for ongoing operational costs to small and medium sized territorial businesses impacted by economic disruptions due to COVID-19. In recognition of the continuing impacts of COVID-19, the Canadian Northern Economic Development Agency (CanNor) extended financial support beyond July 31, 2020 based on a demonstrated need for up to a maximum of \$100,000 or up to March 2021, whichever comes first, to businesses operating in tourism accommodations, food services, arts, entertainment and recreation, transportation and retail sectors. Others may be assessed on a case-by-case basis.

- **Yellowknife** What are your thoughts on this type of initiative?
- **Northern Alberta, Manitoba, Yellowknife** Have you seen, read or heard anything recently about the Canada Emergency Response Benefit (CERB) or Employment Insurance (EI)? What did you hear?
 - How do you feel about this change?

Northern Alberta, Manitoba, Yellowknife SHOW ON SCREEN:

The Government of Canada also announced a suite of three new recovery benefits:

- The new **Canada Recovery Benefit** would provide a benefit amount of \$500 per week for workers who are not eligible for EI - mainly the self-employed and including those working in the gig economy (e.g. freelancers, consultants, independent contractors, temporary contract workers, etc.)
- The new **Canada Recovery Caregiving Benefit**, would provide \$500 per week to anyone who is unable to work because they need to provide care to children or support to other dependents who had to stay home (e.g. they had to stop work because their child's school or daycare closed because of COVID-19).
- The new **Canada Recovery Sickness Benefit** would provide \$500 per week for up to two weeks for those who don't have paid sick leave and become sick or must self-isolate due to reasons linked to COVID-19.

Northern Alberta, Manitoba, Yellowknife The simplified EI system and the new recovery benefits will be in place for one year, and will provide a minimum entitlement of 26 weeks of regular benefits (aside from the Canada Recovery Sickness Benefit - which is for up to 2 weeks).

- **Northern Alberta, Manitoba, Yellowknife** What are your thoughts about these new recovery benefits? How do you feel about it?

- Experiencing 2nd Wave Ontario, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario Have you heard anything about fisheries in Nova Scotia?
 - PROMPT AS NECESSARY: Anything about Indigenous fishers and commercial fishers related to lobster fishing?
 - What have you heard?
 - Do you think the Government of Canada needs to step in?
 - IF YES: What should the Government of Canada do?

BEHAVIOUR (10-30 minutes) Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Atlantic Canada Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City, Yellowknife, Experiencing 2nd Wave Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario

- Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Atlantic Canada Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City, Experiencing 2nd Wave Ontario Have you changed your behaviour in the last few weeks? Experiencing 2nd Wave Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario What are you doing differently now compared to the summer?
 - What have you done? (*Probe for whether or not things have changed with children going back to school, or given the increase in cases in Canada*).
 - If yes: why are you doing these things more?
 - If no: why haven't you changed your behaviour?
- Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City, Experiencing 2nd Wave Ontario What about your spending habits - have these changed over the course of the pandemic? How so?
- Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City, Experiencing 2nd Wave Ontario And when you think of your various expenses, has the pandemic impacted your day-to-day cost of living?
- Nova Scotia Have you heard anything about a second wave in Canada recently? What have you heard?

Nova Scotia CLARIFY AS NECESSARY

Some provincial governments have announced that their provinces are currently experiencing a second wave, and the number of cases are also rising in other regions.

- Nova Scotia What do you think about this? Are you worried about the number of cases increasing in Canada?

- **Nova Scotia** Do you think Nova Scotia will see a rise in the number of cases? Why/why not?
- **GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians** Do you think we're currently experiencing a second wave, do you think a second wave is coming, or do you think there won't be a second wave?
- **GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians** Do you think we're prepared to handle a second wave? What makes you say that?
- **Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Atlantic Canada Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City** What do you expect to happen as we go through the fall?
- **Experiencing 2nd Wave Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario** What do you expect to happen in the next few months?
 - **Nova Scotia** Do you think that for Canada, the situation will be better, worse or about the same as the spring?
 - **Nova Scotia** How about for Nova Scotia?
 - **Atlantic Canada Indigenous Peoples** Do you think that the COVID-19 situation will be better, worse or about the same as the spring?
 - **GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City** For those of you who feel we're currently experiencing a second wave or that it's coming, do you think that it will be better, worse or about the same as the spring?
 - **Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Atlantic Canada Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City** Do you think restrictions will be reinstated? Why/why not?
 - **Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Atlantic Canada Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City** If yes: to what extent?
 - **Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Atlantic Canada Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City** Under what conditions do you think restrictions should be reinstated? And, what should those restrictions be?
 - **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City, Experiencing 2nd Wave Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario** Do you anticipate your habits will change?
- **Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Atlantic Canada Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City** And as we go through the fall, are you concerned about impacts on you, your families, your community, business due to COVID? How so?

- **Experiencing 2nd Wave Ontario** Are you concerned about impacts on you, your families, your community, business due to COVID? How so?
 - **Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians, Atlantic Canada Indigenous Peoples, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City Experiencing 2nd Wave Ontario** Do you have any concerns about mental health impacts for those in your social circles or your community?
- **Yellowknife** Broadly speaking, do you feel that COVID-19 and COVID-related restrictions have impacted you especially compared to bigger cities with lots of cases across Canada?
- **Yellowknife** What has been the most inconvenient thing for you due to COVID? What has been your biggest adjustment since the beginning of the pandemic?

SPEECH FROM THE THRONE (20 minutes) Nova Scotia

I'd now like to shift our attention to another topic.

- Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's Speech from the Throne?
 - IF YES: What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

A week ago Wednesday, a new session of Parliament opened with the Speech from the Throne, which introduced the government's direction and goals, and outlines how it will work to achieve them.

- Now that I've provided a bit of information, do you recall hearing anything about this?

IF YES:

- What did you hear? What did you hear about what it includes?
- What is the focus of this new plan?
- Is there something about this new plan that you particularly liked or did not like?

CLARIFY AS NECESSARY

The GofC introduced four main pillars that they wish to focus on.

- Build back better, to create a stronger and more resilient Canada;
 - Fight the pandemic and save lives;
 - Stand up for who we are as Canadians, making progress on gender equality, reconciliation, and fighting discrimination; and
 - Support people and business through the crisis, as long as it lasts, whatever it takes.
- Do you think the Government of Canada is missing any important opportunities? Are they leaving anything out?

- IF YES: What other priorities does the government need to focus on?
- Have any of you heard anything about the Government of Canada's projected deficit this year? What have you heard?
- A couple of months ago, the Government of Canada was projecting a \$343-billion deficit this year. How do you feel about that?
 - Based on the Speech from the Throne, do you think the deficit will increase, decrease or stay the same? How do you feel about that?

NOVA SCOTIA FISHERIES (15 minutes) Nova Scotia

- Have you heard anything about fisheries in Nova Scotia?
 - PROMPT AS NECESSARY: Anything about Indigenous fishers and commercial fishers related to lobster fishing?
 - What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

Recently, a Mi'kmaq band launched its own Mi'kmaq-regulated, rights-based lobster fishery in St. Mary's Bay. In response to the fishery's launch, non-Indigenous fishers attempted to block boats going out to fish, allegedly cut trap lines on Indigenous property (ensuring they wouldn't be able to retrieve their traps), removed traps from the water and gathered in front of an alleged buyer's home.

- What are your thoughts on this issue?
- Is this an important issue for the Government of Canada to address? Why/why not?

CERB TO EI (20-30 minutes) Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients

- Have you seen, read or heard anything recently about the Canada Emergency Response Benefit (CERB) or Employment Insurance (EI)? What did you hear?

SHOW ON SCREEN:

Nova Scotia The Government of Canada recently announced that it will be transitioning to a simplified Employment Insurance (EI) program. Originally the CERB was ending at the end of August, but it was extended another four weeks and ended this past weekend.

GMA Racialized Canadians The Government of Canada recently announced that it will be transitioning to a simplified Employment Insurance (EI) program. Originally the CERB was ending at the end of August, but it was extended another four weeks and ended a little over a week ago now.

Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients The Government of Canada recently transitioned to a simplified Employment Insurance (EI) program.

Nova Scotia, GMA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients As a follow-up to the Government of Canada's Speech from the Throne, last Thursday the Government of Canada announced that it would boost the proposed weekly payout for unemployed Canadians transitioning from the CERB to EI to \$500 a week, up from the originally announced \$400. Anyone eligible for EI will need to have worked 120 hours to qualify, well below current EI requirements - since many Canadians have been unable to work due to the pandemic and accumulate the required number of hours.

Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients As a follow-up to the Government of Canada's Speech from the Throne, the Government of Canada announced that it would boost the proposed weekly payout for unemployed Canadians transitioning from the CERB to EI to \$500 a week, up from the originally announced \$400. Anyone eligible for EI will need to have worked 120 hours to qualify, well below current EI requirements - since many Canadians have been unable to work due to the pandemic and accumulate the required number of hours.

The Government of Canada also announced a suite of three new recovery benefits:

1. The new **Canada Recovery Benefit** would provide a benefit amount of \$500 per week for workers who are not eligible for EI - mainly the self-employed and including those working in the gig economy (e.g. freelancers, consultants, independent contractors, temporary contract workers, etc.)
 2. The new **Canada Recovery Caregiving Benefit**, would provide \$500 per week to anyone who is unable to work because they need to provide care to children or support to other dependents who had to stay home (e.g. they had to stop work because their child's school or daycare closed because of COVID-19).
 3. The new **Canada Recovery Sickness Benefit** would provide \$500 per week for up to two weeks for those who don't have paid sick leave and become sick or must self-isolate due to reasons linked to COVID-19.
- What do you think about this approach? Do the minimum benefit rate and the eligibility requirements make sense? Why/why not?
 - **Nova Scotia, GMA Racialized Canadians** How long do you think the benefits for people who can't work due to COVID-19 or because they need to care for others will need to be in place?

- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients** Do you have any concerns regarding the transfer of the CERB to EI?
 - Do you know how the transfer works?
 - AS NECESSARY: does it apply to you? Do you need to apply?
- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients** Have any of you applied?
 - IF YES: How did you find the process?
- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients** FOR THOSE WHO HAVE NOT APPLIED: Do you think you will apply at some point? Why/why not?

INCLUDE IF TIME

- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients** How long do you think the benefits for people who can't work due to COVID-19 or because they need to care for others will need to be in place?

Nova Scotia CLARIFY AS NECESSARY

The simplified EI system and the new recovery benefits will be in place for one year, and will provide a minimum entitlement of 26 weeks of regular benefits (aside from the Canada Recovery Sickness Benefit - which is for up to 2 weeks).

Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients CLARIFY AS NECESSARY

The simplified EI system and the new recovery benefits will be in place for one year, and will provide a minimum entitlement of 26 weeks of regular benefits (aside from the Canada Recovery Sickness Benefit - which is for up to 2 weeks).

- **Nova Scotia, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients** Do you think keeping these in place for a year seems reasonable? Why/why not?
- Do you think that this approach is leaving anyone out? Why/why not?

Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients Under the previous system, EI payments were taxable income, meaning federal and provincial or territorial taxes, where applicable, are deducted when you receive them.

- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients** Do you think that applies for the simplified EI system and the new recovery benefits? i.e., Are these taxable?
- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients** Would you have any concerns about it come tax time in the spring?

RACISM (45 minutes) GMA Racialized Canadians, GTHA Racialized Canadians

- I'd now like to focus on a different issue...
- Is racism a problem in Canada? IF YES: How big of a problem is it?
 - How would you characterize racism against racialized Canadians? PROMPT AS NECESSARY: How bad is it?
 - Where does it manifest itself most? (e.g. the way people are treated day-to-day, in law enforcement or the justice system, in workplaces, in education system, etc.)
 - As well as more obvious forms of racism, there can be instances where it's more subtle, such as making assumptions about individuals because of their race, stereotyping them, or subconsciously treating certain individuals differently because of their race. Have you noticed instances of this in Canada towards racialized Canadians?
 - What specifically?
- Do you think that the Government of Canada needs to do more to address racism in Canada? Why/why not?
 - What has the Government of Canada done in recent years around this issue?
 - What more specifically do they need to do?
- The Government of Canada recently announced that it would address systemic racism. I'm going to show you some of the things the Government of Canada said it will do (**SHOW ON SCREEN**):
 - Accelerate work to co-develop a legislative framework for First Nations policing as an essential service
 - Building a whole-of-federal-government approach around better collection of disaggregated data
 - Going further on economic empowerment for specific communities, and increasing diversity on procurement
 - Implementing an action plan to increase representation in hiring and appointments, and leadership development within the Public Service

- Introduce legislation and make investments that take action to address the systemic inequities in all phases of the criminal justice system, from diversion to sentencing, from rehabilitation to records
 - Modernize training for police and law enforcement, including addressing standards around the use of force
 - Move forward on enhanced civilian oversight of our law enforcement agencies, including the RCMP
 - Move forward on RCMP reforms, with a shift toward community-led policing
 - Taking action on online hate
 - Taking new steps to support the artistic and economic contributions of Black Canadian culture and heritage
- **GTHA Racialized Canadians** Moderator to read each item out loud and then ask for each:
 - **GTHA Racialized Canadians** Is this clear to you?
 - What do you think this means?
 - **GTHA Racialized Canadians** How do you think this would specifically address systemic racism?
 - **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select up to 3 things on this list that you think would make the biggest difference in reducing racial inequality in Canada. If you don't think any of these will make a difference, you can vote "none of the above".

Moderator to discuss the initiatives selected the most. WHY were they selected?

- **GMA Racialized Canadians** Was there anything on this list that you find confusing or unclear?
- Was there anything on this list you think is a BAD idea and should NOT be done?

AD CONCEPT TESTING (20 minutes) **GTHA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City**

We are now going to review a potential ad that is currently being developed by the Government of Canada. You will notice that the ad is not in its finished form. Instead the images look more like a comic strip and convey what you would see in each frame of the ad. The final video would be produced using professional animation. Please keep this in mind as you are viewing the ad. I will show the ad to you twice, and then we will discuss what we thought about it. Feel free to take notes to help you remember what you liked and didn't like about the ad.

SHOW VIDEO STORYBOARD

- What was the key message(s) or idea(s) conveyed overall?
 - What did it say to you?

- What did you like/dislike?
- **GTHA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients**
What about the approach taken/tone? Was it appropriate? Why or why not?
 - What did you think about the colours?
- **Quebec City** What about the approach taken/tone, including that the format is using an animation? Was it appropriate? Why or why not?
- **GTHA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients**
Was it credible/believable? Why or why not?
- **GTHA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients**
Is it appropriate for the Government of Canada to provide this kind of information? Why or why not?
- Is the language easy to understand? Why do you say that?
 - Were there any specific parts that were unclear, difficult to understand or confusing? What makes it unclear? Any words you didn't understand?
- **GTHA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients**
Is it a relevant message to you?
 - Is it aimed at you or do you think it's really aimed at someone else? If someone else, who? Why do you think it is aimed at them?
- **GTHA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients**
Is it a clear message, or not?
- **GTHA Racialized Canadians, Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients**
Is it informative, or not?
 - Is the content useful, or not?
 - If you heard this ad, would it prompt you to seek additional information? Why/why not?
 - Did it leave you with any questions? What questions?
- What do you think of this line in the ad: "Continuing to support Canadians now will help keep Canada safe and strong"?
- What if this line said instead: "Continuing to support each other today can help keep us safe, and help make Canada more resilient". Which do you think is more effective? What makes you say that?

- **Mid-size and Major Centres Ontario EI/Recovery Benefits Recipients, Quebec City** Now let's consider this line in the ad: "an expanded, more accessible EI" – what do you think this means?
 - PROMPT AS NECESSARY: Do you interpret this as meaning EI will now be available to more Canadians, EI will be easier to apply for, or something else? What makes you say that?
 - Assuming it means that EI will now be available to more Canadians (i.e. more Canadians are now eligible), is there a better way to briefly say this or does the current line ("an expanded, more accessible EI") work?
 - **Quebec City** What if it said: "a simplified EI" – do you think that works better?
- Do you have any other suggestions on how this could be improved? How so?

Quebec City I'd now like to show you a potential social media ad that could be used by the Government of Canada.

Quebec City SHOW FAMILY IMAGE ON SCREEN

- **Quebec City** What do you think of this ad?

Quebec City Now I'm going to show you a different image that could be used for this ad.

Quebec City SHOW IMAGE OF WOMAN WITH SENIOR ON SCREEN

- **Quebec City** What do you think of this image? Why do you think it shows a woman walking with a young woman – what does that mean to you?
 - PROMPT AS NECESSARY: Is it clear that that this image is directed to individuals caring for family members for reasons related to COVID?
- **Quebec City** Which image do you think is more effective for a social media ad about the Canada Recovery Caregiving Benefit? What makes you say that?

INDIGENOUS ISSUES (65 minutes) **Atlantic Canada Indigenous Peoples**

I'd now like to shift our attention to Indigenous issues.

- What important Indigenous issues do you think the Government of Canada should focus on?
- Has the GC done anything well?
- What can they improve on?
- Have you heard anything about fisheries in Nova Scotia?
 - PROMPT AS NECESSARY: Anything about Indigenous fishers and commercial fishers related to lobster fishing?
 - What have you heard?

CLARIFY AS NECESSARY

Recently, a Mi'kmaq band launched its own Mi'kmaq-regulated, rights-based lobster fishery in St. Mary's Bay. In response to the fishery's launch, non-Indigenous fishers attempted to block boats going out to fish, allegedly cut trap lines on Indigenous property (ensuring they wouldn't be able to retrieve their traps), removed traps from the water and gathered in front of an alleged buyer's home.

- What are your thoughts on this issue?
- Is this an important issue for the Government of Canada to address? Why/why not?

Now moving on to a different topic...

- Have you heard of UNDRIP (the United Nations Declaration on the Rights of Indigenous Peoples)?

SHOW ON SCREEN

UNDRIP is an international document adopted by the United Nations in 2007 that lays out the basic rights that Indigenous peoples should have around the world. It outlines how governments should respect the human rights of Indigenous peoples.

UNDRIP consists of 46 articles that describe specific rights and actions that governments must take to protect these rights. The main themes in the declaration are:

- The right to self-determination
 - The right to cultural identity
 - The right to free, prior and informed consent (i.e. the right to be consulted and make decisions on any matter that may affect the rights of Indigenous peoples)
 - Protection from discrimination
- Let's say that Canada fully implemented UNDRIP. What do you think that would involve? What kinds of changes would you expect to see?

I'd now like to talk about racism for a bit...

- How would you define systemic racism?

CLARIFY AS NECESSARY

Systemic racism is generally defined as a problem with how society is set up, not just individual attitudes towards certain groups. So it's as if there's a built-in bias or racist lens in our various institutions and systems that leads to unfair treatment or outcomes for certain groups. So essentially rather than focusing on a few "bad apples" as the problem (e.g. a few racist people), systemic racism is when the whole barrel of apples is spoiled.

- Do you believe there is systemic racism against Indigenous people in Canada?
- Are there any institutions or systems that perpetrate systemic racism in Canada?
 - AS NECESSARY: for example, our education systems, healthcare systems, etc.?
 - IF YES: what kind of changes need to be made to these institutions/systems to improve their treatment of Indigenous people?
- What about the RCMP or police forces – is there systemic racism in our policing systems? How so? Do you have any examples or anecdotes that come to mind?
- What about our judicial system, such as the way courts engage with Indigenous people and how they do sentencing –is there systemic racism here? How so? Do you have any examples or anecdotes that come to mind?

I'd now like to talk about drinking water for a bit...

- Have you heard about Government of Canada efforts to lift long-term drinking water advisories on reserves?

I'm going to show you an infographic about the work being done by the federal government to lift long-term drinking water advisories and I will ask you for your opinion about it afterwards.

Show the infographic 'Progress on lifting long-term drinking water advisories on public systems on reserves'

- What are your first reactions?
- Now that you've seen this, how would you rate the progress the Government of Canada has made on this issue? Would you say they've made a lot of progress, a bit, none, or have they made things worse?
- What else should the Government of Canada be doing to improve drinking water on reserves?

COVID-19 ALERT APP (20 minutes) Quebec City, Manitoba

- Have you seen, read or heard anything about the Government of Canada's COVID Alert app?
 - IF AWARE: Based on what you know, how does it work?

CLARIFY

The Government of Canada has launched the COVID Alert app that lets people know if someone they have come in contact with has tested positive for COVID-19 using Bluetooth, so that they can then go get tested.

- Have any of you downloaded the COVID Alert app?
 - IF DOWNLOADED:
 - What made you decide to download it?
 - What has been your experience? Is it user-friendly? Is it useful?
- IF HAVE NOT DOWNLOADED: Do you think you'll download the COVID Alert app? What makes you say that?

WESTERN ALIENATION (30 minutes) Northern Alberta, Manitoba

EXERCISE:

- **POLL:** I want you to enter three words on when prompted on screen that describe the current relationship between the Government of Canada and your province.
 - **PROBE:** Pick one of the words you entered and explain why you chose that word.
 - Overall, would you say the Government of Canada treats your province fairly or unfairly? Why?
- What could the federal government do to demonstrate that it is in touch with the concerns of people in your province?
- **Northern Alberta** What issues specific to Alberta should the federal government spend more time on?
 - **PROMPT AS NECESSARY:** Are there any specific sectors or industries that need support? (ex., energy sector, clean technology, agriculture, tourism, etc.)
- **Manitoba** What issues specific to Manitoba should the federal government spend more time on?
 - **PROMPT AS NECESSARY:** Are there any specific sectors or industries that need support? (ex., energy sector, clean technology, agriculture/agribusiness, mining, manufacturing, tourism, etc.)

LOCAL ISSUES – ALBERTA (25 minutes) Northern Alberta

- What are the most important local issues in Alberta?
- Has the Government of Canada done anything to benefit Alberta?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on Alberta?
- Has the Government of Canada done enough for the oil and gas sector?
 - IF NOT ENOUGH: What specifically could they do to help?

- Have you heard anything about orphan wells in Alberta recently? What have you heard? What are the issues?
- Have you heard about the Government of Canada announcement on orphan wells? What have you heard?

CLARIFICATION:

Last April, the Federal Government announced that it would be investing \$1.7 billion to clean up orphan wells in British Columbia, Alberta and Saskatchewan to keep people working during the COVID-19 pandemic. This investment was expected to help maintain 5,200 jobs in Alberta alone. Acknowledging the struggling energy sector in these regions, it was also aimed to keep energy service companies going during these difficult times, while bringing sites back to their original condition, leaving a cleaner environment for future generations.

- What are your thoughts about this initiative?
- Is this addressing an important issue for Alberta? Why/why not?

LOCAL ISSUES - Yellowknife (40 minutes) Yellowknife

- What are the most important local issues in Yellowknife?
 - **FOR EACH:** Why is it important? What needs to be done? **PROBE TO SEE IF OTHERS FEEL IT IS IMPORTANT**
- Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact in Yellowknife?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on Yellowknife?
- And what does Yellowknife need in terms of infrastructure?
 - What are the biggest concerns/challenges? Is there anything that needs to be done?
 - And what about local environmental concerns? Are there any that come to mind? Why is it important? What needs to be done?
- Thinking about everything the federal government has done in the past year, what, if anything, do you think will have the most positive impact on Yellowknife?
- Have they done anything that you think will have a negative impact on Yellowknife?

- I've got a list with various items. I'd like you to select each one that you think is a major concern in your community:

POLL #1: PARTICIPANTS SELECT ALL THAT APPLY

A shrinking middle class
Ability of local businesses and industries to succeed
An aging population
Availability of affordable childcare options
Availability of broadband internet
Availability of cell phone service
Availability of healthcare services
Availability of jobs
Availability of public transit
Availability of services
Cost of housing
Crime
Drug overdoses
Gun control
Homelessness
Integrating immigrants into the community
Level of Employment Insurance benefits for those who can't find work
Low high school graduation rates
Poverty
Preserving a clean environment
Quality of roads and bridges
Retirement security
Traffic congestion
Young people leaving for opportunities elsewhere

- Now I'd like you to select the top 2 or 3 that you worry about the most.

POLL #2: SAME LIST; PARTICIPANTS SELECT 2-3 THAT THEY WORRY ABOUT THE MOST

- Was there anything missing from that list?

TIME PERMITTING - DISCUSS A FEW ISSUES THAT WERE SELECTED AS MOST WORRISOME:

- What *specifically* is the problem? *Why* is it a problem?
- Is this something that has been getting worse in recent years or has it always been a problem?

GC COVID-19 MANAGEMENT (35 minutes): Experiencing 2nd Wave Ontario, Mid-size Centres Quebec EI/Recovery Benefits Recipients, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario

- Now I'd like to talk a bit about the Government of Canada and actions it has taken in response to the COVID-19 pandemic. Overall, do you feel the Government of Canada is doing a good or a bad job in this respect?
 - What makes you say that? Do you have any examples you can point to?

- And now thinking specific about health impacts, how well do you think the Government of Canada is doing in protecting the health of Canadians from COVID-19?
 - What makes you say that? Do you have any examples you can point to?
 - Do you think the Government of Canada is doing better, worse or about the same in this regard, compared to earlier in the pandemic?
 - FOR THOSE WHO SAY BETTER: Can you describe what they are doing better now?
 - FOR THOSE WHO SAY WORSE: Can you describe what they are doing worse now?
 - Can you think of things they can do to improve?

- And now in terms of information, how well do you think the Government of Canada is doing in providing information to Canadians on how to prevent the spread of COVID-19?
 - What makes you say that? Do you have any examples you can point to?
 - Do you think the Government of Canada is doing better, worse or about the same in this regard, compared to earlier in the pandemic?
 - FOR THOSE WHO SAY BETTER: Can you describe what they are doing better now?
 - FOR THOSE WHO SAY WORSE: Can you describe what they are doing worse now?
 - Can you think of things they can do to improve?

- How about financial support: how well do you think the Government of Canada is doing in providing financial support to Canadians affected by the COVID-19 pandemic?
 - What makes you say that? Do you have any examples you can point to?
 - Do you think the Government of Canada is doing better, worse or about the same in this regard, compared to earlier in the pandemic?
 - FOR THOSE WHO SAY BETTER: Can you describe what they are doing better now?
 - FOR THOSE WHO SAY WORSE: Can you describe what they are doing worse now?
 - Can you think of things they can do to improve?

- **Experiencing 2nd Wave Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario** I'd like to talk more specifically about financial support. Have you seen, read or heard anything recently about the Canada Emergency Response Benefit (CERB) or Employment Insurance (EI)? What did you hear?
 - How do you feel about this change?

Experiencing 2nd Wave Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario PROVIDE DETAILS:
(SHOW ON SCREEN)

The Government of Canada also announced a suite of three new recovery benefits:

- The new **Canada Recovery Benefit** would provide a benefit amount of \$500 per week for workers who are not eligible for EI - mainly the self-employed and including those working in the gig economy (e.g. freelancers, consultants, independent contractors, temporary contract workers, etc.)
- The new **Canada Recovery Caregiving Benefit**, would provide \$500 per week to anyone who is unable to work because they need to provide care to children or support to other dependents who had to stay home (e.g. they had to stop work because their child's school or daycare closed because of COVID-19).
- The new **Canada Recovery Sickness Benefit** would provide \$500 per week for up to two weeks for those who don't have paid sick leave and become sick or must self-isolate due to reasons linked to COVID-19.

Experiencing 2nd Wave Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario The simplified EI system and the new recovery benefits will be in place for one year, and will provide a minimum entitlement of 26 weeks of regular benefits (aside from the Canada Recovery Sickness Benefit - which is for up to 2 weeks).

- **Experiencing 2nd Wave Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario** What are your thoughts about these new recovery benefits? How do you feel about them?

ZERO EMISSION VEHICLES (ZEV) (25 minutes) Northern Alberta, Manitoba, Yellowknife, Major Centres Ontario, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario, Mid-size Centres Quebec
EI/Recovery Benefits Recipients, Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario

Let's shift onto a different topic – Zero emission vehicles (ZEV).

- Does anyone know what ZEVs are? Can you provide a brief description?

CLARIFY AS NEEDED:

A ZEV is a vehicle that has the potential to produce no tailpipe emissions. They can still have a conventional internal combustion engine, but must also be able to operate without using it. Examples of ZEVs include battery-electric, plug-in hybrid electric and hydrogen fuel cell.

- What are your thoughts about zero emission vehicles? Do you see yourselves ever buying one?
 - IF NOT: What is holding you back?
- Do you think that Canada is heading to a point where ZEVs will be as affordable as other cars?

- **PROBE:** In how many years could we achieve this goal of being able to afford ZEVs as easily as regular cars? (PROMPT AS NEEDED: In 5 years, 10 years, 20 years, never?)
- Have you heard about the recent Government of Canada announcement where it is providing funding to a Ford auto plant in Ontario to make ZEVs?

CLARIFY AS NEEDED:

Earlier this month, the federal and Ontario governments unveiled details of a \$590M investment to help a Ford Oakville plant make electric cars. This upgrade to the Ford plant will make the Oakville plant the No. 1 electric vehicle factory in North America.

- What do you think about this initiative?
- How do you feel about the Government of Canada following other countries and some American states in setting targets so that a percentage of cars sold in Canada need to be electric?
- For example, California mandated to sell only zero-emissions vehicles by 2035. How would you feel if Canada followed this example and mandated that all new cars sold in Canada need to be ZEV by 2035?

YOUTH SUPPORTS (15 minutes) Southern and Eastern Mid-size Centres Ontario

The Government of Canada is launching a program specifically for young Canadians aged 15-30. It will run for a limited time and will aim to help young Canadians find work placements through partnerships with employers from in-demand sectors. Employers would receive funding from the Government to offer work opportunities to youth – for either full time or part time work – for a period of a few months up to one year.

- I'm now going to show you a list of potential names for this program.

SHOW ON SCREEN

- Canada Recovery Work Placements for Youth
- Job Creators
- Youth Skills, Training and Employment Program (Y-STEP)
- Youth Work Partnership Program
- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which name, if any, you think is the most appropriate for this program - bearing in mind that this program is aimed at young Canadians.

Moderator to discuss the names selected the most. WHY were they selected?

- Are there any names that you dislike or feel are inappropriate? What makes you say that?

- Is there anything missing from the list of names – that is, are there any words or ideas you think should be conveyed or communicated in the name of the program that are currently missing? (IF YES: What should be included?)

The Government of Canada is also launching a program that will focus more specifically on supporting the employability of vulnerable youth; this could include youth with disabilities, low-income households, or Indigenous youth. This program will provide these young Canadians, 15 to 30 years old, with a broad range of skills training and employment supports.

- I'm now going to show you a list of potential names for this program.

SHOW ON SCREEN

- Skills Builder Program
 - Experience Building Program
 - Youth Training and Employability Program
 - Youth @Work
- **POLL:** I'm going to show you a poll. I'd like you to select which name, if any, you think is the most appropriate for this program - bearing in mind that this program is aimed at vulnerable youth.

Moderator to discuss the names selected the most. WHY were they selected?

- Are there any names that you dislike or feel are inappropriate? What makes you say that?
- Is there anything missing from the list of names – that is, are there any words or ideas you think should be conveyed or communicated in the name of the program that are currently missing? (IF YES: What should be included?)

CONCLUSION (5 minutes)

Guide du modérateur, version française

GUIDE DU MODÉRATEUR — OCTOBRE 2020 DOCUMENT MAÎTRE

INTRODUCTION (10 minutes) Tous les lieux

- Le modérateur ou la personne responsable du soutien technique doit faire savoir aux participantes et aux participants qu'un stylo et du papier seront nécessaires afin de prendre des notes et d'écrire quelques réflexions au sujet des pièces de communication que nous leur montrerons plus tard au cours de la discussion.

LE GOUVERNEMENT DU CANADA DANS L'ACTUALITÉ (10-30 minutes) Tous les lieux

- Qu'avez-vous vu, lu ou entendu au sujet du gouvernement du Canada au cours des derniers jours ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec, Nord de l'Alberta, Manitoba Avez-vous entendu quoi que ce soit dans l'actualité récemment concernant une interdiction des plastiques par le gouvernement du Canada ? Qu'avez-vous entendu ?
 - Pensez-vous que c'est une bonne ou une mauvaise idée ?
- Avez-vous entendu parler de ce que fait le gouvernement du Canada concernant la pandémie actuelle de COVID-19 ?
- Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH Aux États-Unis, les données montrent que certains membres issus de minorités raciales et ethniques courent un risque accru de contracter la COVID-19 ou de se retrouver gravement malades, quel que soit leur âge. Par exemple, les Afro-Américains ont l'un des taux d'hospitalisation associés à la COVID-19 les plus élevés. Pensez-vous que cela a également été le cas au Canada, c'est-à-dire que les Canadiennes et Canadiens racisé(e)s sont touché(e)s de manière disproportionnée ici ?
 - (SI OUI) Que devrait faire le gouvernement pour remédier à cette situation ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des tests de dépistage de la COVID-19 dans votre communauté ? Qu'avez-vous entendu ?
 - AU BESOIN, DEMANDER :

- Qu'en est-il du nombre de sites de dépistage, ou du nombre de tests qu'ils peuvent effectuer — est-ce suffisant ?
 - Avez-vous entendu ou savez-vous quoi que ce soit par rapport aux longs délais d'attente pour subir un test de dépistage ou pour en obtenir les résultats ?
- **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario** Faut-il faire quelque chose quant à la capacité de dépistage ? Que faut-il faire ?
 - Y a-t-il quelque chose que le gouvernement du Canada peut faire pour y remédier ?
 - **Yellowknife** Avez-vous entendu quoi que ce soit récemment sur le Fonds de soutien aux entreprises du Nord du gouvernement du Canada ?

Yellowknife ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le Fonds de soutien aux entreprises du Nord (FSEN) offre un soutien à court terme aux petites et moyennes entreprises territoriales touchées par les perturbations économiques associées à la COVID-19 pour couvrir les frais d'exploitation, et ce, par le biais d'une subvention non remboursable. Compte tenu des répercussions continues de la pandémie de COVID-19, L'Agence canadienne de développement économique du Nord (CanNor) propose de prolonger le soutien financier au-delà du 31 juillet 2020. La prolongation du financement, fondée sur un besoin démontré, prendra fin en mars 2021 ou lorsque le montant maximal de 100 000 \$ aura été atteint, selon la première éventualité. Ce soutien prolongé vise principalement les entreprises œuvrant dans les secteurs du tourisme, des services d'hébergement et de restauration, des arts, spectacles et loisirs, du transport et du commerce de détail. Les demandes des entreprises œuvrant dans tout autre secteur seront examinées au cas par cas.

- **Yellowknife** Que pensez-vous de ce genre d'initiative ?
- **Nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife** Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) ou de l'assurance-emploi ? Qu'avez-vous entendu ?
 - Que pensez-vous de ce changement ?

Nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife AFFICHER À L'ÉCRAN :

Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

1. La nouvelle **Prestation canadienne de la relance économique** verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi — principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.).

2. La nouvelle **Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants** verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).
3. La nouvelle **Prestation canadienne de maladie pour la relance économique** verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congé de maladie payé et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.

Nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife Le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront en place pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique — qui est d'une durée maximale de deux semaines).

- **Nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife** Que pensez-vous de ces nouvelles prestations de relance ? Qu'en dites-vous ?
- **Régions touchées par une 2^e vague en Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario** Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Quelque chose au sujet des pêcheurs autochtones et des pêcheurs commerciaux concernant la pêche au homard ?
 - Qu'avez-vous entendu ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada doit intervenir ?
 - SI OUI : Que devrait faire le gouvernement du Canada ?

COMPORTEMENT (10-30 minutes) **Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, peuples autochtones du Canada atlantique, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec, Yellowknife, régions touchées par une 2^e vague en Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario**

- **Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, peuples autochtones du Canada atlantique, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec, régions touchées par une 2^e vague en Ontario** Avez-vous modifié votre comportement au cours de ces dernières semaines ? **Régions touchées par une 2^e vague en Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario** Que faites-vous différemment maintenant par rapport à l'été ?
 - Qu'avez-vous fait ? (*Sondez à savoir si les choses ont changé ou non avec le retour des enfants à l'école, ou compte tenu de l'augmentation du nombre de cas au Canada*).
 - Si oui : pourquoi les faites-vous davantage ces choses ?

- Si non : pourquoi n'avez-vous pas changé votre comportement ?
- Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec, régions touchées par une 2^e vague en Ontario Qu'en est-il de vos habitudes de dépenses — ont-elles changé au cours de la pandémie ? De quelle façon ?
- Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec, régions touchées par une 2^e vague en Ontario Et lorsque vous pensez à vos diverses dépenses, est-ce que la pandémie a eu un impact sur votre coût de la vie de tous les jours ?
- Nouvelle-Écosse Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet d'une deuxième vague au Canada récemment ? Qu'avez-vous entendu ?

Nouvelle-Écosse ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Certains gouvernements provinciaux ont annoncé que leur province connaissait actuellement une deuxième vague, et le nombre de cas augmente également dans d'autres régions.

- Nouvelle-Écosse Que pensez-vous de cela ? Êtes-vous inquiet de l'augmentation du nombre de cas au Canada ?
- Nouvelle-Écosse Pensez-vous que la Nouvelle-Écosse connaîtra une augmentation du nombre de cas ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH Pensez-vous que nous connaissons actuellement une deuxième vague, pensez-vous qu'une deuxième vague s'en vient, ou pensez-vous qu'il n'y aura pas de deuxième vague ?
- Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH Pensez-vous que nous sommes prêts à faire face à une deuxième vague ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, peuples autochtones du Canada atlantique, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec À quoi vous attendez-vous au cours de l'automne ?
- Régions touchées par une 2^e vague en Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario À quoi vous attendez-vous dans les prochains mois ?
 - Nouvelle-Écosse Pensez-vous que pour le Canada, la situation sera meilleure, pire ou à peu près la même qu'au printemps ?

- Nouvelle-Écosse Qu'en est-il de la Nouvelle-Écosse ?
 - Peuples autochtones du Canada atlantique Pensez-vous que la situation relative à la COVID-19 sera meilleure, pire ou à peu près la même qu'au printemps ?
 - Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec Pour vous qui pensez que nous connaissons actuellement une deuxième vague ou bien qu'elle s'en vient, pensez-vous qu'elle sera moins grave, pire ou comparable à celle du printemps ?
 - Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, Peuples autochtones du Canada atlantique, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec Pensez-vous que les restrictions seront remises en place ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, Peuples autochtones du Canada atlantique, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec Si oui : Dans quelle mesure ?
 - Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, Peuples autochtones du Canada atlantique, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec Selon vous, quelles conditions seraient nécessaires pour que les restrictions soient réinstaurées ? Et quelles devraient être ces restrictions ?
 - Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec, régions touchées par une 2e vague en Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario Croyez-vous que vos habitudes changeront ?
- Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, Peuples autochtones du Canada atlantique, Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec Et en cette période d'automne, êtes-vous préoccupés par les répercussions de la COVID sur vous, vos familles, votre communauté et les entreprises ? De quelle façon ?
- Régions touchées par une 2e vague en Ontario Êtes-vous préoccupés par les répercussions de la COVID sur vous, vos familles, votre communauté et les entreprises ? De quelle façon ?
 - Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, Peuples autochtones du Canada atlantique, Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec, régions touchées par une 2e vague en Ontario Êtes-vous préoccupé par les effets sur la santé mentale des personnes appartenant à vos cercles sociaux ou à votre communauté ?

- **Yellowknife** De manière générale, pensez-vous que la COVID-19 et les restrictions liées à la COVID vous ont particulièrement affectés par rapport aux grandes villes du Canada qui comptent de nombreux cas ?
- **Yellowknife** Quel a été pour vous le plus grand inconvénient provoqué par la COVID ? Quel a été le plus important changement que vous avez dû faire depuis le début de la pandémie ?

LE DISCOURS DU TRÔNE (20 minutes) Nouvelle-Écosse

J'aimerais maintenant tourner notre attention vers un autre sujet.

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit à propos du discours du Trône du gouvernement du Canada ?
 - SI OUI : Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Il y a une semaine, mercredi dernier, une nouvelle session du Parlement s'est ouverte avec le discours du Trône, dans lequel furent énoncés l'orientation et les objectifs du gouvernement ainsi que la façon dont il compte les respecter.

- Maintenant que j'ai partagé avec vous quelques informations, vous souvenez-vous d'en avoir entendu parler ?

SI OUI :

- Qu'avez-vous entendu ? Qu'avez-vous entendu à propos de ce qui y est inclus ?
- Quel est le point central de ce nouveau plan ?
- Y a-t-il quelque chose dans ce nouveau plan qui vous a particulièrement plu ou qui ne vous a pas plu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le gouvernement du Canada a proposé quatre piliers principaux sur lesquels il souhaite se concentrer.

- Rebâtir en mieux afin de créer un Canada plus fort et plus résilient
 - Lutter contre la pandémie et sauver des vies
 - Être fidèle à qui nous sommes en tant que Canadiens, faire des progrès sur le plan de l'égalité des sexes, de la réconciliation et de la lutte contre la discrimination
 - Soutenir les gens et les entreprises aussi longtemps que la crise durera, en prenant les mesures qui s'imposeront.
- Pensez-vous que le gouvernement du Canada rate d'importantes occasions ? Est-ce qu'il omet quelque chose ?
 - SI OUI : Sur quelles autres priorités le gouvernement doit-il se concentrer ?

- Est-ce que quelqu'un a entendu quoi que ce soit au sujet du déficit prévu par le gouvernement du Canada cette année ? Qu'avez-vous entendu ?
- Il y a quelques mois, le gouvernement du Canada prévoyait un déficit de 343 milliards de dollars cette année. Que pensez-vous de cela ?
 - Sur la base du discours du Trône, pensez-vous que le déficit va augmenter, diminuer ou rester le même ? Que pensez-vous de cela ?

LA PÊCHE EN NOUVELLE-ÉCOSSE (15 minutes) Nouvelle-Écosse

- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Quelque chose au sujet des pêcheurs autochtones et des pêcheurs commerciaux concernant la pêche au homard ?
 - Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Récemment, une bande Mi'kmaq a lancé sa propre pêche au homard, réglementée par les Mi'kmaq et fondée sur les droits, dans la baie Sainte-Marie. En réaction au lancement de la pêche, des pêcheurs non autochtones ont tenté de bloquer les bateaux qui sortaient pour pêcher, auraient coupé des lignes de casiers sur la propriété des autochtones (s'assurant ainsi qu'ils ne pourraient pas récupérer leurs casiers), ont retiré les casiers de l'eau et se sont rassemblés devant la maison d'un acheteur présumé.

- Que pensez-vous de cet enjeu ?
- Est-ce une question importante à aborder pour le gouvernement du Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

DE LA PCU À L'ASSURANCE-EMPLOI (20-30 minutes) Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) ou de l'assurance-emploi ? Qu'avez-vous entendu ?

AFFICHER À L'ÉCRAN :

Nouvelle-Écosse Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait amorcer une transition vers un programme d'assurance-emploi simplifié. À l'origine, la PCU devait se terminer à la fin du mois d'août, mais elle a été prolongée de quatre autres semaines et s'est terminée la fin de semaine dernière.

Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il allait amorcer une transition vers un programme d'assurance-emploi simplifié. À l'origine, la PCU devait se

terminer à la fin du mois d'août, mais elle a été prolongée de quatre autres semaines et s'est terminée il y a maintenant un peu plus d'une semaine.

Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec
Le gouvernement du Canada est récemment passé à un régime d'assurance-emploi simplifié.

Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario
Pour faire suite au discours du Trône, le gouvernement du Canada a annoncé jeudi dernier qu'il allait bonifier le versement hebdomadaire proposé pour les chômeurs canadiens qui passent de la PCU à l'assurance-emploi à 500 \$ par semaine, plutôt que les 400 \$ initialement annoncés. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi — puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec
Pour faire suite au discours du Trône, le gouvernement du Canada a annoncé jeudi dernier qu'il allait bonifier le versement hebdomadaire proposé pour les chômeurs canadiens qui passent de la PCU à l'assurance-emploi à 500 \$ par semaine, plutôt que les 400 \$ initialement annoncés. Toute personne admissible à l'assurance-emploi devra avoir travaillé 120 heures pour y avoir droit, ce qui est bien inférieur aux critères actuels de l'assurance-emploi — puisqu'un grand nombre de Canadiennes et de Canadiens n'ont pas pu travailler en raison de la pandémie et accumuler le nombre d'heures requis.

Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

1. La nouvelle **Prestation canadienne de la relance économique** verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi — principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.).
2. La nouvelle **Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants** verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).
3. La nouvelle **Prestation canadienne de maladie pour la relance économique** verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congé de maladie payé et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.

- Que pensez-vous de cette approche ? Est-ce que le taux de prestation minimum et les critères d'admissibilité sont sensés ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Nouvelle-Écosse, Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM Combien de temps pensez-vous que les prestations pour les personnes qui ne peuvent pas travailler en raison de la COVID-19 ou parce qu'elles doivent s'occuper de quelqu'un d'autre devront être en place ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec Avez-vous des préoccupations par rapport à passer de la PCU à l'assurance-emploi ?
 - Savez-vous comment s'effectue le transfert ?
 - SI NÉCESSAIRE : Est-ce que ça s'applique à vous ? Avez-vous besoin de faire une demande ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec Y en a-t-il parmi vous qui avez fait une demande ?
 - SI OUI : Comment avez-vous trouvé le processus ?
- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec POUR LES PERSONNES N'AYANT PAS PRÉSENTÉ UNE DEMANDE : Prévoyez-vous d'en faire la demande à un moment donné ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

INCLURE SI LE TEMPS LE PERMET

- Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec Combien de temps pensez-vous que les prestations pour les personnes qui ne peuvent pas travailler en raison de la COVID-19 ou parce qu'elles doivent s'occuper de quelqu'un d'autre devront être en place ?

Nouvelle-Écosse, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront en place pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique — qui est d'une durée maximale de deux semaines).

- Nouvelle-Écosse, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de

moyenne taille du Québec Est-ce que cela vous semble raisonnable de les maintenir en place pendant un an ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- Pensez-vous que cette approche laisse qui que ce soit de côté ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec Sous l'ancien régime, les prestations d'assurance-emploi constituaient un revenu imposable, ce qui signifie que les impôts fédéraux et provinciaux ou territoriaux, le cas échéant, sont déduits lorsque vous les recevez.

- **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec** Pensez-vous que cela s'applique au système simplifié d'assurance-emploi et aux nouvelles prestations de relance économique ? Autrement dit, sont-elles imposables ?
- **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec** Auriez-vous des préoccupations à ce sujet quand viendra la période des impôts au printemps ?

LE RACISME (45 minutes) Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM, Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH

- J'aimerais maintenant me pencher sur un tout autre sujet...
- Est-ce que le racisme est un problème au Canada ? SI OUI : Quelle est l'ampleur du problème ?
 - Comment caractériseriez-vous le racisme envers les Canadiennes et Canadiens racisé(e)s ? AU BESOIN, DEMANDER : Quelle est son ampleur ?
 - Où est-ce que cela se manifeste-t-il le plus ? (par exemple, la façon dont les gens sont traités au quotidien, au niveau des forces de l'ordre ou du système judiciaire, sur les lieux de travail, dans le système éducatif, etc.)
 - En plus des formes de racisme plus évidentes, il peut y avoir des situations où c'est plus subtil, par exemple en faisant des suppositions au sujet des individus en raison de leur race, en les stéréotypant ou en traitant inconsciemment certains individus différemment en raison de leur race. Avez-vous remarqué des cas de ce genre au Canada à l'égard de Canadiennes et Canadiens racisé(e)s ?
 - Quoi en particulier ?
- Croyez-vous que le gouvernement du Canada doit en faire davantage pour lutter contre le racisme au Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

- Qu'a fait le gouvernement du Canada ces dernières années en ce qui concerne cet enjeu ?
- Que doivent-ils plus concrètement faire ?
- Le gouvernement du Canada a récemment annoncé qu'il s'attaquerait au racisme systémique. Je vais vous montrer certaines des choses que le gouvernement du Canada a indiqué qu'il ferait **(AFFICHER À L'ÉCRAN)** :
 - Accélérer le travail d'élaboration conjointe d'un cadre législatif pour les services de police des Premières Nations en tant que services essentiels
 - Mettre en place une approche pangouvernementale fondée sur une meilleure collecte de données désagrégées
 - Renforcer les efforts d'autonomisation économique visant des communautés ciblées et accroître la diversité dans les marchés publics
 - Mettre en œuvre un plan d'action visant à accroître la représentation dans les recrutements et les nominations ainsi que le développement du leadership au sein de la fonction publique
 - Adopter des mesures législatives et réaliser des investissements pour lutter contre les inégalités systémiques dans toutes les phases du système de justice pénale, de la déjudiciarisation à l'établissement des peines, de la réinsertion au casier judiciaire
 - Moderniser la formation à l'intention des policiers et des agents responsables de l'application de la loi, notamment en ce qui concerne les normes pour le recours à la force
 - Faire avancer le renforcement de la surveillance civile de nos organismes d'application de la loi, y compris la GRC
 - Faire progresser les réformes de la GRC, en privilégiant une approche de police communautaire ;
 - Lutter contre la haine en ligne
 - Prendre de nouvelles mesures pour soutenir les contributions artistiques et économiques de la culture et de l'héritage des communautés noires canadiennes
- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH** *Le modérateur doit lire les éléments à haute voix et demander pour chacun :*
- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH** Est-ce clair pour vous ?
 - Que pensez-vous que cela signifie ?
- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH** Comment pensez-vous que cela permettrait de combattre concrètement le racisme systémique ?
- **SONDAGE** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez jusqu'à trois éléments de cette liste qui, selon vous, feraient la plus grande différence quant à réduire l'inégalité raciale

au Canada. Si vous ne pensez pas que l'une d'entre elles fera une différence, vous pouvez choisir « aucune de ces réponses ».

Le modérateur discutera des initiatives choisies par le plus grand nombre de personnes. POURQUOI ont-elles été retenues ?

- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la GRM** Y a-t-il quelque chose sur cette liste que vous trouvez prête à confusion ou qui n'est pas clair ?
- Y a-t-il quelque chose sur cette liste que vous pensez être une MAUVAISE idée et qui ne devrait PAS être mise en œuvre ?

ÉVALUATION DE CONCEPT PUBLICITAIRE (20 minutes) **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec**

Nous allons maintenant évaluer une possible publicité qui est en cours d'élaboration par le gouvernement du Canada. Vous remarquerez que la publicité n'est pas dans sa forme définitive. Les images ressemblent plutôt à une bande dessinée et illustrent ce que vous verriez dans chaque plan de la publicité. La version définitive de la vidéo serait réalisée à l'aide de techniques d'animation professionnelles. Veuillez garder cela à l'esprit pendant que vous regardez la publicité. Je vous montrerai la publicité à deux reprises, puis nous discuterons de ce que nous en avons pensé. N'hésitez pas à prendre des notes pour vous aider à vous souvenir de ce qui vous a plu et ce qui vous a déplu de la publicité.

MONTRER LE SCÉNARIMAGE ANIMÉ

- Quels étaient les messages ou les idées clés véhiculés globalement ?
 - Qu'est-ce que cela vous disait ?
- Qu'est-ce qui vous a plu et qu'est-ce qui vous a déplu ?
- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario** Qu'en est-il de l'approche utilisée/du ton ? Était-ce approprié ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Qu'avez-vous pensé des couleurs ?
- **Ville de Québec** Qu'en est-il de l'approche utilisée ainsi que le ton, y compris le fait que le format préconisé soit une animation ? Était-ce approprié ?

- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario** Était-ce crédible/croyable ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario** Est-il approprié pour le gouvernement du Canada de fournir ce genre d'informations ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
- Est-ce que le langage est facile à comprendre ? Pourquoi dites-vous cela ?
 - Y avait-il des éléments précis qui n'étaient pas clairs, difficiles à comprendre ou qui prêtaient à confusion ? Qu'est-ce qui fait que ce n'est pas clair ? Y a-t-il des mots que vous n'avez pas compris ?
- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario** Est-ce un message qui vous est pertinent ?
 - Est-ce qu'il s'adresse à vous ou pensez-vous qu'il s'adresse vraiment à quelqu'un d'autre ? Si à quelqu'un d'autre, à qui ? Pourquoi pensez-vous que ça s'adresse à eux ?
- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario** Est-ce que le message est clair ou non ?
- **Canadien(ne)s racisé(e)s de la RGTH, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario** Est-il informatif ou non ?
 - Est-ce que le contenu est utile ou non ?
 - Si vous entendiez cette publicité, vous inciterait-elle à chercher des informations supplémentaires ? Pourquoi ou pourquoi pas ?
 - Est-ce que cela vous a laissé avec des questions ? Quelles questions ?
- Que pensez-vous de cette phrase tirée de la publicité : « Le soutien que nous offrons actuellement aux Canadiens nous permettra d'assurer la force et la sécurité de notre pays. » ?
- Et si l'on changeait cette phrase pour plutôt dire : « Se soutenir mutuellement aujourd'hui permettrait d'assurer notre sécurité et de rendre le Canada plus résilient. » Selon vous, laquelle est la plus efficace ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- **Prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne et grande taille de l'Ontario, ville de Québec** Considérons maintenant cette phrase tirée de la publicité : « un régime d'assurance-emploi élargi et plus accessible » — que pensez-vous que cela signifie ?
 - DEMANDEZ, AU BESOIN : Interprétez-vous cela comme signifiant que l'assurance-emploi soit désormais accessible à un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens, qu'il soit plus facile de faire une demande d'assurance-emploi, ou autre chose ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

- Supposons que cela signifie que l'assurance-emploi sera désormais accessible à un plus grand nombre de Canadiennes et de Canadiens (c'est-à-dire que plus de personnes y sont désormais admissibles), y a-t-il une meilleure façon, plus succincte, de le dire ou est-ce que la phrase actuelle (« un régime d'assurance-emploi élargi et plus accessible ») convient ?
 - **Ville de Québec** Et si l'on disait : « une assurance-emploi simplifiée » — pensez-vous que c'est une meilleure formulation ?
- Avez-vous d'autres suggestions sur la façon dont on pourrait l'améliorer ? Comment ?

Ville de Québec J'aimerais maintenant vous montrer une possible publicité que l'on retrouverait dans les médias sociaux et qui pourrait être utilisée par le gouvernement du Canada.

Ville de Québec AFFICHER L'IMAGE DE LA FAMILLE À L'ÉCRAN

- **Ville de Québec** Que pensez-vous de cette publicité ?

Ville de Québec Je vais maintenant vous montrer une tout autre image qui pourrait être utilisée pour cette publicité.

Ville de Québec AFFICHER L'IMAGE DE LA FEMME QUI ACCOMPAGNE UNE PERSONNE AINÉE À L'ÉCRAN

- **Ville de Québec** Que pensez-vous de cette image ? Pourquoi pensez-vous que l'image en est une d'une femme qui marche avec une jeune femme — qu'est-ce que cela signifie pour vous ?
 - DEMANDER AU BESOIN : Est-il clair que cette image s'adresse aux personnes qui s'occupent de leurs proches pour des raisons liées à la COVID ?
- **Ville de Québec** Selon vous, quelle image est la plus efficace pour une publicité dans les médias sociaux portant sur la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

QUESTIONS AUTOCHTONES (65 minutes) **Peuples autochtones du Canada atlantique**

J'aimerais maintenant porter notre attention sur les questions autochtones.

- Quels sont les enjeux autochtones importants sur lesquels le gouvernement du Canada devrait, selon vous, se concentrer ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit de bien ?
- Que peut-il améliorer ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet de la pêche en Nouvelle-Écosse ?

- DEMANDER AU BESOIN : Quelque chose au sujet des pêcheurs autochtones et des pêcheurs commerciaux concernant la pêche au homard ?
- Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Récemment, une bande Mi'kmaq a lancé sa propre pêche au homard, réglementée par les Mi'kmaq et fondée sur les droits, dans la baie Sainte-Marie. En réaction au lancement de la pêche, des pêcheurs non autochtones ont tenté de bloquer les bateaux qui sortaient pour pêcher, auraient coupé des lignes de casiers sur la propriété des autochtones (s'assurant ainsi qu'ils ne pourraient pas récupérer leurs casiers), ont retiré les casiers de l'eau et se sont rassemblés devant la maison d'un acheteur présumé.

- Que pensez-vous de cet enjeu ?
- Est-ce une question importante à aborder pour le gouvernement du Canada ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

Maintenant, passons à un autre sujet...

- Avez-vous entendu parler de la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones ?

AFFICHER À L'ÉCRAN

La Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones est un document international adopté par les Nations unies en 2007 qui énonce les droits fondamentaux que les peuples autochtones devraient avoir dans le monde entier. Elle explique comment les gouvernements devraient respecter les droits de l'homme des peuples autochtones.

La Déclaration universelle des droits de l'homme comprend 46 articles qui décrivent les droits spécifiques et les mesures que les gouvernements doivent prendre pour protéger ces droits. Les principaux thèmes de la déclaration sont les suivants :

- Le droit à l'autodétermination
 - Le droit à l'identité culturelle
 - Le droit au consentement libre, préalable et éclairé (c'est-à-dire le droit d'être consulté et de prendre des décisions sur toute question susceptible d'affecter les droits des peuples autochtones)
 - Protection contre la discrimination
- Disons que le Canada mettait en œuvre intégralement la Déclaration des Nations unies sur les droits des peuples autochtones. Que pensez-vous que cela impliquerait ? À quels types de changements vous attendriez-vous ?

J'aimerais maintenant parler de racisme pour un moment...

- Comment définiriez-vous le racisme systémique ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN

Le racisme systémique est généralement défini comme un problème lié à la manière dont la société est organisée, et pas seulement aux attitudes individuelles à l'égard de certains groupes. C'est donc comme s'il y avait des préjugés structurels ou si une lentille raciste était intégrée dans nos divers systèmes et institutions, qui mènent à un traitement ou à des dénouements injustes pour certains groupes. Ainsi, plutôt que de se pencher sur le problème de quelques « brebis galeuses » (par exemple, quelques personnes racistes), le racisme systémique est essentiellement lorsque le troupeau entier est gâté.

- Croyez-vous qu'il existe du racisme systémique envers les peuples autochtones au Canada ?
- Existe-t-il des institutions ou des systèmes qui sont responsables du racisme systémique au Canada ?
 - SI NÉCESSAIRE : par exemple, nos systèmes d'éducation, nos systèmes de santé, etc. ?
 - SI OUI : quels types de changements doivent être apportés à ces institutions/systèmes pour améliorer la façon dont ils traitent les peuples autochtones ?
- Qu'en est-il de la GRC ou des corps policiers — y a-t-il un racisme systémique dans nos systèmes de maintien de l'ordre ? En quoi consiste-t-il ? Avez-vous des exemples ou des anecdotes qui vous viennent à l'esprit ?
- Qu'en est-il de notre système judiciaire, comme la façon dont les tribunaux interviennent auprès des peuples autochtones et dont ils prononcent les peines — y a-t-il un racisme systémique dans ce contexte ? En quoi consiste-t-il ? Avez-vous des exemples ou des anecdotes qui vous viennent à l'esprit ?

J'aimerais maintenant parler d'eau potable pour un petit moment...

- Avez-vous entendu parler des efforts déployés par le gouvernement du Canada pour lever les avis sur l'eau potable à long terme dans les réserves ?

Je vais vous montrer un document infographique portant sur le travail qu'effectue le gouvernement fédéral afin de lever les avis sur la qualité de l'eau potable à long terme et ensuite je vous demanderai votre opinion à ce sujet.

AFFICHER LE DOCUMENT INFOGRAPHIQUE « Avis sur la qualité de l'eau potable à long terme touchant des systèmes publics dans les réserves »

- Quelles sont vos premières réactions ?
- Maintenant que vous avez vu cela, comment évaluez-vous les progrès réalisés par le gouvernement du Canada quant à cette question ? Diriez-vous qu'il a fait beaucoup de progrès, un peu, aucun, ou qu'il a aggravé la situation ?
- Que devrait faire d'autre le gouvernement du Canada pour améliorer l'eau potable dans les réserves ?

APPLICATION ALERTE COVID (20 minutes) Ville de Québec, Manitoba

- Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit au sujet de l'application Alerte COVID du gouvernement du Canada ?
 - SI L'ON EN A CONNAISSANCE : Sur la base de ce que vous savez, comment est-ce que cela fonctionne ?

ÉCLAIRCISSEMENT

Le gouvernement du Canada a lancé l'application Alerte COVID qui, grâce à la technologie Bluetooth, informe les gens s'ils ont été en contact avec une personne qui a reçu un diagnostic positif de COVID-19, afin qu'ils puissent ensuite aller passer un test de dépistage.

- Y a-t-il quelqu'un parmi vous qui avez téléchargé l'application Alerte COVID ?
 - SI TÉLÉCHARGÉ :
 - Qu'est-ce qui vous a fait décider de la télécharger ?
 - Quelle a été votre expérience ? Est-elle conviviale ? Est-elle utile ?
- SI VOUS NE L'AVEZ PAS TÉLÉCHARGÉE : Pensez-vous que vous allez télécharger l'application Alerte COVID ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?

ALIÉNATION DE L'OUEST (30 minutes) Nord de l'Alberta, Manitoba

EXERCICE :

- **SONDAGE** : Lorsque vous y serez invité à l'écran, je vous demanderais de saisir trois mots qui décrivent les relations actuelles entre le gouvernement du Canada et votre province.
 - SONDER : Veuillez choisir l'un des mots que vous avez saisis et nous expliquer pourquoi vous avez choisi ce mot.
 - Dans l'ensemble, diriez-vous que le gouvernement du Canada traite votre province équitablement ou injustement ? Pourquoi ?
- Que pourrait faire le gouvernement fédéral afin de démontrer sa sensibilité aux préoccupations des gens de votre province ?

- **Nord de l'Alberta** Quels sont les enjeux spécifiques à l'Alberta sur lesquels le gouvernement fédéral devrait consacrer plus de temps ?
 - DEMANDEZ SI NÉCESSAIRE : Y a-t-il des secteurs ou des industries en particulier qui ont besoin de soutien ? (par exemple, le secteur de l'énergie, les technologies propres, l'agriculture, le tourisme, etc.)
- **Manitoba** Quels sont les enjeux spécifiques au Manitoba sur lesquels le gouvernement fédéral devrait consacrer plus de temps ?
 - DEMANDEZ SI NÉCESSAIRE : Y a-t-il des secteurs ou des industries en particulier qui ont besoin de soutien ? (par exemple, le secteur de l'énergie, les technologies propres, l'agriculture/l'agroalimentaire, le secteur minier, le secteur manufacturier, le tourisme, etc.)

ENJEUX LOCAUX – ALBERTA (25 minutes) Nord de l'Alberta

- Quels sont les enjeux locaux les plus importants en Alberta ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada a fait quoi que ce soit au bénéfice de l'Alberta ?
- Ont-ils fait quoi que ce soit qui, selon vous, aura un impact négatif sur l'Alberta ?
- Est-ce que le gouvernement du Canada en a fait assez pour le secteur du pétrole et du gaz ?
 - SI PAS ASSEZ : Que pourraient-ils faire précisément pour aider ?
- Avez-vous entendu quoi que ce soit au sujet des puits abandonnés en Alberta récemment ? Qu'avez-vous entendu ? Quels sont les enjeux ?
- Avez-vous entendu parler de l'annonce du gouvernement du Canada sur les puits abandonnés ? Qu'avez-vous entendu ?

ÉCLAIRCISSEMENT :

En avril dernier, le gouvernement fédéral a annoncé qu'il investirait 1,7 milliard de dollars pour nettoyer les puits abandonnés en Colombie-Britannique, en Alberta et en Saskatchewan afin de permettre aux gens de continuer à travailler pendant la pandémie de COVID-19. Cet investissement devait permettre de maintenir 5 200 emplois rien qu'en Alberta. Reconnaisant les difficultés du secteur de l'énergie dans ces régions, cette initiative visait également à maintenir les entreprises de services énergétiques en activité pendant cette période difficile, tout en remettant les sites dans leur état originel, laissant un environnement plus propre aux générations futures.

- Que pensez-vous de cette initiative ?

- Est-ce que cela répond à un enjeu important pour l'Alberta ? Pourquoi ou pourquoi pas ?

ENJEUX LOCAUX — Yellowknife (40 minutes) Yellowknife

- Quels sont les enjeux locaux les plus importants à Yellowknife ?
 - **POUR CHACUN DES ENJEUX** : Pourquoi est-ce important ? Qu'est-ce qui doit être fait ? **EXPLORER POUR VOIR SI LES AUTRES ESTIMENT QUE C'EST IMPORTANT**
- En pensant à tout ce que le gouvernement fédéral a fait au cours de la dernière année, à votre avis, qu'est-ce qui aura le plus d'impact positif pour Yellowknife, le cas échéant ?
- Ont-ils fait quelque chose qui, selon vous, aura un impact négatif sur Yellowknife ?
- Et quels sont les besoins de Yellowknife en matière d'infrastructures ?
 - Quels sont les plus importantes préoccupations ou les plus grands défis ? Y a-t-il quoi que ce soit qui doit être fait ?
 - Et qu'en est-il des préoccupations environnementales locales ? Y en a-t-il qui vous viennent à l'esprit ? Pourquoi est-ce important ? Que faut-il faire ?
- J'ai une liste avec divers éléments. J'aimerais que vous choisissiez tous ceux qui vous semblent être une préoccupation importante dans votre collectivité :

SONDAGE N° 1 : LES PARTICIPANT(E)S DOIVENT SÉLECTIONNER TOUS CEUX QUI S'APPLIQUENT

- La réduction de la classe moyenne
- La capacité des entreprises et des industries locales à réussir
- Une population vieillissante
- La disponibilité d'options abordables de services de garde d'enfants
- La disponibilité de l'internet haute vitesse
- La disponibilité du service de téléphonie mobile
- La disponibilité des services de santé
- La disponibilité d'emplois
- La disponibilité de transport en commun
- La disponibilité de services
- Le coût du logement
- La criminalité
- Les surdoses de drogue
- Le contrôle des armes à feu
- L'itinérance
- Intégrer les immigrants dans la communauté
- Le niveau des prestations d'assurance-emploi pour ceux qui ne peuvent pas trouver d'emploi
- Les faibles taux d'obtention du diplôme de fin d'études secondaires
- La pauvreté

Préserver un environnement propre
La qualité des routes et des ponts
La sécurité de la retraite
La congestion routière
Les jeunes qui partent en quête de possibilités ailleurs

- J'aimerais maintenant que vous choisissiez les deux ou trois principaux sujets qui vous préoccupent le plus.

SONDAGE N° 2 : MÊME LISTE ; LES PARTICIPANT(E)S DOIVENT SÉLECTIONNER LES DEUX OU TROIS PRINCIPAUX SUJETS QUI LES PRÉOCCUPENT LE PLUS

- Y avait-il quoi que ce soit qui manquait à cette liste ?

SI LE TEMPS LE PERMET — DISCUTER DE QUELQUES ENJEUX CHOISIS COMME ÉTANT LES PLUS PRÉOCCUPANTS :

- Quel est *précisément* le problème ? *Pourquoi* est-ce un problème ?
- Est-ce quelque chose qui s'est aggravé ces dernières années ou est-ce un problème qui a toujours existé ?

GESTION DE LA COVID-19 PAR LE GC (35 minutes) : Régions touchées par une 2e vague en Ontario, prestataires de l'assurance-emploi/PCRE des centres urbains de moyenne taille du Québec, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario

- J'aimerais maintenant parler un peu du gouvernement du Canada et des mesures qu'il a prises en réponse à la pandémie de COVID-19. Dans l'ensemble, pensez-vous que le gouvernement du Canada fait du bon ou du mauvais travail à cet égard ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Avez-vous des exemples à nous donner ?
- Et maintenant, en ce qui concerne les effets sur la santé plus particulièrement, comment évaluez-vous le gouvernement du Canada pour ce qui est de protéger la santé de la population canadienne contre la COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Avez-vous des exemples à nous donner ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada réussit mieux, moins bien ou à peu près aussi bien à cet égard que plus tôt dans la pandémie ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « MIEUX » : Pouvez-vous décrire ce qu'ils réussissent mieux actuellement ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « PIRE » : Pouvez-vous décrire ce qu'il réussit moins bien actuellement ?
 - Pouvez-vous penser à des choses qu'ils peuvent faire pour s'améliorer ?

- Et maintenant, en matière d'information, comment évaluez-vous le gouvernement du Canada pour ce qui est de fournir des informations à la population canadienne sur la manière de prévenir la propagation de la COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Avez-vous des exemples à nous donner ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada réussit mieux, moins bien ou à peu près aussi bien à cet égard que plus tôt dans la pandémie ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « MIEUX » : Pouvez-vous décrire ce qu'ils réussissent mieux actuellement ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « PIRE » : Pouvez-vous décrire ce qu'il réussit moins bien actuellement ?
 - Pouvez-vous penser à des choses qu'ils peuvent faire pour s'améliorer ?

- Qu'en est-il de l'aide financière : comment évaluez-vous le gouvernement du Canada pour ce qui est de l'aide financière accordée aux Canadiens touchés par la pandémie de COVID-19 ?
 - Qu'est-ce qui vous fait dire cela ? Avez-vous des exemples à nous donner ?
 - Pensez-vous que le gouvernement du Canada réussit mieux, moins bien ou à peu près aussi bien à cet égard que plus tôt dans la pandémie ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « MIEUX » : Pouvez-vous décrire ce qu'ils réussissent mieux actuellement ?
 - POUR LES PERSONNES QUI DISENT « PIRE » : Pouvez-vous décrire ce qu'il réussit moins bien actuellement ?
 - Pouvez-vous penser à des choses qu'ils peuvent faire pour s'améliorer ?

- Régions touchées par une 2e vague en Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario J'aimerais parler plus précisément de soutien financier. Avez-vous vu, lu ou entendu quoi que ce soit récemment au sujet de la Prestation canadienne d'urgence (PCU) ou de l'assurance-emploi ? Qu'avez-vous entendu ?
 - Que pensez-vous de ce changement ?

Régions touchées par une 2e vague en Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario FOURNIR DES PRÉCISIONS : (AFFICHER À L'ÉCRAN)

Le gouvernement du Canada a également annoncé une série de trois nouvelles prestations de relance économique :

1. La nouvelle **Prestation canadienne de la relance économique** verserait un montant de 500 \$ par semaine pour les travailleurs qui ne sont pas admissibles à l'assurance-emploi — principalement les travailleurs(-euses) autonomes, y compris ceux et celles qui font partie de l'économie à la demande (par exemple, les pigistes, les consultant(e)s, les entrepreneur(e)s indépendant(e)s, les personnes ayant un contrat temporaire, etc.).
2. La nouvelle **Prestation canadienne de relance économique pour proches aidants** verserait 500 \$ par semaine à toute personne qui ne peut travailler parce qu'elle doit s'occuper d'enfants ou

d'autres personnes à charge qui ont dû rester à la maison (par exemple, elle a dû arrêter de travailler en raison d'une fermeture d'école ou de garderie due à la COVID-19).

3. La nouvelle **Prestation canadienne de maladie pour la relance économique** verserait 500 \$ par semaine pour une période maximale de deux semaines à toute personne qui n'a pas de congé de maladie payé et qui tombe malade ou doit s'isoler pour des raisons liées à la COVID-19.

Régions touchées par une 2e vague en Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario Le système d'assurance-emploi simplifié et les nouvelles prestations de relance économique seront en place pendant un an et donneront droit à un minimum de 26 semaines de prestations régulières (à l'exception de la Prestation canadienne de maladie pour la relance économique — qui est d'une durée maximale de deux semaines).

- **Régions touchées par une 2e vague en Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario** Quels sont vos impressions de ces nouvelles prestations de relance ? Qu'en pensez-vous ?

VÉHICULES ZÉRO ÉMISSION (VZE) (25 minutes) Nord de l'Alberta, Manitoba, Yellowknife, grands centres urbains de l'Ontario, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario, bénéficiaires de prestations qui remplacent la PCU des grands centres urbains du Québec, centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario

Passons à un autre sujet — les véhicules zéro émission (VZE).

- Est-ce que quelqu'un sait ce que sont les VZE ? Pouvez-vous nous donner une brève description ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Un VZE est un véhicule qui a la capacité de ne produire aucune émission d'échappement. Il peut être équipé d'un moteur à combustion interne conventionnel, mais il doit pouvoir fonctionner sans ce moteur. Parmi les exemples de VZE, on compte les véhicules électriques à batterie, les véhicules hybrides électriques rechargeables, et les véhicules à pile à hydrogène.

- Que pensez-vous des véhicules zéro émission ? Vous voyez-vous un jour en acheter un ?
 - SI NON : Qu'est-ce qui vous retient ?
- Pensez-vous que le Canada se dirige vers un moment où les VZE seront aussi abordables que les autres voitures ?
 - SONDER : Dans combien d'années pourrions-nous atteindre cet objectif de pouvoir se payer des VZE aussi facilement que des voitures ordinaires ? (AU BESOIN, DEMANDER : dans 5 ans, 10 ans, 20 ans, jamais ?)
- Avez-vous entendu parler de la récente annonce du gouvernement du Canada qui a accordé un financement à une usine d'assemblage de Ford en Ontario pour la fabrication de VZE ?

ÉCLAIRCISSEMENT AU BESOIN :

Plus tôt ce mois-ci, les gouvernements fédéral et ontarien ont dévoilé les détails d'un investissement de 590 millions de dollars pour permettre à l'usine de Ford à Oakville de fabriquer des voitures électriques. Sa reconversion fera de l'usine de montage Ford à Oakville la première usine de véhicules électriques en Amérique du Nord.

- Que pensez-vous de cette initiative ?
- Que pensez-vous du fait que le gouvernement du Canada suive d'autres pays et quelques états américains en établissant des objectifs pour qu'un pourcentage de voitures vendues au Canada doivent être électriques ?
- À titre d'exemple, la Californie a exigé à ce que soient vendus uniquement des véhicules zéro émission d'ici 2035. Que diriez-vous si le Canada suivait cet exemple et exigeait que toutes les nouvelles voitures vendues au Canada soient des VZE d'ici 2035 ?

SOUTIEN POUR LES JEUNES (15 minutes) Centres urbains de moyenne taille du Sud et de l'Est de l'Ontario

Le gouvernement du Canada lance un programme destiné spécifiquement aux jeunes Canadiens âgés de 15 à 30 ans. Il sera d'une durée limitée et visera à aider les jeunes Canadiennes et Canadiens à se trouver un emploi grâce à des partenariats avec des employeurs de secteurs en demande. Les employeurs recevront des fonds du gouvernement pour offrir des possibilités de travail aux jeunes — à temps plein ou à temps partiel — pour une période allant de quelques mois jusqu'à un an.

- Je vais maintenant vous montrer une liste de noms potentiels pour ce programme.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Programme canadien de relance pour l'emploi des jeunes
 - Créateurs d'emploi
 - Programme de compétences, de formation et d'emploi des jeunes
 - Programme de partenariat pour le travail de jeunesse
- **SONDAGE** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez, le cas échéant, le nom qui vous semble le plus approprié pour ce programme — tout en tenant compte du fait que ce programme est destiné à de jeunes Canadiennes et Canadiens.

Le modérateur discutera des noms qui ont été sélectionnés le plus. POURQUOI ont-ils été sélectionnés ?

- Y a-t-il des noms qui vous déplaisent ou que vous jugez inappropriés ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Manque-t-il quoi que ce soit dans la liste des noms — c'est-à-dire, y a-t-il des mots ou des idées qui, selon vous, devraient être véhiculés ou communiqués par le biais du nom du programme et qui ne le sont pas actuellement ? (SI OUI : Que faudrait-il inclure ?)

Le gouvernement du Canada lance également un programme axé plus particulièrement sur le soutien de l'employabilité des jeunes vulnérables ; il pourrait s'agir de jeunes qui vivent avec un handicap, de ménages à faible revenu ou de jeunes autochtones. Ce programme offrira à ces jeunes Canadiens, âgés de 15 à 30 ans, un large éventail de formations axées sur des compétences et de soutiens à l'emploi.

- Je vais maintenant vous montrer une liste de noms potentiels pour ce programme.

AFFICHER À L'ÉCRAN :

- Programme Développement des compétences
 - Programme acquérir des expériences
 - Programme de formation et d'employabilité des jeunes
 - Jeunes au travail
- **SONDAGE** : Je vais procéder à un sondage. J'aimerais que vous choisissiez, le cas échéant, le nom qui vous semble le plus approprié pour ce programme — tout en tenant compte du fait que ce programme est destiné à des jeunes vulnérables.

Le modérateur discutera des noms qui ont été sélectionnés le plus. POURQUOI ont-ils été sélectionnés ?

- Y a-t-il des noms qui vous déplaisent ou que vous jugez inappropriés ? Qu'est-ce qui vous fait dire cela ?
- Manque-t-il quoi que ce soit dans la liste des noms — c'est-à-dire, y a-t-il des mots ou des idées qui, selon vous, devraient être véhiculés ou communiqués par le biais du nom du programme et qui ne le sont pas actuellement ? (SI OUI : Que faudrait-il inclure ?)

CONCLUSION (5 minutes)

Annexe C – Concepts publicitaires

Évaluation de concepts publicitaires

(Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)

Scénarimage d'animation sur les prestations de relance (Canadiens racialisés de la RGTH, bénéficiaires de l'AE ou de prestations de relance habitant de grandes villes ou des villes de taille moyenne de l'Ontario, ville de Québec)

[FC-RecoveryBenefitsBoards-FR Compressed.mp4](#)

Le scénarimage d'animation ci-dessus présente une série d'images, accompagnée d'une trame musicale et d'une narration hors champ. Les images en arrière-plan se déclinent dans une gamme de gris et les personnages animés sont en couleur : Le narrateur lit les phrases suivantes tandis que les séquences de dessins animés défilent à l'écran : « Tandis que nous poursuivons la lutte contre la propagation de la COVID-19, de nouveaux programmes sont en place pour ceux qui en ont besoin, y compris un régime d'assurance-emploi élargi et plus accessible et une série de prestations canadiennes de relance économique. Le soutien que nous offrons actuellement aux Canadiens permettra d'assurer la force et la sécurité de notre pays. Consultez le [Canada.ca/le-coronavirus](#) pour en savoir plus sur les nouveaux programmes de soutien financier. Un message du gouvernement du Canada. »

Les images d'un pâté de maisons défilent, puis le plan se rapproche lentement, pour nous faire entrer, par la fenêtre, dans le foyer d'une famille canadienne. Dans la rue, on peut voir un artiste qui peint, un homme qui joue de la guitare et une jeune femme qui marche avec une personne âgée. Durant la prise de vues panoramiques, on voit un homme qui transporte un sac d'épicerie, un homme qui promène son chien et une femme qui fait du vélo. Tous ces personnages portent un masque. Une fois que notre regard se pose à l'intérieur du foyer de la famille canadienne, on voit un homme déposer l'épicerie sur le comptoir, avant de venir s'asseoir à la table avec sa femme et ses enfants. Un enfant est assis devant un ordinateur et l'autre, dans une chaise haute, en train de manger. Cette scène est ensuite encadrée par une feuille d'érable, puis un fond bleu foncé sur lequel figure [Canada.ca/le-coronavirus](#) en blanc s'affiche graduellement sur le reste de l'écran. Le mot-symbole « Canada » apparaît par la suite.

Publicité pour les médias sociaux portant sur la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants (ville de Québec)

Publicité conçue pour les médias sociaux

Canada Department of Finance Canada/Ministère des Finances Canada
Sponsored · Paid for by Department of Finance Canada/Ministère des Finances Canada · ...

Les travailleurs qui prennent soin d'un membre de leur famille pour des raisons liées à la COVID-19 peuvent maintenant être admissibles à du soutien pouvant aller jusqu'à 26 semaines de la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants.

Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants

Pour en savoir plus
Canada.ca/le-coronavirus

Canada

La figure ci-dessus présente une publicité conçue pour Facebook dont l'annonceur est le ministère des Finances du Canada. Le titre principal de la publicité (située dans le haut) est le suivant : « Les travailleurs qui prennent soin d'un membre de leur famille pour des raisons liées à la COVID-19 peuvent maintenant être admissibles à du soutien pouvant aller jusqu'à 26 semaines de la Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants. » La principale image de la publicité se compose d'un fond bleu marine et d'une illustration (à droite), encadrée par une feuille d'érable, qui met en scène un père jouant avec ses

enfants dans le salon. Dans l'image, un enfant est étendu sur le sofa, en train de lire un livre tandis que l'autre est par terre, en train de s'amuser avec des blocs avec son père. À gauche de la feuille d'érable et de l'illustration, sur un fond bleu foncé, on peut lire en caractères blancs le texte « Prestation canadienne de la relance économique pour proches aidants » dans le haut de l'image et « Pour en savoir plus » et l'adresse URL « Canada.ca/le-coronavirus » dans le bas. Le mot-symbole « Canada » se trouve dans le coin inférieur droit de la publicité.

Autre image



La figure ci-dessus présente une illustration mettant en scène une jeune femme qui marche avec une dame âgée dans un parc sur un sentier pavé recouvert de feuilles. La dame âgée se déplace à l'aide d'une canne et les deux femmes portent un masque. On peut voir en arrière-plan la représentation d'arbres, de bancs de parc et d'un homme qui peint un tableau.

Infographie : Progrès dans la levée des avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves (Autochtones du Canada atlantique)

Mis à jour le 15 février 2020



Tous

les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici



88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015

61 avis à long terme étaient toujours en vigueur

Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019



441

projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées



59

projets et services de soutien



74

études de faisabilité et projets de conception

Cette infographie est présentée sur fond blanc et des traits ondulés bleus sont dessinés sur le tiers inférieur de la page. Dans le coin supérieur gauche figure la mention « Mis à jour le 15 février 2020 » en caractères gris soulignés d'un trait ondulé bleu foncé. Du côté droit, on voit l'image d'un robinet blanc qui laisse échapper une goutte d'eau, dans une bulle bleue. Au centre de l'image, du côté gauche, figure le texte « Tous les avis à long terme sur la qualité de l'eau potable touchant les systèmes publics dans les réserves seront levés d'ici » en caractères gris, avec les mots « tous » et « levés » en bleu. Juste à droite de ce texte, on voit l'image d'un calendrier sur lequel est écrit « Mars 2021 ». Au centre de l'infographie, du côté droit figure le texte suivant : « 88 avis à long terme sur la qualité de l'eau potable levés depuis novembre 2015 » et « 61 avis à long terme étaient toujours en vigueur ». Dessous, dans le dernier tiers de l'image, on voit une banderole bleue avec ce texte : « Projets en cours ou achevés au 30 septembre 2019 » en caractères blancs. Le tiers inférieur de l'infographie est divisé en trois sections séparées par des lignes pointillées. Chaque section présente l'icône d'une goutte d'eau bleue et une statistique. La section de gauche illustre un cône dans une goutte d'eau avec, en dessous, ce texte en gris : « 441 projets d'infrastructure axés sur l'eau et les eaux usées ». La section centrale illustre trois personnes dans une goutte d'eau avec, en dessous, ce texte en gris : « 59 projets et services de soutien ». La section de droite illustre une carte et une loupe avec, en dessous, ce texte en gris : « 74 études de faisabilité et projets de conception ».